

Guide Arts et Spectacles

Le Monde



QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE

N° 13869 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 31 AOUT 1989

Pas de paix pour le Cambodge

La conférence de Paris sur le Cambodge se soldera par un échec, reconnu par M. Roland Dumas lorsqu'il a dit, dès le mardi 29 août, qu'il « était trop tôt pour parvenir à un compromis » sur la formule d'un gouvernement provisoire et sur un mécanisme international de contrôle. Quatre semaines de travail auront néanmoins permis de souligner qu'il n'y a qu'une façon de résoudre le conflit : contre les Khmers rouges et avec la Chine. Ce qui n'est pas simple puisque les soldats de Pol Pot, armés par Pékin, constituent la seule véritable carte chinoise.

Aucun règlement n'est concevable avec la participation des Khmers rouges. Non seulement parce qu'ils sont inacceptables, au même titre que les nazis, mais parce qu'ils n'ont qu'un objectif : reprendre, par tous les moyens, le pouvoir. Ils ne se sont pas amendés. Au mieux, ils seront « à la mer » dans quelques semaines. Ils mettront un pied dans Phnom-Penh, une cause permanente de guerre civile. Au pire, le Cambodge connaîtra un nouveau génocide.

Aucun accord durable ne sera obtenu sans la Chine, puissance dont la diaspora, des dizaines de millions de personnes, joue un rôle capital en Asie du Sud-Est. Enfin, la stabilité de l'Indochine dépend de la normalisation des relations entre Pékin et Hanoi. Rétablir la paix civile au Cambodge exige donc de donner aux Chinois de sérieuses garanties contre l'influence vietnamienne, tout en tenant la trêve page d'histoire qu'ont écrite les Khmers rouges.

Il n'y a qu'une seule recette : l'envoi d'un fort contingent international, qui, dans la mesure du possible, neutraliserait les Khmers rouges et s'assurerait que le Vietnam ne maintienne pas d'appareil militaire ; la mise en place d'un carcan de garanties - aide économique, cadre institutionnel, contrôle international - qui assurerait une répartition des pouvoirs entre l'administration actuelle et d'autres Cambodgiens.

Dans ce cadre, le prince Sihanouk peut jouer un rôle important, ce qui lui permettrait de sortir d'une situation intenable. Tout en laissant les Khmers rouges - ses anciens collègues, meurtriers de plusieurs de ses parents - il est trop faible pour ne pas s'en servir comme d'un contrepoids dans la négociation. La Chine ne l'appuie que s'il maintient son alliance avec les Khmers rouges. Pour le reste, le prince est un homme seul, découragé par les querelles de son propre entourage.

Mais pour satisfaire la Chine tout en neutralisant les Khmers rouges il faudrait une volonté commune, notamment des Occidentaux. Les Vietnamiens se moquent du type de régime qui gouvernera demain le Cambodge, à condition qu'il ne s'agisse pas d'un pouvoir hostile, d'où l'exclusion à l'égard des Khmers rouges. A Paris, cependant, plutôt que de rechercher les garanties susceptibles de satisfaire Pékin, on s'est évertué à trouver l'impossible compromis entre tous les Cambodgiens, d'où l'échec des négociations. La bonne volonté française a eu pour effet, paradoxalement, de souligner l'essentiel : il ne peut y avoir ni accord ni paix au Cambodge avec les Khmers rouges.

M 0147 - 0831 0 - 4,50 F
3290147004500 08310

La formation du cabinet iranien

M. Rafsadjani renforce son pouvoir à Téhéran

L'Assemblée législative islamique (Majlis) a accordé, mardi 29 août, l'investiture au gouvernement proposé par le président Ali Akbar Rafsadjani, qui le dirigera. Ce gouvernement comprend douze nouveaux ministres, pour la plupart des techniciens. En revanche aucune personnalité connue pour être de tendance radicale ne figure dans le « cabinet introuvable » de M. Rafsadjani, qui renforce sensiblement son pouvoir à Téhéran.

Rien ne semble plus devoir s'opposer à l'irrésistible ascension du nouveau président iranien, Ali Akbar Rafsadjani. Après trois jours de débats, souvent houleux, le Majlis s'est incliné et a accordé la confiance aux vingt-deux ministres du nouveau cabinet. Avec son chef de l'Etat, qui s'est débarrassé de tous ses adversaires, dispose désormais de pouvoirs presque illimités pour mener à bien la tâche qu'il s'est fixée de reconstruire l'économie du pays et d'ouvrir l'Iran sur l'étranger.

Le vote n'a, en fait, été qu'une formalité et la résistance qu'ont opposée au Parlement et dans certains journaux les nostalgiques d'un khoménisme pur et dur, n'a été en réalité qu'une bataille d'arrière-garde, un baroud d'honneur purement symbolique.

M. Mehdi Karubi, le nouveau président du Majlis, que l'on représentait comme un farouche partisan de la ligne dure, opposée

au pragmatisme de M. Rafsadjani, a tout organisé pour désarmer toute velléité d'opposition.

Depuis la mort de Khomeiny, tout semble avoir été fait pour que rien ne puisse empêcher la « normalisation » du régime de Téhéran sous l'égide de M. Rafsadjani. Ce dernier, qui fait de plus en plus figure de véritable « guide » de la Révolution islamique, a disposé à cet effet de l'appui inconditionnel du clergé traditionnel et du Bazar (1), tous deux désireux de mettre un terme à la « pagaille révolutionnaire » qui a caractérisé, au cours des dernières années, le pouvoir à Téhéran.

L'Iran se trouve désormais au seuil de son « ère thermidorienne ».

JEAN GUEYRAS.
(Lire la suite page 7.)

(1) La classe des marchands.

Le programme social du gouvernement

M. Rocard veut rassurer les syndicats et le PS

M. Rocard n'ayant pas voulu faire sa « rentrée » politique devant les seuls rocardiens, c'est M. Jean-Paul Huchon, son directeur de cabinet, qui a présenté, mardi 29 août à Avignon, le programme de travail de Matignon. L'objectif de ce que M. Huchon a appelé des « travaux d'Hercule » est de souligner l'ancrage à gauche du premier ministre avant le congrès du PS et de calmer les syndicats à la veille d'un automne qui pourrait être chaud.



IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNÉE TERRIBLE

Ce n'est pas encore la Résistance, mais c'est déjà le refus de l'occupation. D'initiatives isolées en actions plus concertées, les groupes s'organisent, qui deviendront mouvements puis réseaux. Mais les Allemands, avec l'aide de la police française, commencent la répression.

« **E**TALE une belle indifférence, mais entretiens secrètement la colère. Elle pourra servir. » C'était le vingt et unième des *Conseils à l'occupé*, qu'on pouvait se procurer sous le manteau, à Paris, dès août 1940. Car la naissance de la France libre ne doit pas faire oublier que se sont manifestés dès l'été 40 des femmes et des hommes décidés eux aussi à « faire quelque chose », dans un mouvement spontané qui se passa de mentor : c'est l'embryon de la résistance intérieure. Il faut l'envisager sans galloccentrisme : on retrouve le même phénomène dans toute l'Europe occupée. Et voir que ce n'était encore qu'une juxtaposition d'initiatives, dépourvues de moyens et, somme toute, peu crédibles. C'était pourtant une relève politique potentielle.

On résiste pour refuser la défaite et l'occupation ; on refuse le conformisme et le « mea-culpisme » ambiants ; on trouve la situation plus complexe que les autorités et les augures la présentent. On ose ce postulat : la guerre n'est pas finie ; par exemple, le 25 novembre 1940, dans le premier numéro de *Liberté*, des démocrates-chrétiens affirmaient : « Nous refusons de nous avouer vaincus. Nous refusons plus encore d'aider l'Allemagne à nous vaincre indéfiniment. Nous pouvons contribuer à la défaite allemande, et il n'est pas pour les Français de devoir plus impérieux [...] ». A l'époque, cette analyse n'avait rien d'évident, même si la Grande-Bretagne, en tenant tête au Reich, révélait des espoirs. Et la Résistance naissante eut d'abord à lutter contre la résignation résumée par Jean Cassou : « Chacun est rentré chez soi. »

Ces premiers résistants manquaient de tout : pas d'armes, cela va de soi (il n'était d'ailleurs pas question de lutte armée dans l'immédiat), fort peu d'argent, et, au départ, ni ronéo ni papier. A ceux qui se voulaient des professionnels, ils passaient pour des amateurs peu fiables, à la limite dangereux. Même en 1941 (et on imagine ce qu'aurait été la scène en 1940), l'ex-baroudeur d'Espagne André Malraux regarda de haut Claude Bourdet, qui avait pourtant acquis quelques expériences : « [...] *Aviez-vous de l'argent ? C'était à peu près comme de demander à un chrétien quand il a vu Jésus-Christ pour la dernière fois. Nouveau renflement : nouvelle question : « Aviez-vous des armes ? » Nouveaux balbutiements, mêlés de quelques espoirs en forme de prévisions plus ou moins optimistes, et d'ailleurs incertaines quant au lieu, la date et la nature. « Bon, dit Malraux, revenez-moi voir quand vous aurez de l'argent et des armes. » Et, sauf pour quelques militants du PCF, rien ne prédisposait ces volontaires à mener une double vie, en respectant des mesures élémentaires de sécurité (de là, des imprudences souvent fatales).*

BIEN plus, à l'époque, les résistants ne pouvaient rien attendre de l'extérieur : ils n'avaient à peu près aucune relation avec la France libre, pour des raisons techniques (le premier Lysander venu de Grande-Bretagne atterrit en septembre 1941) et par méconnaissance réciproque. Certains résistants éprouvent même de la défiance à l'égard d'un homme qui parle au nom de la France captive, sans en savoir grand-chose, dans un flou politique gênant.

Les divergences entre les résistants eux-mêmes n'arrangent rien. Ceux qui n'appartiennent pas au PCF clandestin, ou ne sont pas dans sa mouvance, se méfient des communistes, ou les excluent. Car si la ligne de l'*Humanité* évolue (dans l'automne, elle en reste à la « guerre impériale », mais le Reich est devenu le « gangster » le plus redou-

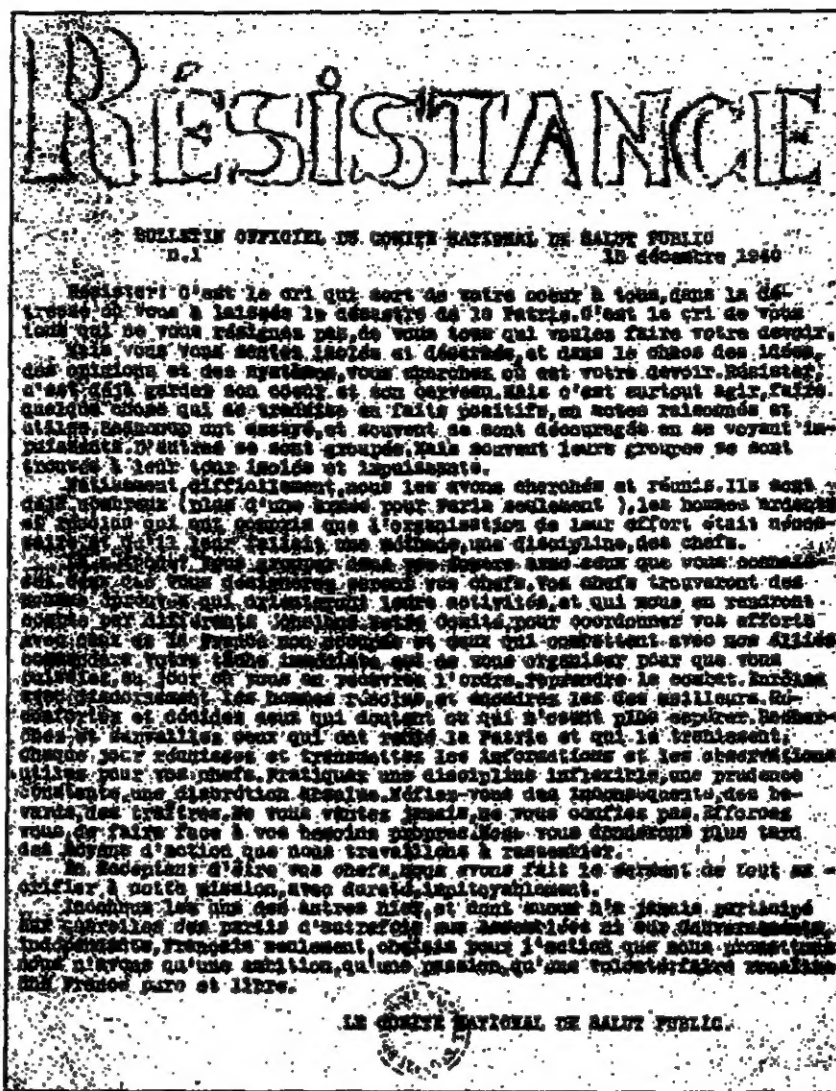
table), reste vivace le souvenir du revirement communiste de l'automne 1939, après le pacte germano-soviétique. Symétriquement, les convictions républicaines de ceux qui condamnent définitivement l'homme de Montoire les opposent aux résistants qui récusent la collaboration d'Etat mais approuvent en partie les objectifs de la « Révolution nationale ».

La ligne de démarcation allait, là encore, être un obstacle : à part le Front national (mis en place par les communistes au printemps 1941), aucun mouvement ne se développera à la fois au Nord et au Sud. Et, dans le Nord occupé, la tonalité sera peut-être plus militaire, plus politique, alors qu'au Sud apparaissent plutôt des enjeux politiques.

Dénombrer précisément ceux qui sautaient le pas est impossible. Ils étaient certainement ultraminoritaires (et d'ailleurs ils affirment volontiers avoir été des *happy few*). Risquons une approximation : peut-être étaient-ils, à la fin 1940, une trentaine de milliers. Une analyse sociologique est encore plus aléatoire ; il semble pourtant que, à l'exception notable des paysans, tous les milieux aient été représentés. On soulignera en tout cas le rôle joué immédiatement par les femmes.

COMME ils devaient souvent prendre des distances, voire rompre avec leur milieu, on est tenté de leur attribuer des tempéraments de marginaux, comme le fait, dans *Le Chagrin et la Pitié*, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, l'un des fondateurs du mouvement Libération Sud. Sans doute, également, faut-il faire la part des rencontres, voire du hasard. Vercors, récupérant sa maison occupée par un officier de la Wehrmacht, raconte que c'est parce qu'il avait omis une fois de le saluer qu'il avait ensuite continué (c'est la trame du *Silence de la mer*). Mais jouaient encore plus les réseaux professionnels et les affinités politiques. Certains, il est vrai, se veulent apolitiques — cette manière très classique de faire de la politique, — entendant mener un combat strictement nationaliste. Mais d'autres adoptent dès l'abord une ligne disons jacobine, où le combat contre l'envahisseur se double d'une volonté de promouvoir une République pure et dure. D'autres, enfin, réagissent par antifascisme, dans la tradition social-démocrate ou marxiste-léniniste, sans oublier les anti-nazis chrétiens qui diffusèrent en 1941 les *Cahiers du témoignage chrétien*. Se regroupent assez vite des militants anti-munichois, socialistes de la tendance Blum et des syndicalistes, et, par ailleurs, des démocrates-chrétiens opposés aux accords de Munich. A l'intérieur du PCF, de jeunes communistes issus des brigades internationales préconisent rapidement l'action contre l'occupant. Au total, si la Résistance a pu apparaître comme une force de rapture, elle doit s'analyser aussi sous l'angle de la continuité politique.

Malgré tous ces obstacles, certains décident de « faire quelque chose » (c'est l'expression souvent employée). Mais quoi, et comment ? Très vite, certains, le plus souvent des isolés, sabotent quand l'occasion s'en présente, en zone nord, des câbles ou des lignes téléphoniques. De façon spontanée aussi, se constituent, avec des relais dans les deux zones, des filières d'évasion, d'abord pour les prisonniers, puis pour les personnes qui doivent fuir la zone d'occupation. Dès le début de l'année 1941, sous l'impulsion d'agents venus de Londres, ces filières allaient se perfectionner, permettant par exemple à des aviateurs anglais abattus dans le nord de la France de parvenir à la frontière espagnole grâce, notamment, à des passeurs spécialisés dans la traversée de la ligne de démarcation. De même, des hommes et des femmes avaient-ils en l'idée de recueillir des renseignements sur le déplacement des navires de la Kriegsmarine ou sur l'emplacement de telle ou telle batterie de DCA. Ils ne pourront les transmettre avec efficacité que lorsque seront créés des réseaux de renseignements opérationnels au début 1941 (la Confrérie Notre-Dame, montée par Rémy, un agent de la France libre, ou Alliance, par un officier nationaliste,



Une des premières feuilles clandestines.

XXXIII - Résister

par
Jean-Pierre Azéma

Loustaunau-Lacau, avec l'aide de Marie-Madeleine Fourcade, et qui dans un premier temps dépendra de l'Intelligence Service). Car on réserve ce terme de « réseaux » à des organismes constitués en vue d'un objectif militaire précis (le renseignement, l'évasion, etc.), et qui, de fait, n'ont pu se développer qu'à partir du moment où ils entrent en liaison avec des forces extérieures à la France (en 1940, les Britanniques ou les Français libres).

On pouvait aussi vouloir agir en France sur l'opinion publique en luttant contre la propagande allemande et vichyssoise : apparaissent, dès les premières semaines de l'Occupation, des tracts, des journaux, voire des brochures, comme ces *Conseils à l'occupé*, de Jean Texcier, un fonctionnaire qui avait collaboré avant-guerre à la presse socialiste, ou, en octobre, le premier numéro de *Pantagruel*, rédigé, composé et tiré par un éditeur de musique alsacien, Robert Deiss, qui en sortira 16 avant d'être arrêté en octobre 1941 et exécuté à la hache en 1943. Si ces deux-là étaient très soignés, la plupart de ces premiers journaux clandestins étaient de simples recto-verso, pas toujours dactylographiés, au mieux ronéotés. Ainsi, le premier numéro, daté du 1^{er} décembre, de *Libération* (Nord), a-t-il été dactylographié à 7 exemplaires par un fonctionnaire, militant syndicaliste, Christian Pineau, qui, sous le pseudonyme de « François Buteval » (et de « capitaine Brécourt », ce qui faisait plus sérieux pour diffuser des informations d'ordre militaire), rédigea à lui seul 70 des 190 numéros parus jusqu'à la Libération. *La Libre France*, qui deviendra l'*Arc*, sort en octobre sur 6 ou 8 pages, mais sans dépasser 300 exemplaires, et, après 20 numéros, s'arrête en janvier 1941, lorsque son fondateur, un inspecteur des finances honoraire, Jules Corraerd, passe en zone libre.

C'est le plus souvent autour d'un journal que se développeront ce qu'on appelle les « mouvements de résistance » (et non pas « réseaux »), dont l'objectif deviendra d'organiser militairement et

surtout politiquement la population. En 1940, on parle encore de « groupes », de « noyaux » : groupe Maintenir (à Paris), groupe Morpain (au Havre) ; le capitaine Henri Frenay jette à Marseille les bases du Mouvement de libération nationale ; à Clermont-Ferrand, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, journaliste, avec l'aide du philosophe Jean Cavailles et de Lucie Aubrac, agrège d'historiens, espérants s'implanter parmi les militants socialistes et syndicalistes. Des enseignants de droit et d'économie politique, François de Menthon, Pierre-Henri Teitgen, Paul Coste-Floret, René Coarraze, de sensibilité démocrate-chrétienne, créent en zone sud *Liberté*. Mais cette activité multiforme ne doit pas faire illusion : on est en encore aux premières prises de contact.

UNE recension exhaustive serait fastidieuse. Suivons plutôt de sa naissance à sa disparition tragique le « mouvement du Musée de l'homme » ; un groupe (souvent baptisé abusivement « réseau »), qui a disparu avant de pouvoir être qualifié de « mouvement », alors qu'il en possédait toutes les caractéristiques. Au Musée de l'homme, alors installé au palais de Chaillot, Boris Vidé, un linguiste à la personnalité exceptionnelle, Anatole Lewitsky, anthropologue, spécialiste mondialement connu de la Sibérie, Yvonne Odéon, une femme remarquable, responsable des bibliothèques, avec la complicité du directeur Paul Rivet, vont, par anti-nazisme, chercher à « faire quelque chose » dès juillet. Ils contactent des collègues, bien sûr, mais aussi d'autres intellectuels, l'essayiste Claude Aveline, le conservateur en chef du Musée d'art moderne, Jean Cassou, Marcel Abraham, ancien directeur de cabinet de Jean Zay, Agnès Humbert, une historienne du Musée des arts et traditions populaires, l'éditeur Emile-Paul, Simone Martin-Chauffier ; des avocats comme Léon-Maurice Nordmann ou Albert Jubineau ; une ethnologue, Germaine Tillon, et ses amis ; enfin, des patriotes de Béthune qui avaient organisé autour d'une garagiste, Sylvette Lelen, et de Jules Andrien, proviseur, une filière d'évasion pour les prisonniers de guerre. Suffisamment ambitieux et décidés pour se proclamer

Comité national de salut public », ils montent deux filières d'évasion et font sortir, le 15 décembre, un journal de 4 pages, *Résistance*. Ce titre avait été soufflé par Yvonne Odéon, d'origine protestante, qui s'était souvenue que les huguenotes enfermées dans la tour Constance, à Aiguës-Mortes, avaient brûlé sur les murs : « résister ». Ce premier numéro, avec un certain nombre d'informations sur l'évolution de la guerre, mettait en garde les Français contre la tentation de rester isolés, affirmant qu'ils étaient « nombreux » à vouloir agir. Le Comité national de salut public se proposait de coordonner l'ensemble. Il n'y aura que 5 numéros de *Résistance* (et le cinquième sera en fait pris en charge par Pierre Brocas). Car, entre-temps, les responsables du mouvement étaient tombés : le service de sécurité allemand avait été alerté par la police française, qui avait mis la main sur un paquet de journaux et un carnet d'adresses. Puis, comme le plus souvent dans ce qu'il est convenu d'appeler les « affaires » de la Résistance française, un traître allait démanteler l'organisation : Albert Gaveau, dont la mère était allemande, et qui, surtout, travaillait pour de l'argent (quittant la France en 1944, il y reviendra un an plus tard, vivant discrètement, pour être arrêté et jugé en 1949 ; il sauvera sa tête). Les arrestations commencent au début de janvier 1941, et, fin février, le mouvement du Musée de l'homme, décapité, avait cessé d'exister. Le 8 janvier 1942, 19 inculpés étaient accusés d'espionnage devant un tribunal militaire allemand : 10 étaient condamnés à mort ; les 7 hommes étaient fusillés au Mont-Valérien le 23 février.

CETTE histoire d'un mouvement, à bien des égards exemplaire, incite à ne pas surestimer le poids de la Résistance dans la France de 1940. Si du matériel de la Wehrmacht est, ici et là, détruit, la sécurité des forces d'occupation n'est pour l'heure en rien menacée. Face à la machine de guerre du Reich et à ses services de répression, les groupes et réseaux improvisent, cherchent leur voie. L'éparpillement prévaut, et c'est seulement à compter de 1942 qu'on verra émerger une identité collective de la Résistance. C'est pourquoi en 1940 elle n'a pas acquis une véritable légitimité aux yeux d'une population qu'elle cherche pourtant à gagner. Et d'ailleurs bien des responsables hésitent encore sur le statut à accorder à Philippe Pétain (le manifeste rédigé en 1941 par Frenay déclare : « Puisse le maréchal Pétain vivre suffisamment longtemps pour voir noire œuvre couronnée de succès ! ») et sur le régime de Vichy. On hésite même, parfois, sur les finalités de l'action : *Pantagruel* se présente comme « une feuille d'informations, et non de lutte vaine contre l'autorité occupante ». Bref, on est encore loin de la maturité. Reste que ces journaux artisanaux, ces renseignements glanés ici et là, les manifestations patriotiques, les premiers sabotages, fournissent déjà une réponse cohérente — même si elle peut sembler encore très inefficace — au traumatisme de la défaite. Et pour des attentistes, qui ne sont pas séduits par Vichy mais qui n'oublient pas les défaillances des élites en mai-juin, ces hommes nouveaux représenteront une relève politique. Pour y arriver, il faudra cet « immense travail quotidien, patient, secret et sans pitié », obtenu avec une « ténacité sauvage », qu'évoquait fort justement le deuxième numéro de *Résistance*.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

- Claude Ballester, *France clandestine 1940-1944*, Paris, Colin, 1981, 263 p.
- Harry R. Kedward, *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy, 1940-1942*, Seyssel, Champ-Vallon, 1989, 350 p.
- Martin Blumenson, *Le Réseau du Musée de l'homme*, Paris, Souli, 1979, 284 p.
- Henri Nogues, en collaboration avec Marcel Degliame-Fouché et Jean-Louis Vigier, *Histoire de la Résistance en France, juin 1940-juin 1941*, tome I, Paris, Laffont, 1987, 510 p.

Demain :
Une révolution de palais.

Dans un rapport remis à la Chine et aux Nations unies

Amnesty International a recensé des témoignages accablants sur la répression du « printemps de Pékin »

Dans un régime qui a élevé le secret à la hauteur d'une institution et qui n'a même pas voulu que les étudiants sur la place Tiananmen lors de l'intervention de l'armée contre les étudiants au petit matin du 4 juin dernier, il était impossible d'avoir des informations officielles fiables. Les enquêteurs se sont donc plongés dans les articles de presse et les documents, ont interviewé des témoins. S'ils ne sont pas parvenus à dresser une liste certaine des victimes — en particulier pendant les heures sanglantes du 4 juin à l'aube — du moins ont-ils relevé de multiples témoignages des violences et des massacres et tracé-ils la genèse du drame.

Dans une chronologie de cet engrenage sans pitié de la répression, Amnesty relate par exemple le carnage causé par deux blindés qui ont foncé systématiquement sur la foule dans la grande avenue Chang'an à Pékin peu après minuit, écrasant de nombreuses personnes; la fusillade contre une foule désarmée près de la porte Tiananmen à 2 heures; les manifestants fustigés par dizaines près de la Stèle aux héros, au cœur de la place Tiananmen vers 4 heures; les tirs contre les bandes aux abords de la place vers 5 h 30; le mitraillage et l'attaque par des chars à 6 heures, à Lufukou, d'un cortège d'étudiants qui s'étaient retirés de la place et se rendaient vers leur campus.

Les témoignages sur les centaines de morts dans l'ouest de Pékin, par où sont arrivés les premiers soldats et blindés, ne sont pas moins effrayants. Certes, on a pu lire ou voir de nombreux reportages sur ces atrocités; mais ce catalogue de la répression annoncée, par l'accumulation même de faits, n'en est que

Depuis juin, l'organisation humanitaire Amnesty International s'est livrée à un travail de bénédictin pour recenser informations et témoignages sur la répression du « printemps de Pékin ». Elle en a tiré un rapport remis mercredi 30 août à la Chine et aux Nations unies, à la fois bilan de la répression et catalogue des violations des droits élémentaires, qui dénombre au moins mille trois cents morts et « beaucoup plus » que les quatre mille arrestations officiellement reconnues.

La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU avait déjà reçu, le 28 août, un rapport sur les tortures, y compris sexuelles, de prisonniers tibétains, rédigé par l'Association internationale des éducateurs pour la paix mondiale.

plus effrayant. Même si le bilan minimal auquel arrive Amnesty, en se fondant sur les estimations les plus conservatrices — au moins mille trois cents morts — est beaucoup plus faible que d'autres sources qui parlent de plus de dix mille victimes. Depuis lors les exécutions ont continué, alors que se multipliaient les arrestations.

« Une lutte de longue durée »

Amnesty va plus loin, décodant quant au processus qui a amené Pékin à chasser « pour l'exemple », utilisant la répression comme « instrument politique » pour assouvir son « désir de vengeance », sa « décision délibérée » de « mettre un terme au mouvement de protestation non violent, même si cela impliquait un massacre de grande ampleur ». Aucune élite n'a jamais permis aux enquêteurs de donner foi à l'existence de « complots contre-révolutionnaires » utilisés par M. Deng Xiaoping pour justifier ce que certains témoins appellent une « boucherie ».

Dans la répression, tous les moyens ont été utilisés : exécutions

« extra-judiciaires », tortures et mauvais traitements, arrestations arbitraires, procès « à la règle de la justice » que la Chine dispose d'une pratique judiciaire qui peut se révéler inique quand les jugements sont décidés d'avance par les autorités locales ou en vertu de campagnes nationales comme celle sur la criminalité de 1983, et qui empêche les avocats de défendre leurs clients et les accusés de se défendre eux-mêmes.

La Chine a, bien entendu, démenti « être l'auteur de violations des droits de l'homme », affirmant que la répression était justifiée par un « complot » et que, de toute manière, personne n'avait le droit d'ingérer dans ses affaires intérieures. Cependant, le nombre d'arrestations — plus de cent mille, selon les dires — et des exécutions — des milliers, — même si elles se font désormais dans le secret, les instructions données à la police de se « préparer mentalement à une lutte de longue durée » (selon la télévision de Pékin), aux juges d'être sans pitié, ne laissent aucun doute sur la

volonté du régime d'écraser toute opposition.

Le vice-président de la République Wang Zhen n'a pas mâché ses mots : dans un document révélé par le *Wen Wei Po* de Hongkong, il a appelé en juillet à « totalement éradiquer (...) les bourgeois libéraux, émeutiers et contre-révolutionnaires (...), en supprimant un grand nombre, les tuer ou les rééduquer, selon le cas, en envoyant un grand nombre en camps de travail, retirer à tous leur permis de résidence en ville et les envoyer dans les régions frontalières se réformer par le travail forcé ».

Repreuant la thèse d'un « complot » étranger, le *Quotidien du peuple* a rendu compte d'un ouvrage récent dénonçant la voie « pacifique » par laquelle les pays capitalistes — après avoir échoué par la manière forte dans les années 50 — tentent de renverser le socialisme chinois par une propagande en faveur de l'évolution démocratique, de la « liberté » et des « droits de l'homme ». La répression dénoncée par Amnesty International n'est donc pas un accident, elle risque de se prolonger d'autant plus que le régime de M. Deng se sent mal assuré.

P. de B.

« Chronique de la répression ». — Le Comité des sinologues pour la démocratie en Chine publie depuis juin dernier une *Chronique de la répression* donnant toutes les informations disponibles sur les violations des droits de l'homme. On peut les contacter auprès de la Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

JAPON : le nouveau premier ministre à Washington

Paralyse nippone et impatience américaine

TOKYO de notre correspondant

La visite rituelle d'un nouveau premier ministre japonais à Washington, peu après son accession au pouvoir, ne se présente pas sous les meilleurs auspices pour M. Kaifu, qui devait quitter Tokyo, mercredi 30 août, pour les Etats-Unis. Rarement, en effet, un chef de gouvernement japonais aura été dans une position aussi précaire. Comme ses prédécesseurs, M. Kaifu donnera des assurances à ses interlocuteurs sur les deux grandes questions (déficit commercial et sécurité) toujours à l'ordre du jour des relations américano-japonaises.

Unis à l'égard du Japon (qui se situe aux alentours de 50 milliards de dollars par an) seront comme d'habitude au centre des entretiens. La politique de libéralisation poursuivie jusqu'à présent risque d'être momentanément compromise par les pressions du Parti socialiste japonais (PSJ), qui cherche à gagner les voix de l'électorat paysan. Il est peu vraisemblable, d'autre part, que M. Kaifu puisse faire progresser substantiellement une réforme du système de distribution (l'une des clés de l'ouverture du marché nippon pour les Américains) au risque de s'aliéner les quatorze millions de petits commerçants.

Sur le problème plus fondamental de la sécurité, et particulièrement de



Mais il ne sera guère en mesure de les convaincre que ses engagements seront suivis d'effets en Chine. La crise de pouvoir que traverse le Japon a été jusqu'à présent plus ou moins cantonnée à des problèmes d'équilibre internes. La visite de M. Kaifu aux Etats-Unis sera l'occasion de mesurer son impact sur le plan international en mettant notamment en lumière la phase d'incertitude dans laquelle entrent les relations américano-japonaises. La paralysie politique de Tokyo coïncide précisément avec un moment où l'attitude américaine à l'égard de son grand allié du Pacifique est empreinte d'évidents signes d'impatience.

M. Kaifu, qui se rendra, après Washington, au Mexique et au Canada, rencontrera le président Bush le 1^{er} septembre. Si, jusqu'à présent, les relations entre Tokyo et Washington n'ont pas été exemptées de frictions et d'incompréhensions, elles étaient néanmoins fondées sur une volonté commune des deux gouvernements de trouver des compromis. Cette fois, un tel souci n'est certes pas disparu, mais l'un des paramètres n'est plus en mesure de tenir ses engagements. Non seulement M. Bush aura pour interlocuteur un homme qui ne dispose pas d'une base dans son parti lui permettant d'imposer, le cas échéant, des sacrifices, mais encore une sérieuse inconnue est apparue dans l'équation des relations nippo-américaines : le poids de l'opposition depuis que le Parti libéral-démocrate a perdu la majorité au Sénat, le 26 juillet.

Si l'opposition n'est pas encore en mesure de faire prévaloir ses vues, elle peut néanmoins jouer l'obstruction et paralyser la vie parlementaire. Dans une phase ascendante, elle n'a en outre pas grand-chose à perdre à recourir à la démagogie.

L'ouverture du marché nippon et du déficit commercial des Etats-

l'exigence de Washington d'une prise en charge plus grande, par le Japon, de l'entretien des troupes américaines stationnées sur l'archipel, le renforcement de l'opposition risquent, là encore, de paralyser toute initiative de Tokyo. Le 2 août, le Sénat américain a voté une résolution demandant que le Japon assume la totalité des frais du stationnement des troupes américaines. L'année dernière, Tokyo avait accepté de prendre en charge les salaires des employés japonais travaillant sur les bases. Cet accord doit être révisé en 1991.

Les socialistes ont certes récemment infléchi leur position en ce qui concerne le traité de sécurité avec les Etats-Unis (acceptant de l'honneur afin de préserver la continuité de la diplomatie nippone), mais ils demandent toujours cependant le retrait des troupes américaines stationnées au Japon.

Les dirigeants américains sont conscients des difficultés internes rencontrées par les conservateurs japonais. Lorsque le Japon était plus faible, économiquement et politiquement, les Etats-Unis avaient limité leurs pressions afin de ne pas favoriser l'opposition. Ce ne sont sans doute plus aujourd'hui les préoccupations majeures des Américains à l'égard d'un pays économiquement puissant et dont la force est ressentie aux Etats-Unis comme une menace. Mais, pour la première fois, ils ont affaire à un pouvoir politique paralysé, sans pour autant que l'initiative soit passée à l'opposition. Dans la meilleure des hypothèses, quel que soit le cas de figure (redressement du Parti libéral-démocrate ou coalition de celui-ci avec les forces centristes), il faudra une bonne année avant que Washington ait à nouveau un interlocuteur nippon en mesure de prendre des décisions.

PHILIPPE PONS.

INDE

Grève générale à l'appel de l'opposition

New-Delhi (AFP). — Plusieurs centaines de personnes ont été interpellées, mardi 29 août, à travers le pays, selon l'agence PTI et des sources de l'opposition, à la veille d'un appel à la grève générale lancé pour protester contre le gouvernement de M. Rajiv Gandhi et appuyer les demandes de démission du premier ministre lancées par les partis d'opposition. Des rafles ont abouti à l'interpellation de plusieurs centaines de cadres des partis d'opposition et de syndicats, considérés comme « éléments antisociaux », ont annoncé des sources de l'opposition.

L'agence officielle PTI, pour sa part, fait état de plus de cinq cents arrestations dans trois Etats et un territoire fédéral. Un porte-parole du Parti communiste indien (marxiste), qui administre deux des Etats fédérés, a, de son côté, déclaré que des syndicalistes avaient été interpellés à leur domicile et dans les usines, dans les centres indus-

triels d'Okhla et Mayapuri, à New-Delhi.

L'appel à la grève générale a réuni une opposition indienne traditionnellement divisée et qui tente d'évincer M. Gandhi à l'occasion des prochaines élections générales. Les accusations de corruption contre le gouvernement se sont amplifiées fin juillet avec la publication d'un rapport officiel confirmant diverses irrégularités lors de la signature d'un contrat d'armement avec la firme indienne Bofors en 1986, en particulier le paiement de quelque 50 millions de dollars de commission. Il s'agit, selon l'opposition, de pots-de-vin versés dans l'entourage de M. Gandhi.

Depuis la publication de ce rapport, les partis d'opposition ont donné l'exemple de la démission collective de plus de cent de leurs représentants de la Chambre basse du Parlement fin juillet, puis avec la campagne pour cette grève.

Le Ladakh, zone de tourisme en proie à la violence

NEW-DELHI de notre correspondant

Un couvre-feu d'une durée indéfinie a été instauré dimanche 27 août à Leh, la « capitale » de la région du Ladakh, à la suite de violents incidents dont le bilan est de trois morts. Pour la troisième fois depuis quelques mois, l'armée a dû intervenir pour mettre un terme aux affrontements entre bouddhistes et musulmans. En juin et juillet, plusieurs incidents s'étaient déjà produits dans la vallée de Leh et de Kargil, et le 8 août, plusieurs dizaines de véhicules transportant des touristes avaient été attaqués par des jets de pierres et certains avaient été brûlés.

Cette recrudescence de l'agitation au Ladakh a été favorisée par l'arrestation récente d'activistes de l'association bouddhiste du Ladakh, la LBA, dont la revendication essentielle est d'obtenir pour leur région le statut de territoire de l'Union indienne (comme Chandigarh ou Delhi) pour résister à ceux que les Ladakhis appellent les « envahisseurs » de l'Etat de Jammu-et-

Cachemire auquel le Ladakh est rattaché administrativement.

La question du Ladakh est en réalité celle, classique, d'une société longtemps préservée d'influences extérieures, et qui voit son identité mise à mal, à la fois par des voisins très entreprenants en matière de commerce et aussi par un boom touristique (depuis 1974), seule chance de développement de la région.

M. Rigzin Jora, secrétaire général de la LBA, explique que, dans le district de Leh, où les bouddhistes sont majoritaires, 12 % d'« envahisseurs » (les Cachemirites) détiennent 40 % des emplois gouvernementaux. Les murs de Leh se sont couverts depuis quelque temps d'affiches dénonçant les « persécutions » et les discriminations dont sont victimes les Ladakhis de la part du gouvernement du Cachemire. Les journaux de Srinagar, pour leur part, prétendent que la minorité musulmane du Ladakh (environ 60 % de bouddhistes et 40 % de musulmans) est, elle aussi, persécutée par les bouddhistes.

L. Z.

● AFGHANISTAN : boycottage des réunions du gouvernement de la résistance. — Le ministre des affaires étrangères du gouvernement provisoire de la résistance, M. Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezb-i-Islami, l'une des sept factions sunnites de la résistance, boycottera les réunions du gouvernement jusqu'à tenue d'élections en Afghanistan, selon un communiqué publié mardi 29 août à Peshawar (Pakistan). La faction que dirige M. Hekmatyar est récemment entrée en conflit avec l'autre faction domi-

nante de la résistance, le Jamiat-Islami (le Monde du 30 août).

Le gouvernement provisoire avait promis que des élections seraient organisées en Afghanistan dans un délai de six mois et que le siège du gouvernement serait transféré en Afghanistan. M. Hekmatyar rejoindra le cabinet dès que des « assurances catégoriques » auront été données sur la tenue prochaine d'élections, a déclaré un porte-parole de sa faction. — (AFP.)

VIETNAM

Quand le Parti communiste dénonce un « coup d'Etat contre-révolutionnaire » en Pologne

Les communistes vietnamiens entendent contrôler la « libéralisation » dont leur pays est le théâtre depuis le VI^e congrès du parti, qui, en décembre 1988, a donné un coup d'accélérateur aux réformes économiques en gestion depuis plusieurs années. Ces préoccupations se sont déjà traduites par une campagne contre les récents changements en Pologne.

Un septième plénum du comité central du PC, réuni du 15 au 22 août à Hô-Chi-Minh-Ville et consacré aux « problèmes urgents du travail idéologique », a donné lieu à d'intenses débats, si l'on en croit différentes sources. Selon un communiqué diffusé une semaine plus tard, M. Nguyen Van Linh, secrétaire général du PC depuis le VI^e congrès, a analysé « la situation idéologique au sein du parti et parmi la population devant des développements importants dans le monde ».

Le communiqué indique également que les réformes engagées dans les Etats de l'Est font de « certains pays » connaissant de « sérieuses difficultés ». Le PC en profite pour rappeler son soutien au POUF (le Parti ouvrier unifié de Pologne) en accusant notamment le syndicat Solidarité et les « forces impérialistes » d'entreprendre « un coup d'Etat contre-révolutionnaire ». Au Vietnam, ajoute-t-il, « des pensées erronées » sont apparues chez un petit nombre de cadres et membres du parti « qui se font des illusions sur la nature du changement du capitalisme ».

La thèse de la « contre-révolution » en Pologne est apparue depuis quelques jours dans la presse vietnamienne. Le *Nhan Dan*, quotidien du PC, a dénoncé le 25 août, soit le lendemain du vote de la Diète polonaise en faveur de M. Tadeusz Mazowiecki — « les organisations réactionnaires et les milieux d'opposition polonaise représentés par le syndicat Solidarité » qui ont « saboté la réforme politique entreprise » par le POUF. Dès le lendemain, la critique montrait d'un cran, dans le même quotidien, avec l'accusation portée contre Solidarité d'avoir monté un « coup d'Etat contre-révolutionnaire ». L'éditorialiste ajoutait que l'accession de Solidarité au gouvernement était un

danger pour le pacte de Varsovie et la coopération économique entre pays socialistes au sein du Comecon, auquel le Vietnam a adhéré en 1978.

Ces critiques, dont l'écho se retrouve dans le journal de l'armée, le *Quan Do Nhan Dan*, montrent à quel point les communistes vietnamiens s'interrogent sur les éventuelles conséquences des réformes entreprises surtout depuis bientôt trois ans et dont le rythme, plutôt que le bien-fondé, a toujours fait l'objet de divergences au sein du parti.

Réformateurs sur la touche

L'équipe de M. Nguyen Van Linh peut être considérée comme formée de réformateurs agréés par les éléments conservateurs, encore très forts au sein du PC. M. Le Duc Tho, ancien interlocuteur de M. Kissinger, tout en ne faisant pas partie du bureau politique depuis décembre 1988, serait toujours leur gourou. Les partisans de réformes plus hardies, donc plus politiques, seraient nettement minoritaires et sur la touche. Les plus connus d'entre eux seraient MM. Vo Van Kiet, candidat malheureux l'an dernier au poste de premier ministre contre M. Do Muoi, et Mai Chi Tho, ministre de l'Intérieur et frère cadet de M. Le Duc Tho.

La direction vietnamienne ne s'inquiète pas seulement des effets de la perestroïka sur la Pologne ou la Hongrie. Ce qui s'est passé en Chine au printemps la préoccupe tout autant, temps dix ans de réformes en faveur de changements politiques qui fait trembler le pouvoir à Pékin. Elle n'a donc pas tardé à tirer ses propres conclusions et à corriger le tir.

Début août, dans une interview accordée à *Troust*, quotidien des syndicats soviétiques, M. Linh avait déjà affiché la couleur. « Nous nous opposons au pluralisme, à l'existence des partis réactionnaires hostiles au socialisme », avait-il dit en appelant également à la vigilance devant les « menaces impérialistes » visant à déstabiliser les pays socialistes.

J.-C. POMONTI.

LA RENTRÉE ACTES SUD (3) JEAN-CLAUDE BARREAU OUBLIER JÉRUSALEM

Un Roméo et Juliette où les Montaigu sont israéliens et les Capulet palestiniens.

LES SIX ROMANS DE LA RENTRÉE ACTES SUD :

1. NINA BERBEROVA : LE MAL NOIR
2. LUDVÍK VACLÍK : LA CLÉ DES SONGES
3. JEAN-CLAUDE BARREAU : OUBLIER JÉRUSALEM
4. OLYMPIA ALBERT : RIVE DE BRONZE, RIVE DE PERLE
5. PAUL AUSTER : LE VOYAGE D'ANNA BLUME
6. BAPTISTE-MARREY : L'ATELIER DE PETER LOEWEN

AOUT 89 - DIFFUSION P.U.T.

Amériques

L'intensification de la lutte contre la drogue

Le gouvernement colombien refuse de négocier avec le cartel de Medellín

Les autorités colombiennes ont opposé, mardi 29 août, une fin de non-recevoir aux offres de dialogue de plusieurs dirigeants du cartel de Medellín. Le ministre des communications, chargé du portefeuille de la justice en l'absence de M^{me} Monica de Greiff, actuellement aux États-Unis, a affirmé qu'il n'était pas question de négocier avec des hors-la-loi. Cette déclaration fait suite à une lettre ouverte au président Virgilio Barco rendue publique par Fabio

Ochoa Restrepo: « Asseyons-nous et discutons », écrit l'un des principaux rois de la drogue. Un autre trafiquant, Pablo Ochoa, considéré comme le chef du fameux cartel, avait aussi adressé un message au chef de l'État en proposant « un arrêt de la guerre » en échange d'une intégration de la Mafia « à la société légale », rapporte Libération, qui publie des extraits de ce message.

Pour l'heure la « guerre » continue et sept attentats à la bombe, qui n'ont pas fait de victimes, ont été perpétrés à Medellín et Bogotá. Le ministre de la défense a, pour sa part, annoncé que les trois quarts des 10 797 personnes arrêtées dans le cadre de l'opération antidroguage lancée le 19 août dernier ont été libérées, faute de preuves concrètes. 3 500 personnes restent détenues et l'extradition vers les États-Unis du trésorier présumé du cartel, Eduardo Mar-

tinez Romero, devrait intervenir très prochainement, a précisé le colonel Eduardo Arevalo, chargé de presse au ministère.

Aux États-Unis, le ministre colombien de la justice, M^{me} de Greiff, a affirmé, mardi, au cours d'une conférence de presse, qu'elle « continuerait son travail comme ministre », démentant ainsi les rumeurs sur son éventuelle démission. Elle a indiqué qu'elle avait demandé aux auto-

rités américaines 19 millions de dollars pour son ministère et qu'elle resterait aux États-Unis jusqu'au 7 septembre pour « mettre au point ses plans ».

Le président George Bush a, pour sa part, réuni ses principaux conseillers dans sa résidence de Kennebunkport (Maine), afin de mettre la dernière main à son plan de lutte antidroguage qu'il doit annoncer le 5 septembre prochain lors d'un discours télévisé à la nation. — (AFP, Reuters, UPI)

Chez don Pablo, ami des bêtes

PUERTO-BOYACA
de notre envoyé spécial

« Pablo Escobar ? Connais pas ! » Les employés du beron de la cocaïne ont de singuliers trous de mémoire. Ils ne l'ont jamais vu et, d'ailleurs, ils ne travaillent ici que depuis peu. Ils sont plusieurs centaines disséminés dans la propriété du patron, qui s'étend à perte de vue, entre les collines, et quand les militaires sont arrivés pour occuper les lieux, ils leur ont fait la même réponse: « Pablo Escobar ? Connais pas ! ».

Pourtant, voici des années que ce domaine baptisé Napoles (Naples), situé à quelques cent cinquante kilomètres à l'est de Medellín, près du fleuve Magdalena, est connu comme le fief, la résidence préférée du plus célèbre des narcotrafiquants. Plus qu'une hacienda, c'est une propriété de style médiéval. Le « château » lui-même n'est pas des plus luxueux. Mais il est bien desservi: une piste d'atterrissage privée, longue de 3 kilomètres, où les gens du cru ont vu se poser des avions du monde entier. Un hélicoptère, plusieurs garages, un hangar à bateaux, des dizaines de kilomètres de routes et, un peu partout, des minidors dominent des verrouillages de pâturages et d'orangers.

Les scellés ont été posés sur les portes des chambres. Mais le bar, avec ses juk-boxes et ses tables en bois précieux, ses fauteuils installés sous des ventilateurs, montre que les membres du cartel, quand ils se réunissent ici, se divertissent. Les terrains de tennis et de volley, les écuries de chevaux de race, les arènes où don Pablo invitait ses toreros préférés à combattre les meilleurs taureaux de la région, la collection de cahiers anciens, les indices du confort, du bon goût et du divertissement sont réunis.

Reliques

Mais le clou du domaine, c'est le zoo. Quelques cent cinquante animaux de toutes espèces (autant que d'employés) égayent de leurs bruits divers la grande solitude de ce repaire pour mafiosi. Des zèbres, des antilopes, des rhinocéros, des éléphants nourris de carottes et toutes sortes d'oiseaux. Un écrivain sur une pelouse fait sauter: « Ne me tue pas ! » Ce n'est pas un trait d'humour noir, mais un appel du maître des lieux en faveur des espèces avicoles. L'échassier dessiné sur le panneau demande aux visiteurs un hangar à bateaux. Car don Pablo, grand prince, ouvrait son zoo gratuit au public quand il vivait ici. De même qu'il offre les soins médicaux dans son dispensaire à tous

ceux qui « les sollicitent ». Si les employés du « château » ont aujourd'hui des trous de mémoire, c'est qu'ils ont toujours été bien traités. « Ils considéraient Escobar comme un bienfaiteur », dit le colonel qui a dirigé le 19 août la saisie.

L'amour de don Pablo pour les animaux apparaît, au même titre que ses crimes, à son curriculum vitae. Un amour sans mesure apparentement, qui l'a conduit à faire tailler dans la pierre des spécimens des espèces disparues: mamouths, dinosaures reproduits grandeur nature, peints en rouge ou en bleu et dissimulés sur les pelouses dans des poses de combat. Le « disneyland » est complété par l'exposition de quelques reliques qui montrent un sérieux esprit de corps chez le mafioso: une voiture américaine des années 30 criblée de balles, dont la légende veut qu'elle ait appartenu à la bande d'Al Capone et, au-dessus du portail d'entrée, une avionnette installée comme un emblème dont une autre légende veut qu'elle ait servi aux premiers transports de cocaïne.

« La finca » (propriété) Napoles n'a jamais été un mystère pour personne. Située sur la route de Medellín à Bogotá, elle a été occupée régulièrement par Pablo Escobar du temps où il ne se cachait pas et où il avait même pignon sur rue: il défilait suppliant au congrès de Bogotá, jouissant donc de l'immunité parlementaire — ce qui était bien pratique dans son métier. — Il était un personnage familier de la jet set locale. C'est de cette époque que datent les photos — toujours les mêmes — qu'on publie de lui.

Puis, il y a cinq ans, il a commencé à se faire plus discret. Il venait toujours à sa finca, mais pour de brèves visites. Sa dernière apparition remonte, semble-t-il, au 31 décembre dernier. L'arrêta et la police ayant pris la plus haute habitude de faire des perquisitions, les employés ont été entraînés à se taire ou à répondre toujours de la même façon: « Je ne suis ici que depuis peu, je ne sais rien ».

En cavale

Les militaires qui campent sur les lieux trouvent que le saisisse à beaucoup trop tard. Il y a belle lurette que Pablo Escobar a renoncé de sa propriété tout ce qui pouvait le compromettre, notamment les systèmes de transmission dernier cri dont on sait que ses autres repaires sont équipés. La finca Napoles se trouve dans la région de Puerto-Boyaca, qui se proclame sur un immense panneau à l'entrée de la ville « la capitale de la lutte antidroguage ». Puerto-Boyaca est aux mains du cartel de la drogue comme toutes les zones qui bordent le cours moyen du Magdalena.

C'est dans cette zone que se sont formés les premiers groupes d'autodé-

fense réunissant les grands propriétaires terriens en lutte aux rackettes et aux kidnapages de la quindia. L'argent de la Mafia a financé généreusement ces milices armées qui ont semé le terreur chez les paysans tenus pour « subversifs ».

Le long du fleuve, les pâturages s'échelonnent, coupés par des maisons avec piscine, des bâtiments fermiers qui respirent la prospérité. Le chauffeur venu de Bogotá sait comme tout le monde que ces paysages bien entretenus appartiennent aux coqueiros (trafiquants de cocaïne). Il sait distinguer aussi ceux qui appartiennent à Pablo Escobar.

Don Pablo n'est plus à côté de ses animaux préférés, mais en cavale quelque part à l'étranger ou peut-être même en Colombie, chef illustre d'un cartel qui alterne les communications de guerre et les offres en sous-main de négociation. Le nombre de ses victimes est incalculable. Très jeune, alors qu'il n'était encore qu'un marchand de voitures à Medellín, il éliminait déjà froidement tous ceux qui le gênaient, si l'on en croit ses biographies. Mais dans son domaine de Napoles, ceux qui maltraitaient les animaux ou les arbres sont immédiatement renvoyés. La Mafia protectrice de la nature et des bêtes: il s'agit là d'une variante inédite de l'écologie.

CHARLES VANHECKE.

Les « fourmis » de la cocaïne en Bolivie

(Suite de la première page.)

Au bord du rio Chaparé, deux barreaux basés, en briques, hérissés d'antennes de radio, la tête de la DIRECO, qui supervise et finance l'arrachage volontaire des plants de coca. En 1988, 2 500 hectares cultivés par de petits producteurs ont été ainsi « nettoyés ». Objectif fixé par les États-Unis et le gouvernement bolivien: 5 000 hectares de coca en moins en 1989. Les paysans reçoivent une indemnité de 2 000 dollars par hectare. « Vous voyez, il n'y a pas foule », ricane un vigile qui nettoie un vieux muret d'un air maussade.

En juin 1988, un millier de cocoreros en colère ont attaqué le poste des léopards et la DIRECO de Villatunari. Le rumeur avait couru que les autorités allaient utiliser un herbicide pour détruire les plantations. Bousculades, coups de feu, renforts militaires venus de Chimoré. Bilan: huit morts. Le gouvernement a depuis fait marche arrière. La nouvelle « loi de la coca » de juillet 1988 précise: plus question d'herbicide; en outre, la « réduction » des plantations de coca sera « graduelle » et accompagnée d'un programme de développement et de substitution. Le financement? Nord-américain. C'est un plan plus favorable pour les petits producteurs, estime Willy Holstern, directeur du programme de développement dit alternatif. Ce sont les propriétaires du trafic, les plus violents, qui ont fait connaître. Le paysan du Chaparé abandonnerait, s'il le pouvait, la culture de la coca...

Migrants marginaux

S'il le pouvait? « Le moment est favorable », nous a dit, la veille à La Paz, Sanchez de Losada, candidat du parti gouvernemental à la présidence de la République. Le prix de la feuille de coca est en baisse. Nous devons nous libérer du cancer du trafic... Willy Holstern ajoute: « Le quintal de feuilles de coca valait ici 800 dollars il y a quatre ans. Il en vaut aujourd'hui 80. » Sans doute. Mais le riz, le sucre ou le café rapportent encore cinq fois moins que la coca. La preuve: on comptait 35 000 hectares cultivés en coca en 1975 et 70 000 en 1989. Et 100 000 petits producteurs de plus que l'année dernière.

Plus de 15 kilos de cocaïne saisis à Roissy. — Les douaniers de Roissy ont saisi, lundi 28 août, dans le valise d'un voyageur en transit arrivant du Brésil, 15,535 kilos de cocaïne dissimulés en vrac dans des serviettes-éponges. Depuis le 1^{er} janvier, près de 900 kilos de stupéfiants ont été saisis à Roissy, dont 165 kilos de cocaïne, soit 495 000 doses qui n'ont pas été mises en vente sur le marché clandestin. La perte financière pour les trafiquants peut être estimée à 148 millions de francs. Cinquante passeurs ont été arrêtés et déférés aux autorités judiciaires.

On estime que 300 000 personnes participent à la production et éventuellement au trafic de coca et de cocaïne. En outre, la chute du prix de la coca a incité les paysans du Chaparé à transformer eux-mêmes la feuille en pâte base (la pasta, ou sulfate de cocaïne), voire, plus rarement et surtout plus difficilement, en cocaïne (c'est-à-dire la cocaïne) exportée vers l'étranger par les trafiquants, en majorité colombiens.

Un kilo de pasta vaut actuellement dans le Chaparé de 50 à 200 dollars. Un kilo de cocaïne en vaut 5 000. Le prix moyen du kilo de « neige » plus ou moins pure est de 30 000 dollars à New-York (où ce type de drogue est à la baisse) et d'un peu plus de 100 000 dollars au Danemark! Une progression qui illustre les fantastiques bénéfices réalisés d'abord par les intermédiaires et les parrains de la mafia.

En revanche, un pisacoco (un travailleur qui plette pendant des heures un mélange de feuilles de coca, de kérosène et de carbonate de potassium, pour en faire de la pasta) gagne environ 5 dollars par nuit. Ces « vendeurs » de coca sont des migrants marginaux racolés dans les bourgades du Chaparé ou à Gochabamba. Depuis dix ans, l'extension de la coca a attiré à elle des milliers de paysans des hautes terres. La politique économique néolibérale du gouvernement, appliquée depuis 1985, a certes permis un spectaculaire redressement économique. Elle a aussi lancé sur le marché des dizaines de milliers de nouveaux chômeurs et de marginaux (60 % de la population active). Une masse de main-d'œuvre à bon marché où chacun peut rêver de grimper d'un degré dans la pyramide du trafic.

« Fourmis » qui transportent la merca (la marchandise) ou ce qu'on appelle dans le Chaparé les « pré-curseurs » (les produits chimiques nécessaires à la transformation de la

coca en pasta, et éventuellement en cocaïne). Boliviens qui rassemblent les boules de pasta et les acheminent vers une piste pour avionnettes.

Camionneurs, commerçants, gardes du corps, chauffeurs, indicateurs, l'univers du narcotrafic a sa hiérarchie, ses règles et son jargon. Ses zones interdites aussi, mobiles en fonction de la réputation: ils sont installés les laboratoires, dans le Chaparé et dans le Beni voisin. « De plus en plus nombreux », affirment experts boliviens et américains, qui ajoutent: « La frontière entre le paysan producteur et le vrai trafiquant tend à devenir de moins en moins nette ». Au sommet de la pyramide, quelque 150 réseaux de grands trafiquants qui contrôlent un chiffre d'affaires estimé à près de 4 milliards de dollars par an. Six cents millions restent en Bolivie, circulent, sont « lavés », le plus légalement du monde au bolívar (la petite Bourse du billet vert) de la Banque centrale de la Paz, autorisée par décret depuis 1985, ne pas s'entremettre à l'origine des dollars.

Six cents millions, c'est plus que la valeur totale des exportations de la Bolivie. Un « apport » qui déséquilibre l'économie du pays, sans parler des risques de corruption de l'appareil d'État et de la société, mais qui compte. « Ne nous voyons pas la face », dit Carlos Dabdoub, neurochirurgien et député de Santa-Cruz, sans les narcodollars, l'expérience néolibérale du gouvernement n'aurait pas fonctionné.

Les journalistes sont mal vus dans le Chaparé, et sont même, dit-on, menacés de mort. Dans cette ambiance de Far West bolivien, le shérif — l'agent américain de la Drug Enforcement Administration (DEA) — n'est pas non plus persona grata. En voici deux pourtant, en short et t-shirt, qui font leur jogging du matin, à 200 mètres du quartier général des léopards de Chimoré, à une quarantaine de kilomètres de Villatunari. Faussement décontractés cependant. Leurs col-

liers — qui entraînent les léopards et pilotent les hélicoptères — feront tout pour empêcher le développement de « menaces de mort » et de « fréquents affrontements avec des paysans hostiles ». Les plus démolis affirment: « Un jour ou l'autre, ils nous feront la peau » et ajoutent: « Mais en attendant, nous ne pleurons pas la guerre. Ils portent des t-shirts « I love New-York ».

Le commandant bolien de la base de Chimoré est plus sérieux. La quarantaine athlétique, un visage carré, le style « para », il a sur son bureau un portrait en médaillon de la gloire du Christ. « C'est un combat de tous les jours, dit-il. Nous sommes là pour lutter contre les trafiquants, mais nous entraînons aussi nos hommes aux méthodes antiterroristes. L'exemple au Pérou et au Chili nous incite à la prudence ».

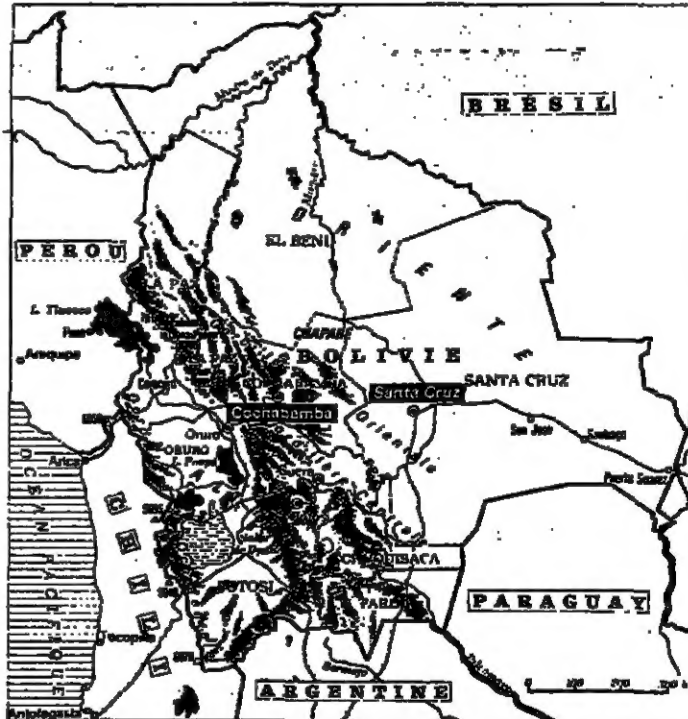
Dans la cour de cette caserne de jungle, des morceaux d'avionnettes confisquées, une bonne vingtaine de camions encore chargés de ballots de feuilles de coca et de boules de pasta, l'air plastique d'acidité sulfureuse: les « trophées » de cette guerre étrange et ambiguë. Une dizaine de jeunes paysans sont affalés contre un mur. « Des prisonniers », dit le commandant, en instance de transfert pour Cochabamba. « Les prisonniers balisent la tête, plus furiens qu'humiliés. Soulagés peut-être d'échapper au centre correctionnel de Chimoré, commandé par un colosse noir qui s'est fait une réputation d'Acacia Dada. « Les 80 types enfermés là-dedans en boivent, murmure un commerçant de la bourgade. S'ils tentent de s'échapper, on les abat... »

Le commandant affirme que ses hommes viennent de découvrir dans la forêt une piste nouvelle empruntée par les caravanes de « mulets » (des convoyeurs) qui transportent à pied la drogue jusqu'à Santa-Cruz. « Douze jours de marche », ajoute-t-il, avant de faire visiter la « réserve » de pasta confisquée: un local proche de l'hélicoptère bourré jusqu'au plafond de ballots de plastique crevés d'où monte une odeur doctroïre.

Pas de doute: le commandant fait son travail, et bien. On affirme que son prédécesseur avait été surpris, l'année dernière, hors du camp avec 100 000 dollars dans ses poches! Et les « conseillers » américains se plaignent de « cas de corruption de policiers et de militaires » et même de « complicité » avec les trafiquants. « Nous arrivons presque toujours trop tard », disent-ils.

L'ambiguïté est partout présente dans le Chaparé, minuscule et saupoudré. Une vraie fourmilière, à peine perturbée par les coups de gueule de la DEA et les incursions des léopards. Les avionnettes se posent chaque matin sur les incommensurables pistes de la forêt sans trop de problèmes. « L'idéal pour les narcos », dit un commerçant, c'est d'avoir une « ligne », un accord avec la police pour fixer le lieu et l'heure d'atterrissage. « Une opération qui ne dure que quelques minutes ».

Parfois des trafiquants piratent la ligne. « C'est-à-dire, ajoute-t-il, se font arrêter par les militaires ». Une



religieuse bolivienne a eu la surprise de se voir dans ces parages. Des hommes armés ont, avec une certaine courtoisie, stoppé sa voiture sur la nouvelle route asphaltée de Chimoré à Santa-Cruz. Le temps d'un chargement de pasta dans une petite camionnette blanche et rouge.

« Un signal d'alerte »

A Simabota, de jeunes garçons désemparés déambulent dans l'attente d'un travail pour la nuit. Partout, des jeeps, des camions, capot ouvert, en instance de réparation. Sur la route, des paysans enfouissent tranquillement des feuilles de coca dans des sacs. Des groupes civils armés observent les nouveaux arrivants avec méfiance.

Même ambiance à Puerto-Aurora, plus au nord, sur le rio Eze, d'où la merca est embarquée par bateau vers le Beni. Puerto-Patino, Ibiboro, La Florida, Villa-Asmacion: c'est la bastion nord-est du trafic d'un chargement de pasta dans une des piscines dansées à la lueur des lampes à pétrole. « Des hameaux de deux cents âmes se gonflent la nuit jusqu'à 2 000 personnes », dit un camionneur qui avoue participer au business de temps en temps.

« Quand il y a une fiesta, rien ne nous empêche, ni la blé, ni la musique, ni les bordels, où les filles viennent d'Argentine... »

Contrastes: « la Jota », une ferme expérimentale financée par les États-Unis, allège sur plusieurs dizaines d'hectares des plantations d'arbres à caoutchouc, des pignons de caféiers, des plants sous serre de haricots, de piments, de cacao. Des ingénieurs agronomes en blouse blanche circulent dans les allées. On se croirait dans un supermarché pour

plantes et fleurs de la banlieue parisienne: si la haute forêt amazonienne n'encerclait « la Jota ».

Dans un hameau en pleine forêt, un « club de mères » (encore financé par les Américains) construit un atelier de tissage. Un avis, en lettres rouges sur un arbre: « Il est interdit de transporter de la coca, de la chaux, de l'acide sulfurique, de l'éther, du kérosène, du papier hygiénique... etc. Sous peine d'arrestation ». Le papier, c'est pour filtrer la pasta. A 300 mètres, Placido, douze ans, surveille ses poulx. Son père vient de partir, un ballot de coca sur l'épaule. La maison en bois a un étage. Au rez-de-chaussée, un épais tas de feuilles de coca qui sèchent et dans un coin une bonbonne d'acide sulfurique. Le champ de coca est derrière la caserne.

Cochabamba et Santa-Cruz sont les nouvelles villes-champignons, en partie grâce au trafic mais pas seulement. On y parle librement du boom de la construction (12 000 sacs de ciment par jour à Cochabamba), des nouvelles discothèques et des restaurants à la mode. On voit partout sans gêne les résidences de luxe des parrains. On commente leurs réceptions à 1 500 invités et champagne français. On parle aussi des règlements de compte, des enlèvements, des menaces. C'est d'un écologiste, Noel Kampf Mercado, sommairement exécuté par les narcos, a fait du bruit à Santa-Cruz. « Un signal d'alerte », dit Carlos Dabdoub. Cent mille habitants ont défilé à ses obsèques. Une marche du silence et de la dignité. Depuis, les meurtres n'ont pas tout à fait cessé, mais la mafia, dit-on, est « moins arrogante ». Mercado a sa statue devant le zoo de la ville.

MARCEL NIEDERGANG.

(Publicité)

... Le Monde • Jeudi 31 août 1989 5

LES M.A.E. DANS L'ÉCOLE



En septembre 1986, les Mutuelles Assurances Élèves furent contraintes à une première expression publique lorsque M. Monory, ministre du moment, tenta de les chasser de leur terrain d'action centenaire.

L'opération tourna court devant la détermination des enseignants – notamment des instituteurs – qui, négligeant les menaces ministérielles de sanctions continuèrent, comme par un long passé, à animer les M.A.E. L'appui des familles en faisant toujours confiance par millions aux M.A.E., créa un rapport de forces défavorable à la puissance publique. Elle fut dans l'incapacité d'appliquer la moindre sanction.

La toute prochaine rentrée connaîtra dans le domaine des assurances scolaires, un nouveau développement. Jusqu'à cette année, une collaboration contractuelle s'était établie entre la M.A.E. et la F.C.P.E. Traditionnellement les instituteurs assuraient dans les écoles la diffusion et la collecte mutualiste des contrats. La F.C.P.E. s'en chargeait dans le second degré sans toutefois, aux termes du protocole d'accord, conditionner la souscription aux M.A.E. par l'adhésion à l'association de parents d'élèves.

Cette collaboration est rompue du fait de la F.C.P.E. qui prétendait disposer des excédents libres dégagés par la gestion M.A.E. pour financer ses activités propres, au motif que « l'argent des familles doit retourner aux familles », c'est-à-dire à la F.C.P.E. Consentir, c'était abuser les parents qui nous confient leur argent dans le seul but de la réparation des accidents. Sur les cinq millions et demi d'adhérents aux M.A.E., la F.C.P.E. nous en apporte à peine sept cent mille. C'eût été manquer en même temps à la morale mutualiste et aux obligations légales. C'eût été procéder à un détournement de biens sociaux.

Telles sont les causes d'un conflit que nous n'avons ni voulu, ni provoqué. Il est d'ailleurs significatif que, dans un nombre important de départements, des Conseils F.C.P.E. aient décidé de poursuivre leur collaboration avec les M.A.E. Ils diffusent donc, comme par le passé, les documents M.A.E. dans le secondaire.

De toute manière les M.A.E. seront présentes dans tous les établissements scolaires dès la rentrée. Elles accueilleront tous les élèves, sans discrimination, simplement guidées par les principes mutualistes.

C'est une certitude. Les prises de position en faveur des M.A.E. se multiplient, à commencer par celles des plus puissantes organisations d'enseignants. Ces derniers continueront comme par le passé à assurer diffusion et collecte car ils mesurent la valeur de l'action mutualiste de même que les trois millions et demi de familles.

Ainsi toutes les conditions sont réunies pour que les M.A.E. soient fidèles au rendez-vous de la rentrée, même si c'est contradictoire avec les textes officiels qui continuent à les ignorer.

En effet, les dispositions ministérielles interdisant toujours la diffusion directe des documents M.A.E. résultent de l'obligation qui date de 1972, de passer par une association habilitée de parents d'élèves.

Or, cette obligation n'a jamais été respectée, principalement dans les écoles où les M.A.E. naquirent de la volonté des instituteurs de protéger leurs élèves contre les risques d'accidents.

Ainsi des textes, inspirés dès leur promulgation par la volonté évidente de nuire au mouvement mutualiste scolaire, caractérisée par la signature de tous les ministres avant 1981, sont restés lettre morte. Il n'est jamais sain pour le fonctionnement d'un régime démocratique que le fait ignore la règle. C'est source de conflits et la puissance publique en ressort affaiblie, son impuissance éclatant au grand jour.

Le problème, aujourd'hui, se pose regrettablement en termes voisins de ceux de 1986. Nous avons demandé à Monsieur le Ministre de reprendre les dispositions mises en œuvre par M. Savary. Il n'a pas cru pouvoir répondre positivement.

On peut même redouter que la crise ne connaisse un nouveau paroxysme résultant du choc entre la règle et les faits, par exemple si le ministre se trouvait saisi de demandes de sanctions contre les enseignants qui, comme en 1986 et en 1987, « continuèrent comme avant ». La réponse relèvera de la responsabilité du ministre de l'Éducation nationale.

En 1986, pour étayer son impossible justification, M. Monory évoquait le jeu de la libre concurrence et de l'équité.

La première ne nous indigne ni ne nous fait peur. Nous n'avons jamais revendiqué ni monopole, ni privilège. Encore faut-il que les limites soient nettement tracées et les règles du jeu clairement définies.

Le souci de la seconde devrait inspirer aux pouvoirs publics les moyens de la garantir. En 1986, nous écrivions dans notre appel à l'opinion, sous le titre « La liberté mutilée » : « en invoquant la liberté de choix des familles, le ministre la mutila. En même temps, il risque de priver un nombre important d'élèves de leur protection mutualiste actuelle, puisqu'il octroie un droit exclusif aux seules associations de parents, alors qu'elles ne sont nullement implantées dans toutes les écoles. La tâche accomplie par les instituteurs prend ici toute sa valeur.

Aussi, les millions de familles qui font confiance aux M.A.E. admettraient difficilement une mesure dont les véritables motivations leur apparaîtraient étrangères à leur intérêt, voire antagonistes ».

Au bout du compte, les premières victimes seraient les élèves gravement lésés ainsi que les millions de familles attachées à l'action des M.A.E., à leurs yeux inséparable en même temps du contenu éducatif de l'école publique et des valeurs qu'illustre le mouvement mutualiste.

L'équité ne peut s'accommoder de faux-semblants et servir d'alibi à des manipulations ayant précisément pour objet l'élimination sélective. Nous touchons ici à l'iniquité résultant de la volonté de chasser les M.A.E. du champ historique de leur pratique mutualiste en leur interdisant la possibilité de présenter leurs propositions autrement que liées aux adhésions à des associations de parents d'élèves.

Les M.A.E. sont-elles des intruses dans le milieu ? La réponse, une fois encore, viendra des faits puisqu'il faut, à la force du poignet, faire la preuve de la détermination et de l'efficacité de tous les animateurs de la Mutualité.

Depuis vingt ans, les faits contredisent les calculs malsains et les intentions hostiles. On peut appeler cela la « force des choses » contre qui les édits et les menaces ne peuvent rien faire quand elle s'enracine au plus profond des aspirations communes à tous les acteurs de la vie scolaire.

À chacun ses responsabilités.

Le président des M.A.E.
René LABES

les mutuelles assurances élèves

15, PLACE DU GÉNÉRAL CATROUX 75017 PARIS - Tél. : 47.66.04.30

شركة التأمين

Europe

URSS : le conflit du Haut-Karabakh

Moscou est à nouveau obligé d'envoyer des troupes en Transcaucasie

Le gouvernement soviétique a dépêché de nouvelles troupes en Transcaucasie, à la suite du décès d'une personne tuée dans de nouveaux heurts interethniques entre Arméniens et Azerbaïdjanais au sujet de la région autonome du Haut-Karabakh.

Annouçant l'envoi de ces renforts, le ministre soviétique de l'intérieur, M. Vadim Bakatine, a déclaré, lundi 28 août en fin de journée à Moscou, que de nouveaux heurts avaient éclaté la semaine dernière en Arménie et en Azerbaïdjan, à la suite d'une tentative de formation d'un gouvernement parallèle dans le Haut-Karabakh. « A la suite de cette tentative, des éléments criminels extrémistes sont devenus plus actifs dans les deux Républiques, et des attaques ont été lancées non seulement contre des Arméniens, mais également contre des Azerbaïdjanais. Il a été fait usage d'armes à feu, et une personne a été tuée », a précisé M. Bakatine. Aucune indication n'a été donnée sur le lieu et les circonstances de l'incident.

Le ministre n'a pas précisé non plus où les renforts avaient été

envoyés — en Arménie ou en Azerbaïdjan ou dans les deux Républiques à la fois. On ne dispose pas de chiffres officiels sur le nombre de troupes spéciales du ministère de l'intérieur actuellement stationnées dans la région. De source autorisée à Stepanakert, on avait seulement indiqué ce mois-ci que quelque quatre mille soldats se trouvaient dans la seule région du Haut-Karabakh.

Le Haut-Karabakh fait partie de l'Azerbaïdjan, bien qu'il soit peuplé en majorité d'Arméniens qui réclament depuis toujours le rattachement du territoire de la République d'Arménie. Une commission spéciale du Kremlin administre le territoire depuis janvier dernier à la suite d'affrontements meurtriers qui ont fait une centaine de morts dans les deux Républiques. Celle-ci n'est pas parvenue à ramener le calme. Depuis le printemps, des grèves paralysent à nouveau la région, où des affrontements entre communistes sont périodiquement signalés.

En Azerbaïdjan, d'importantes manifestations ont été organisées au cours des dernières semaines pour réclamer le démantèlement par

Moscou de cette commission. Les nationalistes azéris demandaient au Kremlin de leur garantir que la région resterait au sein de la République azerbaïdjanaise. Un Front populaire azéri, nouvellement créé, a menacé d'appeler à la grève générale la semaine prochaine si ces revendications n'étaient pas satisfaites.

En Arménie, deux militants arméniens du Haut-Karabakh, MM. Robert Koutcharian et Arkady Manoutcharov, ont été élus au soviet suprême de la République arménienne au cours d'élections partielles organisées dimanche 27 août dans cinq circonscriptions vacantes. Leurs candidatures avaient été présentées dans les villes arméniennes de Kirovakan et de Tcharentz. Arrêté en décembre dernier en même temps que les membres du Comité Karabakh, relâché depuis, M. Manoutcharov est toujours détenu à Moscou. Deux membres du Comité Karabakh, M. Levon Ter Petrossian, qui séjourne actuellement à Paris, et le physicien Raphaël Khazarian, ont été élus dans deux autres circonscriptions à Erevan et Ashtarak. — (Reuters.)

En Moldavie

Débat houleux sur l'introduction du moldave comme langue officielle

Le Soviet suprême de la République soviétique de Moldavie poursuivait mercredi 30 août son examen d'un projet de loi controversé instituant le moldave comme langue officielle. Une tentative des représentants des russophones de faire reporter la discussion a été repoussée par 300 voix contre 43. Les Russes et autres minorités, qui ont déclenché un mouvement de grève en signe de protestation, forment 36 % de la population de la République, mais représentent la majorité dans plusieurs villes importantes.

Inquiet des récents rappels à l'ordre du Kremlin dans les Républiques baltes et des avertissements adressés par la Pravda aux communistes locaux, les nationalistes moldaves, qui disposent aujourd'hui au Parlement de la majorité des deux tiers nécessaires pour faire passer le projet de loi, souhaitent presser le mouvement. Pendant la séance, plusieurs centaines de militants nationalistes, brandissant des drapeaux bleu, jaune, rouge de la Moldavie, s'étaient massés à l'extérieur du Soviet suprême pour soutenir leurs députés.

A Moscou, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Gerasimov, a coupé court aux spéculations selon lesquelles le rappel à l'ordre adressé aux pays Baltes serait le fruit d'une manœuvre des

vacanciers, profitant des vacances de M. Mikhaïl Gorbatchev. Il a affirmé que la déclaration rendue publique samedi dernier avait été approuvée par tous les membres du bureau politique, y compris le secrétaire général du

PCUS. Les dirigeants des Fronts populaires des trois Républiques baltes doivent se réunir jeudi à Riga pour tenter d'apporter en commun une réponse à cette déclaration. — (Reuters.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Lourdes condamnations de deux dissidents

Une lourde peine de vingt mois de prison a été prononcée mardi 29 août en Moravie contre M. Stanislav Devaty, porte-parole de la Charta 77 en 1988 et coauteur de la pétition intitulée « Quelques phrases » (le Monde du 1^{er} juillet) qui réclamait au gouvernement l'ouverture d'un dialogue sur les réformes. Laisse en liberté en attendant son procès en appel, M. Devaty était accusé d'« incitation à la rébellion » et d'avoir participé l'an dernier et au début de cette année « à l'élaboration de matériaux écrits et à l'organisation de pétitions ».

Lundi, la cour d'appel de Hradec-Kralove (100 kilomètres à l'est de Prague) avait confirmé la peine de deux ans et demi de prison à régime sévère infligée à un autre opposant, M. Frantisek Starek. Editeur du

populaire samizdat culturel *Volno*, M. Starek, trente-sept ans, avait été condamné le 28 juin 1989 par le tribunal de Usti-Nad-Orlici (Bohême), pour « incitation à la rébellion par voie de presse ». Son amie, Iva Vojtkova, accusée de « complicité », avait été condamnée à un an de prison.

Par ailleurs, MM. Tamas Deutsch et Gyorgy Kerényi, les deux activistes hongrois arrêtés le 21 août sur la place Venecias à Prague, au cours des manifestations commémorant l'écrasement militaire du « printemps de Prague », ont été condamnés mardi 29 août par un tribunal pragoise à être expulsés du pays et à payer une amende de 5000 couronnes chacun. Les deux Hongrois ont regagné immédiatement leur pays. — (AFP.)

GRÈCE : quarante ans après la fin de la guerre civile

Le gouvernement fait détruire plusieurs millions de dossiers de police

ATHÈNES
de notre correspondant

Quarante ans après la fin de la guerre civile qui a ensanglanté la Grèce de 1946 à 1949, le gouvernement formé le 2 juillet dernier par les conservateurs et les communistes, les deux adversaires de jadis, a solennellement tourné, mardi 29 août, une page douloureuse de l'histoire grecque. Un projet de loi sur « les séquelles de la guerre civile » a été adopté à l'unanimité dans la matinée en commission parlementaire, et les autorités ont procédé dans les cinquante-deux départements du pays à la destruction solennelle de quelque dix-sept millions de dossiers de police accumulés principalement depuis l'époque de la guerre civile jusqu'à la fin de la dictature des colonels (1967-1974).

Le projet de loi sur « les séquelles de la guerre civile », qui doit être discuté en séance plénière selon une procédure d'urgence dans le courant de la semaine, abolit notamment le

terme de « guerre de rébellion ». Il règle les différents problèmes de pensions des anciens combattants de « l'armée démocratique » pourchassée comme « rebelles » par le pouvoir central jusqu'à la reconnaissance officielle du Parti communiste en 1974 par Constantin Caramanlis, l'homme du retour de la démocratie après la chute du régime des colonels.

« Occultation de l'histoire »

La destruction par le feu des dossiers sur les « convictions politiques » des Grecs, mesure symbolique pour chasser les démons du passé et sceller « la réconciliation nationale », a été moins simple. Socialistes, historiens, chercheurs universitaires, anciens résistants et combattants, ont crié au crime. Le gouvernement a dû, à la dernière minute, prélever environ 2 000 dossiers présentant une valeur historique particulière. Ces dossiers concernaient 4 millions à 5 millions de personnes (plusieurs milliers portant sur le même individu) : « l'histoire de la moitié du peuple grec », a souligné au Monde Philippe Iliou, l'un des historiens grecs les plus connus, fils du grand leader de la gauche après la guerre, civile Ilias Iliou. « Brûler ces documents n'est pas seulement médiéval, c'est criminel, aucun pays au monde ne l'a jamais fait », insiste l'historien.

Même son de cloche chez Markos Vafiadis, exclu du Parti communiste en 1948, qui a condamné « l'occultation de l'histoire ». Saisis par trois anciens ministres socialistes, deux propriétaires de journaux et une cinquantaine de résistants, deux tribunaux ont suspendu la destruction des dossiers. Devant l'ampleur des protestations, le ministre de la justice,

M. Photis Kouvelis, membre de la Gauche hellénique, et le président de la Nouvelle Démocratie (conservateur), M. Constantinos Mitsotakis, ont décidé la conservation des dossiers les plus importants.

Mardi dans toute la Grèce, plusieurs centaines de manifestants ont tenté d'empêcher les autorités de soulever un « peuple sans mémoire est un peuple sans histoire ». Dans une aciérie d'Eleusis près d'Athènes, huit millions de dossiers ont été brûlés, six millions l'ont été en Grèce du Nord dont 1,8 million pour la ville de Salonique et 10 000 concernant les moines et ermites du mont Athos, la communauté religieuse autonome qui vit dans une péninsule de la Chalcidique. En Crète, 800 000 fiches ont été détruites ainsi que 400 000 à Patras, dans le Péloponnèse.

La journée s'est terminée au Parlement par un débat solennel sur la « réconciliation nationale ». Le premier ministre conservateur M. Tzannis Zannetakis a souligné que la Grèce tournait « une page de son histoire », que « le chapitre de la guerre civile est clos », et qu'il fallait « réformer les blessures du peuple ». Il a lancé un appel pour qu'« au grand jamais, il n'y ait plus de division nationale ».

Le président du parti communiste grec, M. Harilaos Florakis, s'est lui aussi félicité de cette réconciliation en ajoutant toutefois que cela ne signifiait pas que les communistes renonçaient aux luttes sociales et politiques.

M. Andreas Papandréou, a estimé pour sa part que se réconcilier était important mais qu'il était toutefois nécessaire « pour tous les Grecs de conserver la mémoire des années difficiles ».

DIDIER KUNZ.

POLOGNE

Après 45 ans d'exil

Le retour de Jan Nowak

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Quarante-cinq ans après avoir quitté Varsovie émigrée et traversé l'Europe dans les conditions les plus pénibles pour pouvoir rendre compte au gouvernement en exil et au monde de la tragédie que vivait la Pologne, Jan Nowak (auteur du Courrier de Varsovie) est revenu chez lui, mardi 29 août, par la grande porte.

Invité personnel de Lech Walasa, Jan Nowak, qui a aujourd'hui soixante-cinq ans et vit aux États-Unis, a été accueilli à sa descente d'avion par une foule d'amis très émus, dont la plupart sont aujourd'hui devenus de dignes parlementaires : le sénateur Zofia Kuratowska, la députée Genewek et Karon. Des gens venus chercher de la famille ou un ami sur ce vol de la Pologne se sont précipités pour embrasser Jan Nowak, qui est pour eux l'une des personnalités polonaises les plus importantes à l'étranger. Et c'est un autre ami de Jan Nowak, Sewerny Blumstein, interdit de séjour en Pologne après la proclamation de l'état de guerre décrété par le général Jaruzelski et devenu le représentant de Solidarité en France, qui devait lui faire la première interview de Jan Nowak sur le sol polonais.

Rentré en Pologne il y a quelques jours, Sewerny Blumstein a aussitôt pris ses fonctions de journaliste à Gazeta, le quotidien de Solidarité. Pour l'heure, l'émission est si grande que Jan Nowak ne sait plus quoi dire, sauf que cette nouvelle période historique pour la Pologne implique l'abandon des stéréotypes en vigueur depuis plus de quarante ans sur le pouvoir communiste. Jan Nowak sait de quoi il parle : après avoir travaillé au service polonais de la BBC, il dirige la section polonaise de Radio-Europe libre pendant plus de vingt ans, de 1962 à 1976.

Pendant toutes ces années, Radio-Europe libre finança par les États-Unis, à été « et resta dans une certaine mesure — la principale source d'information des Polonais ; son hostilité au régime communiste lui a valu à maintes reprises les foudres du pouvoir. Le successeur de M. Nowak à la tête de la section polonaise, M. Jerzy Nadjar, a d'ailleurs été condamné par contumace pendant l'état de guerre.

Homme de confiance de l'AK (armée de l'intérieur qui regroupait les résistants polonais) pendant la deuxième guerre mondiale, Jan Nowak servait d'agent de liaison avec Londres au moment où les communications étaient devenues impossibles. Il menait ainsi des missions au péril de sa vie et fut le dernier émissaire à regagner Varsovie à la veille de l'insurrection, puis le premier insurgé à réussir à partir pour Londres à travers l'Allemagne et la Suisse. Il était pour cette dernière mission accompagné d'un autre agent, « Greta », sa femme, qu'il avait épousée pendant l'insurrection.

S. K.

Le directeur de « Gazeta », M. Michnik, invité à Matignon

L'un des principaux dirigeants de Solidarité, M. Adam Michnik, directeur de *Gazeta*, était attendu mercredi 30 août à Paris pour prendre part à un déjeuner, jeudi, à l'hôtel Matignon, à l'invitation du premier ministre, M. Michel Rocard. Si cette invitation est surtout liée aux célébrations de la Déclaration des droits de l'homme, on peut penser que M. Michnik ne manquera pas de plaider en faveur d'un soutien, en particulier économique, au gouvernement du nouveau premier ministre, M. Mazowiecki.

M. Lech Walasa, le leader de Solidarité, se rendra pour sa part en RFA, du 5 au 8 septembre, à l'invitation du syndicat ouest-allemand DGB. Il sera notamment reçu par le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, et par le chancelier Helmut Kohl. Il aura également des entretiens avec d'autres membres du gouvernement, ainsi qu'avec des industriels et des financiers ouest-allemands.

Ces visites entrent dans le cadre de la campagne de sensibilisation que Solidarité entend mener en Occident. Le président de Solidarité veut associer les pays occidentaux aux transformations de l'économie polonaise, notamment par la création de succursales de banques, la prise de participations dans des entreprises et la multiplication de sociétés mixtes (joint ventures). Il est attendu avant la fin de l'année en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Diplomatie

ONU : un rapport à la sous-commission des droits de l'homme

Les réfugiés, victimes de la détention administrative

La pratique de la détention administrative, qui n'est pas interdite par les normes internationales, ouvre la porte à tous les abus. C'est ce qui ressort du rapport présenté à ce sujet, mardi 29 août à Genève, à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, par l'expert français Louis Joinet.

GENÈVE
de notre correspondant

Dans la mesure où elle ne repose sur aucune décision judiciaire, et où, dans certains pays, elle peut être décidée par un simple policier, la détention administrative n'est pas sans rappeler les lettres de cachet. Le cas tragique des réfugiés indochinois illustre les proportions abominables qu'elle peut revêtir : selon les dernières statistiques, 165 378 de ces réfugiés sont internés dans des camps d'Asie du Sud-Est, sans compter ceux qui ne bénéficient pas de l'assistance du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

A Hongkong, des réfugiés de la mer qui ont survécu au pire sont internés dans des centres complètement clos d'où il leur est interdit de sortir. M. Joinet cite notamment les camps de Chi-Ma-Wan, Hai-Ling-Chan et de Sai-Kung. Les Khmers entrés en Thaïlande, mais que celle-ci refuse de considérer comme réfugiés, font également l'objet de détention administrative. Ils sont 300 000 parqués le long de la frontière avec le Cambodge, qui bénéficie cependant d'une assistance internationale ; 18 000 autres, reconnus comme réfugiés, sont aidés par le HCR.

Cibles de bombardements

Probablement 40 000 civils, que personne ne saurait localiser, sont dispersés dans des camps clandestins où ils sont maintenus prisonniers par des Khmers rouges. Il est possible d'accéder à certains de ces camps, mais il est extrêmement difficile et dangereux pour les réfugiés de tenter d'en sortir.

Il existe, en outre, au Cambodge un camp de 5 kilomètres carrés où

sont groupés 140 000 personnes. Tous ces camps, à l'exception de celui de Khao-I-Dang, qui est placé sous la protection du HCR, sont les cibles de bombardements.

On déplore en Amérique latine des situations à peine plus enviables. Par exemple celle d'environ 40 000 réfugiés du Salvador au Honduras, regroupés dans les camps de Mesa-Grande et de Ocolec-Monagana, qui sont apparemment bouclés et qui, bien qu'entourés par des soldats honduriens, sont en fait sous la coupe des guérilleros salvadoriens, lesquels vont jusqu'à arrêter les réfugiés qui tentent de fuir et à les traduire devant une sorte de tribunal où ils sont invités à faire leur autocritique.

Dénoncer les abus

En Afrique du Sud, l'état d'urgence autorise une détention de quarante jours, mais indéfiniment renouvelable. Parmi les quelque 5 000 personnes ainsi détenues, on compte un grand nombre d'enfants et d'adolescents.

L'internement administratif pouvant, dans de trop nombreux pays, toucher n'importe qui et se passer d'importe comment, M. Joinet estime qu'il y a là une situation à hauts risques et qu'il convient de dénoncer les abus : dénonces d'un ordre de détention administrative dès que le précédent arrive à expiration ; pressions exercées sur les tribunaux pour qu'ils se déclarent incompétents ; ratification d'instruments internationaux pour se donner une bonne image sans que soient prises les mesures législatives qui doivent en découler ; secret-défense opposé au juge qui se rend sur les lieux d'internement où se déclare compétent ; déplacement constant de personnes détenues, afin de brouiller les pistes ; ou encore, tout simplement, absence de motivation de la détention administrative.

Comme il n'existe dans le système des Nations unies aucune procédure permettant de suivre spécifiquement ce problème, l'expert français préconise, à la fin de son rapport, la désignation d'un rapporteur spécial qui rendrait compte chaque année de ses constatations en ce domaine.

I. V.

La rédaction d'une convention interdisant les armes chimiques a sensiblement progressé

GENÈVE
de notre correspondant

M. Pierre Morel, président du comité spécial des armes chimiques de la conférence de l'ONU sur le désarmement, s'est montré satisfait, mardi 29 août, à Genève de l'état d'avancement des travaux du comité. Ces travaux ont permis de faire avancer « autant qu'il était possible » la rédaction d'une convention interdisant les armes chimiques.

Deux cent neuf réunions ont eu lieu à la suite de la déclaration finale de la conférence de Paris, le 11 janvier dernier. En présentant le rapport de fin de session du comité, M. Morel, sans se prévaloir de résultats spectaculaires, a fait part des progrès accomplis en insistant sur cinq points, le premier étant particulièrement délicat :

1. — *La vérification* : le comité est parvenu à un accord sur les principales lignes de l'inspection par « défi » (par surprise), notamment sur sa confidentialité et sa portée, et a établi un accord-type à cet effet.

2. — *Les questions juridiques* : des progrès ont été enregistrés en ce domaine, encore que des questions aussi sensibles que celle des sanctions n'ont pas manqué de faire problème.

3. — *Les institutions* : le schéma en trois parties de la future convention (conférence des États, conseil exécutif, secrétariat technique) est désormais au point. En outre, le

comité s'est mis d'accord sur la création d'un conseil scientifique indépendant chargé de donner des avis.

4. — *Les questions techniques* : des contrôles sont prévus pour trois catégories : les substances carrément interdites (liste 1), les substances dangereuses pouvant être utilisées aussi bien dans l'industrie civile que dans le domaine militaire (liste 2) et les substances d'usage courant à surveiller (liste 3).

5. — *La transition*, c'est-à-dire le passage de la réglementation actuelle (qui se borne à interdire l'usage des armes chimiques) à l'élimination complète de ces armes dix ans après l'entrée en vigueur de la convention (ce qui comporte la destruction des stocks existants et des installations de production). Cette transition est liée au résultat des pourparlers soviéto-américains en cours à ce sujet. Le calendrier de mise en œuvre de cette destruction n'a pas été établi par la dernière session du comité.

Si le nombre de pays admis à participer à la négociation sur l'interdiction des armes chimiques est passé de douze à vingt-six, il reste que la convention doit, pour être efficace, être universellement appliquée. En d'autres termes, qu'importe aux victimes que des accords soient conclus entre les grandes puissances si, pour ne citer qu'un exemple récent, l'Irak continue à gazer les Kurdes ? Cette dernière question ne semble pas avoir été soulevée au cours des débats.

ISABELLE VICHNIAC.

EN BRIEF

● Le président argentin prêt à rencontrer M^{re} Thatcher. — Le nouveau président argentin, M. Carlos Menem, a confié au *Times* de Londres [daté du mercredi 30 août] qu'il était prêt à rencontrer le premier ministre britannique, M^{re} Margaret Thatcher, pour des conversations directes, dès que les relations diplomatiques entre les deux pays auront été rétablies. Un premier contact pourrait avoir lieu en marge de la prochaine assemblée générale de l'ONU. — (AFP, Reuters.)

● GABON. — Le fils du président Bongo nommé ministre des

affaires étrangères. — Le chef de l'Etat gabonais, M. Omar Bongo, a procédé mardi 29 août à un léger remaniement de son gouvernement qui se traduit par la réduction du nombre des ministres — 42 au lieu de 46 — et la nomination de son propre fils — M. Martin Bongo, âgé de trente ans — au poste de ministre des affaires étrangères et de la coopération. Depuis 1987, M. Martin Bongo portait le titre de « haut représentant paracanal du chef de l'Etat » pour différentes missions à l'étranger. — (AFP.)

SC.PO
La première préparation de France depuis 1967

- d'été
- annuelle
- par correspondance

CEPES
57, rue Charles Laffitte
92000 NEUILLY SUR SEINE
47 45 09 19 - 47 22 94 94

Proche-Orient

LIBAN : la mission du secrétaire général du Quai d'Orsay

M. Scheer a rencontré à Beyrouth les principaux responsables civils et religieux

L'URSS entend poursuivre ses efforts en vue de parvenir à un règlement de la crise libanaise et demande au secrétaire général de l'ONU de prendre « les mesures les plus énergiques » pour favoriser la reprise des activités du comité tripartite arabe (Algérie, Maroc, Arabie saoudite), à l'initiative, mardi 29 août, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, selon lequel « il est urgent de mobiliser toutes les forces internationales ». Pour sa part, un diplomate soviétique en poste à Paris, M. Vladimir Fedorovsky, a fait état d'une convergence de vues entre son pays et la France sur le fait qu'« il n'y a pas de solution militaire au Liban ». Par ailleurs, la crise libanaise a été évoquée à Téhéran par l'ambassadeur de France, M. Christian Gallet, lors de contacts qu'il a eus avec le ministre iranien des affaires étrangères.

Libanais, appelés à se réunir — même à l'extérieur du Liban — pour se mettre d'accord sur les principes de réformes du système politique. Le chef du gouvernement à majorité musulmane aurait souligné que la résolution adoptée par les chefs d'Etat arabes à Casablanca l'avait été après que le comité des Six issu de la Ligue arabe reconstruit tous les leaders libanais et qu'il n'y avait donc pas lieu de modifier ce plan dans lequel la Syrie n'était pas mentionnée.

Comment cela peut-il se faire et quelle réaction cela pourrait-il susciter à la fois chez certains Arabes et dans le camp du général Aoun, c'est toute la question.

Si les efforts diplomatiques en cours laissent espérer la possibilité d'une trêve, on souligne toutefois à Beyrouth que, pour l'instant, rien n'est réglé et que tout dérapage militaire reste donc une éventualité à ne pas écarter.

FRANÇOISE CHAPAUD.

ISRAËL

Protestations internationales contre le bannissement de cinq Palestiniens

Le bannissement, dimanche, par les autorités israéliennes de cinq Palestiniens a soulevé une série de protestations internationales. Les pays arabes ont demandé, mardi 29 août, une réunion « d'urgence » du Conseil de sécurité des Nations unies. Après que le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, en fait état de sa consternation et de sa préoccupation, la Communauté européenne a exprimé, mardi, son « indignation ». Celle-ci a été signifiée au gouvernement israélien par les chargés d'affaires français, espagnol et italien.

principe des expulsions. Elles sont contraires à la quatrième convention de Genève, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, M. Yasser Arafat « considère sérieusement » la possibilité de demander un visa d'entrée aux Etats-Unis pour participer aux travaux de l'assemblée générale de l'ONU, a annoncé un porte-parole de l'OLP. M. Hassan Abdelrahman. L'année dernière, Washington avait rejeté une telle demande, ce qui avait amené l'assemblée générale à tenir son débat sur la Palestine à Genève pour y entendre M. Arafat.

Dans la bande de Gaza, un Palestinien de vingt-sept ans a été tué et douze autres ont été blessés lors de heurts entre manifestants et forces de l'ordre dans le camp de réfugiés de Deir-el-Balah. La radio israélienne a présenté la victime, Ismail Ibrahim Abou Jayab, comme l'un des responsables du mouvement étudiant palestinien dans la bande de Gaza. — (AFP, Reuters.)

La formation du nouveau gouvernement iranien

M. Rafsandsjani renforce son pouvoir à Téhéran

(Suite de la première page.)

M. Rafsandsjani a maintenu les mains libres pour essayer de sortir le pays du marasme économique dans lequel l'ont enfoncé les huit années de la guerre du Golfe. Il dispose d'un cabinet de technocrates tristes sur le volet, par lesquels figurent de nombreux cadres formés en Occident et, en particulier, dans les universités américaines. Ces derniers ne sont plus considérés comme des suppôts du Grand Satan, mais des techniciens compétents indispensables à la renaissance économique du pays.

La plupart des ministres politiques de l'ancienne équipe, présidée par le premier ministre Mir Hossein Mousavi et le ministre de l'intérieur, l'ultra-religieux Ali Akbar Mohtashemi, ont été impitoyablement épurés et, comme l'a reconnu candidement M. Rafsandsjani,

secrets irano-américains, et celles du ministre de l'intérieur Abdollah Norri, personnage versatile, actuellement entièrement aux ordres de M. Rafsandsjani.

La « déhémémisation »

Reste à résoudre le problème d'Ahmed Khomeiny, le fils de l'imam et le mentor du groupe Mousavi-Mohtashemi-Raychahri. Depuis le mort de Khomeiny, des parts entières du pouvoir qu'il a héritées de son père sont tombées. Le leader Rafsandsjani-Khomeiny vient de lui rogner encore plus les ailes en choisissant un gouvernement sans meilleurs disciples. Pour le calmer, on lui a promis, dans les trois mois, la présidence du Majlis, mais il est peu probable que les nouveaux maîtres de Téhéran confient à un personnage qui reste malgré tout le symbole du régime passé la présidence d'une Assemblée que l'on souhaite désormais docile. Déjà, il a été privé des attributions exceptionnelles qui lui avaient été octroyées au sein de la radio-télévision iranienne, dont il était le responsable des informations, au profit du frère de M. Rafsandsjani, qui est désormais le seul maître à bord dans cet organisme appelé à jouer un rôle essentiel dans le processus de « déhémémisation » qui a déjà commencé.

Quelle sera l'attitude de Washington à l'égard d'une équipe qui apparemment a tout pour plaire aux Américains ? Le départ de M. Mohtashemi, qui entretenait d'étroites relations avec le Hezbollah libanais, dont certains militants déclinent des otages occidentaux, et qui s'était récemment opposé avec virulence à tout rapprochement avec les Etats-Unis, ne manquera certes pas de renforcer la thèse de ceux qui, au département d'Etat, penchent en faveur d'une normalisation rapide des relations irano-américaines. Mais il faudra auparavant que M. Rafsandsjani fasse la preuve qu'il contrôle effectivement la situation en Iran.

JEAN GUEYRAS.

La composition du cabinet

Téhéran (AFP). — Voici la liste complète du nouveau gouvernement iranien proposé le 19 août par le président Ali Akbar Mohtashemi-Rafsandsjani, et qui a obtenu mardi 29 août la confiance du Parlement.

Le gouvernement est présidé par M. Rafsandsjani, qui a désigné trois vice-présidents :

- Premier vice-président chargé de la présidence du conseil des ministres : M. Hassan Ibrahim Habbibi ;
- Deuxième vice-président chargé des affaires judiciaires et parlementaires : M. Seyyed Attollah Mohajerani ;
- Troisième vice-président chargé des affaires exécutives : M. Hamid Merzadani.

Le nouveau cabinet comprend vingt-deux ministres, dont douze nouvelles personnalités :

- Affaires étrangères : M. Ali Akbar Velayati ;
- Défense et logistique des forces armées de la République islamique : M. Akbar Jafari ;
- Renseignements : M. Ali Palahian (*) ;
- Pétrole : M. Gholamreza Aghazadeh ;
- Orientation islamique : M. Mohammad Khatami ;
- Commerce : M. Abdolhossein Vahedi (*) ;
- Justice : M. Ismail Chouchani (*) ;
- Industrie lourde : M. Mohammad Hadi Najad Hosseini (*) ;
- Industrie : M. Mohammad Raza Noematzadeh (*) ;
- Intérieur : M. Abdollah Nouri (*) ;
- Economie et finances : M. Mohsen Nourbakhsh (*) ;
- Education nationale : M. Alireza Nadjafi ;
- Mines et métaux : M. Hossein Mahdoui (*) ;
- Agriculture : M. Issa Kalantari ;
- Energie : M. Bijan Namdar Zangeneh ;
- Transports : M. Mohammad Soltani ;
- Enseignement supérieur : M. Mostafae Mojtahedi (*) ;
- Santé : M. Iradj Fazel (*) ;
- PTT : M. Mohammad Ghazali ;
- Travail : M. Hossein Kamali (*) ;
- Croisade de la reconstruction : M. Gholamreza Forouzesh ;
- Habitat et urbanisme : M. Sarafeddine Kazerouni.

(*) Nouveaux membres.

jani, le seul élément franchement politique du nouveau cabinet sera lui-même. Ses ministres ne seront donc que de simples exécutants chargés de mettre en application les grandes décisions prises par le chef de l'Etat.

L'opposition est chassée du pouvoir, mais elle se manifeste dans les institutions révolutionnaires qui ont été créées au cours de la « décennie révolutionnaire » et dans certains des journaux. Pour combien de temps encore ? M. Rafsandsjani a de la suite dans les idées et ne tardera vraisemblablement pas à épurer une presse souvent rétive et à éliminer peu à peu les différents centres de pouvoir qui s'étaient multipliés sous le règne de l'imam défunt, faisant souvent figure d'Etat dans l'Etat. Le nouvel homme fort du régime peut compter, pour mener à bien cette tâche, sur les compétences de son ministre des renseignements, Ali Palahian, qui s'est distingué dans sa lutte contre le groupe de Mehdi Hachemi, exécuté en septembre 1987, pour avoir dévié les contacts

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08

Tél : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDOPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Larroque (1982-1985)

Date de la société :
const. au 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vermet

Correspondant en chef :
Claude Salas

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 286 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composé 38-15 - Taper LEMONDE
ou 38-15 - Taper LM

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 37 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS vols aéroportés
3 mois	365 F	399 F	584 F	708 F
6 mois	729 F	762 F	972 F	1 408 F
9 mois	1 093 F	1 169 F	1 464 F	2 048 F
1 an	1 399 F	1 509 F	1 890 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENEVEZ CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse effectués en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Les enfants
sont sans défense.
La loi mérite
une correction.

ENFANCE
ET PARTAGE

N°VERT 05 05 12 34

Pour envoyer vos dons : ENFANCE ET PARTAGE 10, rue des Blets 75011 PARIS, CCP 10764-SB-R-PARIS

هكذا من الاصل

Enquête

Le dur voyage de centaines de milliers de chercheurs d'emploi

Les « oiseaux migrateurs » d'Égypte en route pour l'Irak

Depuis l'inauguration du port de Noueibaa, sur le golfe d'Akaba, en 1985, un flot presque ininterrompu de centaines de milliers de travailleurs égyptiens a emprunté le « pont maritime arabe » pour se rendre, en bus, en Jordanie, puis en Irak. Ils fuient le chômage (15 %) combiné à une inflation de 25 %. Il s'agit des plus pauvres, souvent obligés de s'endetter pour partir vers l'eldorado irakien. Les plus favorisés — professeurs, médecins, ingénieurs et autres professionnels libéraux ou ouvriers qualifiés — évitent le calvaire de la voie terrestre en prenant bien évidemment l'avion.

Sept heures moins le quart. Une dizaine de jeunes touristes se mettent à grimper dans le bus. La file bruit au passage de deux Allemandes, repêchées en pantalon court. Un employé qui joue les bergers aboie : « Soyez polis, bande de moutons. Vos bagages dans la soute si vous voulez partir. » C'est la route.

A Noueibaa, l'attente

La majesté du mont Moïse laisse indifférents les « oiseaux migrateurs ». Ce qui compte, c'est d'arriver à Noueibaa. Au bout de huit heures de route apparaît enfin le golfe d'Akaba. Les deux Allemandes descendent, prennent leur sac à dos et font un signe de la main aux passagers du bus. Quarante bras s'agitent vigoureusement pour répondre. C'est ensuite la rue vers les bagages, puis, au pas de charge, vers le portail du port.

Un soldat, l'écouteur du transisteur à l'oreille, brise l'élan des sprinteurs d'un simple geste de la main. « Mamnousse » (interdit), décline-t-il sans autre précision, et il s'affale à nouveau sur son banc. C'est seulement lorsqu'un Saoudien en Mercedes 200 climatisée arrivera que l'on apprendra que le ferry a levé l'ancre depuis une heure.

Tout le monde part en traînant les pieds vers la rue principale. Sur ce qui fut un bout de désert jusqu'en 1985, une dizaine de cafés et deux hôtels.

La salle d'attente ressemble à un grand hangar. Sur les quatre rangées de bancs alignés sur cinquante mètres, des hommes somnolent sous les ventilateurs ou discutent par groupes de quatre ou cinq.

Un fellah allume un réchaud à kérosène et met la théière à chauffer. Un garçon accourt. « Mamnousse ». Le fellah fait la sourde oreille. Le garçon revient avec un policier armé d'une kalachnikov et qui hurle : « Mamnousse ». « Pour l'amour du prophète, laisse-moi faire mon thé », demande le fellah. « Tu veux allumer un incendie, bougre d'âne ? Si tu veux du thé, achète-le au buffet », dit le policier. Le garçon demande aussitôt : « Ce sera combien de thé ? — A combien ? — 25 piastres. — C'est du vol ! Je n'ai jamais payé mon thé plus de 10 piastres. »

Vingt-deux heures. Le ferry est de retour. Le portail du port s'ouvre. Les autos d'abord, les camions ensuite, et les piétons enfin. Ruée vers les guichets des passeports. Des chaises en plastique sont renversées par un fellah qui tombe. Un saïdi qui connaît visiblement la musique dit, sarcastique : « Ce n'est pas la coopérative d'Etat et ils ne vendent pas d'huile ou de sucre subventionnés. Il faut un quart d'heure aux policiers hurlant à tue-tête pour former trois files très approximatives. Un officier crie : « Ceux qui savent lire et écrire devant. » Contents de passer les premiers,

chauffeurs crient « Bagdad, Bagdad ». Après avoir payé dix dinars, ils passent être en route pour l'Irak. Ils se dirigent en fait vers le centre-ville où le chauffeur, moyennant commission, les « revend » à un petit bureau de voyages. D'autres prennent des taxis collectifs vers le centre. La plupart foncez directement vers les agences de voyages tandis que les plus expérimentés vont louer une chambre dans un hôtel bon marché, car ils savent que « rien ne sert de courir ». Même s'ils trouvaient un bus immédiatement, ils ne parviendraient pas à la frontière irakienne avant la fermeture.

Là, ils attendent avec une vingtaine d'autres Égyptiens le bon vouloir du propriétaire de l'agence. A midi, un grand gailard taillé en armoire à glace s'élève. « On en a assez de se faire plumer. Soit on voit ce fameux autobus, soit vous nous remboursez », crie-t-il d'une voix tonitruante. L'employé, qui jusque-là parvenait à mater les impatients, est intimidé par celui qui le dépasse d'une bonne tête, d'autant que tous les voyageurs se sont rangés derrière ce « Spartacus ».

Quatorze heures, un minibus de vingt places arrive. Ruée. On ne prendra que vingt-trois passagers, tous des « pantalons », alors que le chauffeur voulait en prendre vingt-cinq. Dix dinars de perdus pour lui. Mécontent, ce vieux chauffeur irakien, originaire de Karbala, démarre, et les langues se délient. Assis près du conducteur, « Spartacus » a pris d'office le commandement de l'autobus.

Ses compagnons, âgés de vingt à vingt-cinq ans, vont du comptable au diplômé de droit ou d'agronomie, en passant par le couturier, le peintre en bâtiment, le soudeur, le plombier... A deux exceptions près, ils cherchent du travail. Les universitaires sont prêts à prendre d'importe quel emploi, y compris un travail manuel, à condition que nous puissions mettre quelques piastres de côté. Ils rêvent d'acquiescer au retour une petite épicerie ou un taxi.

Vingt heures. Après avoir failli deux fois verser, le minibus arrive au poste-frontière jordanien de Roueichid. Les formalités sont expédiées en une heure, mais le chauffeur a disparu. Quand il réapparaît, il explique en dialecte irakien, qu'il faut traduire en égyptien, que « les Jordaniens veulent lui taper » 25 dinars et qu'il ne les a pas. En fait, il doit renouveler son permis annuel de passage. Après palabres, les passagers rassemblent 20 dinars. « Rien à faire. C'est soit les vingt-cinq dinars, soit on attend ici jusqu'au matin. »

Des heures ont passé. Les plus malins ont compris que se disputer avec le chauffeur ne sert à rien, sinon à avoir des ennemis une fois en Irak. Plutôt que de passer la nuit à geler dans le désert, ils se débrouillent pour monter dans des bus de passage.

Vendredi, neuf heures du matin. L'officier irakien fouille les affaires étalées sur des bancs de bout de son stick très britannique. Les lettres sont déchirées et les cassettes confisquées. Aucune explication n'est donnée à la soixantaine de « gailabeyes » qui d'ailleurs ne pensent même pas en demander. Le chauffeur ramène les passeports tamponnés aux deux seuls instruits d'autobus. C'est la ruée. Les passeports volent en l'air dans un froi-froi de feuilles froissées.

Bagdad, enfin

Dix-neuf heures, arrivée à Bagdad. Le voyage a duré plus de trois jours et coûté, au total, plus de 400 livres. En avion, il n'aurait duré que quelques heures mais coûté près de 700 livres. Les « oiseaux migrateurs » se dirigent presque tous vers Al Morabba. Il s'agit d'un grand café de la rue Al-Rachid au centre de Bagdad. Les premiers travailleurs égyptiens venus en Irak au début des années 70 en avaient fait leur point de rencontre. Avec le temps, les Égyptiens ont baptisé par extension « Al Morabba » toute la zone allant du Tigre à la rue Al-Djoumhouria.

Al Morabba est un quartier pauvre avec ses hôtels pour Égyptiens où l'on couche à quatre dans une chambre pour 2 dinars irakiens (3) la nuit. Ses restaurants comme Al Domyati ou Al Tantaoui portent le nom de villes égyptiennes et ne proposent que des mets égyptiens cuisinés et servis par des Égyptiens. Près de la place Al-Midan, les Égyptiens, habitués à tout réparer, ont créé un marché de l'électroménager d'occasion.

La livre égyptienne cohabite à Morabba avec le dinar irakien. Même la petite monnaie égyptienne est acceptée. Celui qui cherche à y changer des dollars au noir y est regardé avec suspicion.

C'est peut-être un agent de la sécurité irakien. A Morabba, on n'a pas oublié ces dix Égyptiens condamnés à mort en 1986 pour trafic de devises. Leur peine a été commuée en réclusion à perpétuité à la suite de l'intervention personnelle du président Moubarak. D'ailleurs, rares sont les « oiseaux migrateurs » possédant des billets verts. Interdit pour interdire, il vaut mieux partir d'Égypte avec des livres, billets plus familiers. Un Égyptien n'a-t-il pas été arrêté dans une banque du Caire alors qu'il prétendait changer un billet d'un million de dollars ?

Samedi, six heures du matin. La rue Al-Rachid grouille de groupes de vingt à trente personnes. Ce sont les journalistes. Un camion arrive. Ruée. Discussions. Douze ouvriers grimpent. Ils iront travailler dans un des chantiers de Bagdad à Guedida pour 7 dinars la journée.

Plombiers, charpentiers et maçons disparaissent dans les ruelles bordées de maisons à un étage situées entre la rue du Caire et celle du Cheikh-Msarout. Ils sont bientôt rejoints par tous ceux qui travaillent dans les ateliers et garages du quartier. Le soir, ils iront au cinéma de la rue du Caire qui projette les derniers films égyptiens avant de rentrer dormir à cinq ou six dans une chambre qui leur coûte 30 à 60 dinars par mois. Mais cela n'a pas d'importance car ils parviennent quand même à économiser. Demain, comme leurs compatriotes de Mousall à Bassora et les fellahs de Khales, ils iront faire la queue devant la banque d'Al-Rafedeyn pour envoyer de l'argent à leur famille en Égypte.

Retour au pays

Comme tous les « oiseaux migrateurs », les Égyptiens finissent toujours par rentrer chez eux, que ce soit au bout de neuf mois ou de quatre ans. Les préparatifs de départ comprennent un passage obligé à Morabba. On y achète des sacs géants en similicuir à 20 dinars qu'on remplit de cadeaux. Radiocassettes, lers à repasser, montres, vêtements, permettent d'écouler les dinars que l'on n'a pas pu envoyer.

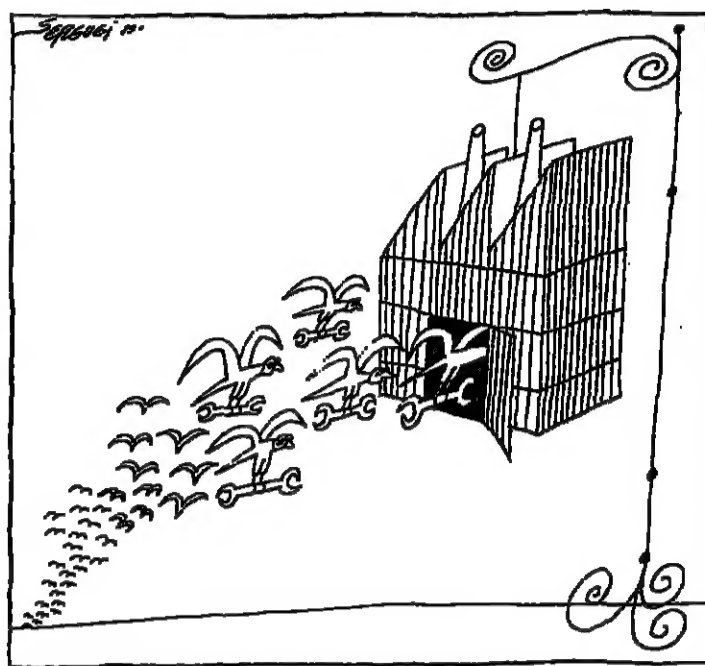
Aéroport Saddam. Les salles d'attente grouillent sous les « pantalons » et les « gailabeyes » qui viennent parfois trois jours à l'avance pour être sûrs de ne pas rater un avion dont les places ont dû être réservées depuis un mois. Une file d'une centaine de personnes attend devant le comptoir pour payer le poids excédentaire.

Port de Noueibaa. Le ferry accoste peu après minuit. Les « oiseaux migrateurs » montent par groupes de cinquante dans un tas de ferraille sur pneus qui les emmène pousivement vers les douanes. Les bagages suivent dans un camion. Les douaniers les font entrer dix par dix et leur font débiter leurs énormes sacs de toile de plastique et ouvrir leurs valises pleines à craquer. Tout le monde a sa cartouche de Marlboro, son bout de tissu, sa radiocassette et son mixer. La plupart ont aussi un ventilateur, une couverture, une Thermos, des produits alimentaires — caisses de pommes jordanaises, boîtes de compote et de cola, pistaches, riz — et des produits de lessive. Certains tiennent des attaches-cases et portent des lunettes de soleil imitation Ray-Ban. Un gailabeya a même ramené une plume de paon ! A côté des quelques réfrigérateurs, télévisions couleur et autres séchoirs rapportés par certains privilégiés, on trouve des matelas, des lits d'enfants et même un canapé en mousse.

A la sortie, le bus de l'East Delta Company attend. Mais cette fois il est accompagné d'un camion de démantèlement. C'est là que l'on casera tous les bagages que les soutes du bus ne pourront pas contenir. Après avoir perçu un supplément pour tout poids excédant les 50 kilos, le bus et le camion de démantèlement prennent enfin la route du Caire. Vive les vacances !

ALEXANDRE BUCCIANTI.

- (1) Une livre égyptienne égale 2,5 francs au taux officiel et 2 francs au marché parallèle.
(2) Un dinar jordanien égale 9,75 francs au taux officiel et 9,10 francs au marché noir.
(3) Un dinar irakien égale 20,30 francs au taux officiel et 1,95 franc au marché noir.



une cinquantaine de jeunes gens avancent. « Vous remplirez les fiches de vos camarades analphabètes », leur dit l'officier. Ils passeront les derniers, après avoir rempli plusieurs centaines de fiches de départ.

Mercrredi, deux heures du matin. Tout le monde est monté à bord du ferry, sauf deux « pantalons » et trois « gailabeyes ». C'est ainsi que les « oiseaux migrateurs » font la différence entre citadins et paysans. « Ils ont du trafic, et mal, leur permis de travail à l'étranger ou le papier du service militaire », présume un « pantalon » qui n'a pas cessé de donner des conseils aux « gailabeyes » pour qu'ils évitent de se faire rouler. Le ferry Al Hussein lève l'ancre et le voyage commence pour les sédentaires égyptiens.

Sept heures du matin. A la sortie des douanes d'Akaba, les passagers égyptiens du ferry sont canalisés vers un guichet au-dessus duquel est écrit : Assurance obligatoire, 2 dinars (2). L'assurance est en fait facultative, et les clauses sont tellement draconiennes que les assureurs sont assurés contre tout risque de dédommagement.

Devant la grille de sortie du port, un policier jordanien arrête les « gailabeyes » aussi bien que les « pantalons » d'un péremptoire « Mamnousse ». Ils ne sortiront du port que par paquets de soixante dans un autobus brinquebalant qui les mène à la banlieue de Rabya, où le car que l'on avait dit gratuit se révèle être payant. Celui qui prodiguait des conseils sur le bateau sort des rangs : « J'ai mon billet payé jusqu'à Bagdad ». Le policier désabusé regarde le bout de papier puis dit : « Bougre de gamin ! » (buffle).

« Encore un qui s'est fait arrêter par un bureau d'immigration au voyage. La compagnie qui doit le prendre à Bagdad n'existe même pas. » Plutôt que de perdre son temps en vaines plaintes, le donneur de conseils paie douze dinars et demi et monte dans un tout-terrain « se rendant directement à Bagdad ». Il a pris la précaution de noter le numéro de l'auto, mais, selon toute vraisemblance, « Monsieur-je-sais-tout » se fera encore une fois avoir.

Halte à Amman

Quatorze heures, arrivée à Amman. Tout le monde descend à Wahadat, le quartier des camps de réfugiés qui abrite la plupart des Égyptiens travaillant en Jordanie. Les « oiseaux migrateurs » s'égaillent. Certains montent dans les taxis jaunes d'Amman dont les

Fellahs et professeurs

L'ÉMIGRATION vers l'Irak a débuté en 1979 lors du lancement du projet agricole de Khales, au nord de Bagdad, une ferme pilote de cent quatre-vingt mille hectares. Des villages presque entiers ont été transférés de la vallée du Nil vers celle du Tigre. Ces fellahs ont formé le « noyau dur » des Égyptiens qui ont commencé à les rejoindre en Irak en 1978, après le boom pétrolier. La rupture des relations, en décembre 1977, après le voyage de Sadate en Israël et l'expulsion de l'Égypte de la Ligue arabe en avril 1979 par le sommet de Bagdad, n'a pas grandement affecté la présence égyptienne, qui n'a fait que croître. Durant la guerre avec l'Iran, une quinzaine de milliers d'Égyptiens se sont engagés dans l'équivalent irakien de la légion étrangère.

Les estimations divergent fortement quant au nombre d'Égyptiens vivant dans le pays du Tigre et de l'Euphrate. Les autorités irakiennes avancent le chiffre de « un million et quelques », tandis que le gouvernement du Caire parle de deux millions. Il est difficile de donner un chiffre exact compte tenu du continu va-et-vient.

Les Égyptiens n'ont pas besoin de visa pour entrer en Irak. Toutefois, ils doivent obtenir une « haouya » (carte d'identité) et subir un examen médical — les fellahs du Nil souffrent souvent de bilharziose — dans un délai de deux semaines maximum après leur arrivée. En 1988, quelque cent soixante-dix mille Égyptiens, pour la plupart analphabètes, ont été condamnés à six mois de prison et 500 dinars d'amende pour ne pas avoir respecté cette loi. Ils ont toutefois été graciés.

Le journaliste ou l'ouvrier non qualifié gagne entre 6 et

10 dinars par jour. Ils ont le droit de transférer 30 dinars par mois au taux officiel (1 dinar égale 3,2 dollars alors qu'il faut plus de 3 dinars pour faire 1 dollar au marché noir). Ceux qui sont engagés par contrat ont le droit de transférer 40 % de leur salaire, qui fluctue entre 150 et 250 dinars. Des réseaux de « viveurs » se sont créés. Un « viveur » est un chômeur qui, contre commission, vise pour quelqu'un d'autre son quota officiel de dinars en tant que journaliste.

Des situations enviables

Les Égyptiens en Irak, ce sont aussi des milliers d'ingénieurs, de médecins, d'agronomes et d'enseignants. Les professeurs d'université constituent la crème de la crème de la colonie égyptienne.

Le professeur Selama, qui a eu son doctorat en ingénierie à Leningrad, enseigne à l'université de Bagdad. Il est respecté par ses collègues irakiens, pour la plupart plus jeunes, et parfois même envié. Il vit en effet dans un luxueux appartement du quartier Al Mansour dont le loyer s'élève à 160 dinars, dont 150 remboursés par l'Etat. Il perçoit 570 dinars par mois, soit plus que ses confrères irakiens. A cela s'ajoute le privilège qu'il a de pouvoir verser chaque mois vers Le Caire 200 dinars au taux officiel, soit 1 800 livres. Il économise donc l'équivalent de deux fois et demie son salaire égyptien chaque mois.

Les expatriés d'Irak, de Jordanie, d'Arabie et du Golfe rapatrient chaque année plus de 2 milliards de dollars, soit plus que les revenus des exportations du pétrole, du tourisme ou du canal de Suez.

A. B.

Politique

Le programme du gouvernement

Onze « travaux d'Hercule » pour M. Rocard

A gauche, toute ! En cette période de préparation du congrès socialiste de mars prochain, M. Michel Rocard n'est pas en train de se consacrer à la gestion de son parti, ni dans un simple rôle de gestionnaire gouvernemental. Il a confié le soin à son directeur de cabinet, M. Jean-Paul Huchon, que l'on appelle parfois le « vice-premier ministre », de dresser clairement la ligne qu'il entend suivre dans les mois à venir tant pour son action à la tête du gouvernement que pour son comportement de patron d'un courant du PS.

AVIGNON
de notre envoyé spécial

« Jamais nous ne nous sommes retrouvés aussi nombreux, en même temps qu'au sein d'un parti », a dit M. Rocard à Avignon, mardi 29 août, à l'occasion des journées d'études de ses « amis ». M. Michel Rocard s'est ainsi réjoui de l'image de force tranquille et de sérénité offerte, deux jours durant par les rocardiens.

Cette force, il n'est pas en peine de la bénéficier lors du prochain congrès du PS. En attendant leur contribution, dont la publication est prévue pour la fin du mois de septembre, les rocardiens ont distribué un texte duré par les deux mots qui résument ce qui sera leur effort, « socialisme et démocratie », et qui se veut « un appel aux militants socialistes à soutenir l'action du président de la République, François Mitterrand, et du gouvernement de Michel Rocard ».

Les grands « chantiers »

La mythologie l'exige : les travaux d'Hercule sont au nombre de douze. M. Jean-Paul Huchon n'en a cité que onze, mais il a ajouté que ces « grands chantiers » devaient se situer dans « les progrès de la construction européenne », l'Europe ne devant pas être un espace « de contraintes et de renoncement ».

Le directeur de cabinet du premier ministre a donc cité onze actions fortes pour les « perspectives » intérieures de l'action gouvernementale :

- « Assumer et réaliser la loi d'orientation de l'éducation nationale ».
- « Financer une étape décisive dans la modernisation et le renouveau du service public » ; cela fera l'objet d'un séminaire gouvernemental le 21 septembre.
- « Engager avec les salariés de ce pays un pacte de croissance qui lie la compétitivité et l'efficacité du service public à un meilleur partage des revenus et à une croissance du pouvoir d'achat dans le secteur ».
- « Développer une grande politique du logement social », ce qui sera une des priorités du budget de 1990.
- « Financer les dépenses sociales en distinguant la solidarité (qui pourrait être financée par une cotisation sociale sur l'ensemble des revenus de l'assurance) », ce qui pourrait impliquer une réforme du financement des retraites.
- « Relancer la politique de l'emploi », notamment par une

lutte contre le travail précaire et par « une profonde réforme des emplois d'utilité collective ».

« Prendre en main le devenir de la région parisienne », ce qui est une tâche pour cinq à dix ans.

- « Engager une politique d'insertion des exclus », M. Huchon se prononce « à titre personnel » pour une « association » des immigrés à la vie locale et communale.
- « Développer la justice sociale », ce qui passe par une réforme de la fiscalité du patrimoine et de l'immobilier, par une baisse de la TVA sur la pharmacie et des produits de première nécessité, ainsi que par une modification du calcul de la taxe d'habitation pour qu'elle tienne compte du revenu des contribuables.
- « Poursuivre la logique de la décentralisation », c'est-à-dire « donner la compétence des collectivités locales, notamment régionales, promouvoir l'échelon intercommunal, réfléchir sur la pertinence des limites régionales et la taille de nos collectivités, renforcer l'intercommunalité ».
- « Renforcer la participation dans l'entreprise », notamment par une réglementation de l'intéressement. M. Huchon s'est aussi demandé s'il fallait « aller plus loin dans la ligne des lois Auroux », par un renforcement, notamment, du rôle des comités d'entreprise et par « la représentation des salariés dans tous les conseils d'administration, quelle que soit la taille de l'entreprise ».

Dans les quelques phrases politiques qu'il a prononcées, le premier ministre a expliqué que le PS « a besoin de se ressourcer dans la réflexion », tout en reconnaissant que le débat ne pourra pas exclure les « conflits de pouvoir ». Mais il a aussi remarqué que, dans les pré-tendances déjà publiées, il n'avait pas trouvé traces « d'offensives fondamentales », d'antagonismes vrais entre deux orientations politiques. Ses amis, dans leur communiqué, se sont chargés de détailler les « trois échecs » à éviter : la naissance de « nouveaux faux débats » camouflant de « vrais enjeux de pouvoir » ; la « méconnaissance de l'urgence de la solidarité gouvernementale » ; le « décalage entre nos discours de tribune et nos actes de responsabilité ».

Le chef du gouvernement, s'interdisant de livrer ses réflexions à ses seuls amis, a laissé ce soin à son principal collaborateur, M. Jean-Paul Huchon, se réservant d'en livrer lui-même le mode d'emploi, après avoir mesuré les premières réactions aux mesures annoncées par son directeur de cabinet.

Compromis et contrat

Le long discours de ce dernier ne fut pas un simple catalogue. Il aurait pu être prononcé par M. Rocard lui-même. M. Huchon a fait remarquer que si les socialistes sont « les héritiers de l'Etat-providence », celui-ci ne peut plus suffire à leur ambition. Il a aussi expliqué que la croissance doit « rester la première de nos tâches », ce qui interdit « de faire la chasse aux riches, aux cadres, aux patrons ». Mais il a ajouté qu'il faut « avancer sur le thème du partage », qu'il ne s'agit pas de « laisser configurer au gré des jeux de courants ou d'alliances ».

Détailant les conditions d'exercice du pouvoir, M. Huchon a rappelé que le « franc peut être victime d'une

apparence d'une image de politique laxiste, même à la marge », que le gouvernement ne dispose pas d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, ce qui lui impose de rédiger des textes pouvant « recevoir un large assentiment ». Il s'est donc félicité que « le positionnement politique du gouvernement » soit « en adéquation avec le centre de gravité de l'opinion publique », expliquant qu'il faudrait « demeurer ferme sur cette position ».

Niant qu'il y ait une « méthode Rocard », il a affirmé que le « pragmatisme ne peut suffire (...) lorsqu'on porte un projet de transformation sociale », mais que « le compromis est la clef de la cohésion sociale et du progrès de la société », et que « la démarche contractuelle suppose l'autonomie des rapports sociaux », ce qui implique de fournir aux partenaires sociaux les moyens de prendre conscience des « contraintes ».

Résumant cette méthode, il a déclaré : « Traitement de l'adversaire qui refuse l'adhésion, qui l'obtient au dialogue, et qui recherche le débat (...) ». Est-ce cela le « gouvernement mou » dont on nous rebat les oreilles ? Il faut plus de courage et plus d'efforts pour maintenir le niveau et l'intensité du dialogue démocratique que pour se laisser aller aux clameurs et aux pétitions de principe.

M. Huchon a pu, ainsi, détailler les premiers résultats obtenus : pacification politique, lutte contre les exclusions, politique de l'emploi, priorité à l'éducation, rénovation du secteur public, progrès du « partage » pour corriger l'évolution des revenus non salariaux, action internationale pour accroître le poids de la France. Il a ajouté qu'il n'est pas souhaitable de « jouer seulement les pions des volontés ». « Le funambule n'est pas nécessairement dangereux, mais il peut nuire à la vision du projet global ».

THIERRY BRÉHER.

Vaincre le doute

POUR affirmer la priorité qu'il accorde à ses préoccupations sociales, malgré le scepticisme des syndicats, M. Michel Rocard compte jouer sur plusieurs tableaux, quitte à accélérer les arbitrages prévus sur certains dossiers et à rester parfois dans l'ambiguïté.

Au chapitre des rémunérations dans la fonction publique, l'hôtel Matignon maintient le cap. Le pacte de croissance annoncé par M. Jean-Paul Huchon reprend les termes du « marché » proposé aux fonctionnaires : d'accord pour assurer des gains de pouvoir d'achat, mais à condition d'accepter que la productivité et la compétitivité du service public soient sensiblement améliorées. Un « pacte » qui ne devrait guère satisfaire les syndicats de fonctionnaires, qui réclament toujours un rattrapage salarial pur et simple.

En revanche, le gouvernement parait vouloir prendre à bras le corps le délicat dossier de la réforme de la protection sociale. Jusqu'à présent, M. Claude Evin, ministre de la solidarité — un proche de M. Rocard — se sentait plutôt isolé face au ministère des finances, hostile à la création d'une cotisation sociale généralisée qui permettrait de boucher le trou de la Sécurité sociale grâce à un prélèvement « plus juste » car calculé sur l'ensemble des revenus et non plus uniquement sur les salaires. Or M. Huchon évoque très précisément la mise en place d'une telle contribution et affirme la nécessité de réformer le système de retraite (la dérive des dépenses est de l'ordre de 10 milliards de francs par an). Toutefois, la nécessité de distinguer solidarité et assurance sociale n'est pas sans ambiguïté, les finances n'excluant pas de débudgétiser par ce biais certaines dépenses de l'Etat.

Quant à la politique de l'emploi, elle sera « relancée » avec le second plan emploi prévu au conseil des ministres du 13 septembre. Par ailleurs, l'hôtel Matignon évoque une

« réglementation de l'intéressement dans le secteur privé », ce qui satisfera les syndicats et, sans doute, pour répondre aux critiques venues de sa gauche, propose de prolonger les lois Auroux en encourageant la représentation des salariés dans le conseil d'administration des sociétés privées, quelle que soit leur taille. Cette dernière éventualité risque néanmoins de laisser perplexes nombre de syndicalistes.

Les propositions de M. Huchon en matière de TVA s'écartent partiellement des projets actuellement débattus pour la préparation du budget 1990, qui semblent s'orienter vers un allègement du taux majoré de 28 % sur certains produits. Elles laissent entrevoir une baisse du taux sur les produits de première nécessité et sur la pharmacie, actuellement de 5,5 %. Or, abaisser ce taux paraît difficile, l'harmonisation européenne devant imposer un taux minimum à 5 % et exclure les exemptions. Quant à la baisse de la TVA sur le médicament, soutenue par le ministère des finances, elle devrait permettre d'alléger de quelques centaines de millions de francs les dépenses de l'assurance-maladie.

JEAN-MICHEL NORMAND.

Devant les jeunes Giscardiens

RPR et UDF reprennent leurs discussions sur l'organisation de l'opposition

SAINT-MALO
de notre envoyé spécial

« Nous donnons vraiment l'impression aujourd'hui que l'opposition est un jeu d'enfant ! » s'est exclamé M. Philippe Vasseur, membre du bureau politique du Parti républicain, mardi 29 août, devant le Mouvement des jeunes pour la démocratie française (ex-Jeunes Giscardiens) réuni en université d'été du 26 au 30 août à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). L'auteur de la Droite la plus bête du monde a dénoncé la « comédie surréaliste, version Dada » que jouent selon lui l'UDF et le RPR : « On en est à se demander quelles idées nous allons défendre... ». Les idées, a-t-il ajouté, nous les avons et cela ne suffit pas d'avoir une plateforme supplémentaire. C'est au contraire un alibi pour se cacher le vrai débat de fond qui est : quelle opposition aujourd'hui et comment l'organiser ?

« Il n'y a pas de substitut à la victoire », lui a rétorqué M. Alain Lamassoure, porte-parole de l'UDF en rappelant que l'UDF et le RPR avaient « perdu les grandes élections de 1988 et [que] les idées qu'ils incarnent ont été dévalorisées aux yeux de l'opinion publique ». « Nous avons donc le devoir d'actualiser notre programme en vue des combats futurs », a-t-il affirmé.

Le débat ainsi relancé, les responsables de l'opposition ont pu reprendre à Saint-Malo leur canevas, au point où ils l'avaient abandonné la veille de la trêve estivale. Manquant toutefois à l'appel MM. Pierre Méhaignerie, président du CDS, Alain Madelin et Gérard Longuet, respectivement secrétaire général et délégué général du Parti républicain, et Edouard Balladur, tandis que M. Valéry Giscard d'Estaing, arrivé en fin de journée, avait fait savoir qu'il n'interviendrait pas dans cette discussion. Les responsables présents, membres du RPR pour la plupart, ont en revanche discuté des perspectives d'avenir de la droite parlementaire.

Chacun a, bien entendu, appelé de ses vœux l'union de l'opposition nécessaire pour gagner et gouverner dans la durée, « sans perdre de vue », a insisté M. Alain Juppé, pour le secrétaire général du RPR, il s'agit désormais « de parler un peu moins de l'union et de la faire davantage ». C'est pourquoi il

a précisé le calendrier des conventions régionales par thème qui doivent préparer la tenue, l'an prochain, d'états généraux de la droite. Souhaitant que « ces états généraux ne tombent pas dans les oubliettes de l'histoire », M. Juppé a proposé que « dès le mois de novembre prochain » une première convention thématique soit organisée.

Guerre des chefs et débat d'idées

M. Philippe Séguin s'est également déclaré favorable à « une démarche positive et pragmatique », devant impérativement « aboutir à l'union ». Et d'insister : « les progrès » réalisés en ce sens en six mois : substitution du vote par tête au vote par parti ; création d'un intergroupe parlementaire ; perspective d'un accord sur l'organisation de primaires lors de l'élection présidentielle.

M. Lamassoure leur a emboîté le pas tout en précisant que ces états généraux devraient « déboucher sur une assemblée constituante » chargée de la formation « d'une nouvelle organisation politique dont il s'agira de définir les contours et qu'il faudra nommer ». La porte-parole de l'UDF a jugé qu'il était « absolument nécessaire de se mettre d'accord sur une règle du jeu commune ». « Tel est le cas au sein du PS », a observé M. Lamassoure. « Ce qu'on appelle guerre des chefs à droite est devenu chez eux un débat d'idées ».

M. Nicolas Sarkozy (RPR) s'est demandé quelle organisation serait la meilleure afin que les électeurs du CDS qui ont voté pour M. Mitterrand lors de l'élection présidentielle reviennent dans l'opposition. « Devons-nous reconnaître aux centristes leur diversité sans leur faire de procès d'intention tous les matins ? (...) Devons-nous gonfler nos expertises » afin de leur permettre de revenir pleinement dans l'opposition ou « serons-ils plus efficaces en étant autonomes » ?

En réponse M. Séguin a remarqué que « l'opposition n'est pas assez forte pour se priver d'une de ses composantes ». « Il faut préserver, a-t-il ajouté, l'opposition dans tous ses contours et toutes ses richesses afin que les centristes ne s'y sentent jamais déplacés ni dépayés ».

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE.

Face aux Jeunes démocrates-sociaux

M^{me} Veil pousse les « rénovateurs » à faire preuve de « beaucoup de courage »

M^{me} Simone Veil a ouvert, mardi 29 août, l'université d'été des Jeunes démocrates-sociaux, réunis jusqu'au samedi 2 septembre, à Ramatuelle (Var). M^{me} Veil a estimé que le score de la liste enregistrée le 18 juin dernier aux élections européennes « n'était pas négligeable », qu'il correspondait au poids du centre, lequel pouvait, selon elle, se comparer désormais au poids du Parti libéral en RFA. « Brûlez pour cent, a-t-elle déclaré, c'est déjà une force qui compte », estimant que le centre en France « est victime des institutions qui instaurent le bipartisme » et « de systèmes d'alliances électoraux artificiels ».

M^{me} Veil a également exprimé ses regrets quant au comportement des « rénovateurs » : « Ils ont laissé passer l'occasion des élections européennes, a-t-elle expliqué, pour renouer les structures de la vie politique. C'est très regrettable. C'est par les idées maintenant qu'ils devront renouer, et on les testera sur le terrain. Il leur faudra beaucoup de courage. On verra s'ils savent dépasser les clichés de leurs formations pour débattre des grands sujets de société. Sinon, ils seront repris chacun dans sa structure. Ce n'est pas le vent de l'histoire qui les

emportera, mais la mollesse des vagues ».

S'exprimant également devant les jeunes centristes, l'un de ces « rénovateurs », M. Bernard Bosson (CDS) a apporté une première réponse à M^{me} Veil. Rappelant que le mouvement des « rénovateurs » est pour l'essentiel « un cri d'alarme » et d'angoisse « devant la sclérose actuelle de l'opposition, l'ancien ministre a observé que, compte tenu des institutions de la 5^e République, la revendication d'autonomie du centre exprimée par les militants n'est, à ses yeux, pas réaliste. « Le CDS a un rôle capital à jouer dans l'opposition, a-t-il déclaré. Il est la clé de l'alternance. Le CDS a surtout le devoir d'exister, et pour cela il doit se prononcer pour une stratégie d'alliance électorale dans l'opposition ; faute de quoi, il est menacé de disparition ».

Cette université d'été des jeunes centristes devait être également marquée par la visite, jeudi, en voisin, du maire de Fréjus et président du Parti républicain, M. François Léotard, et par la rentrée politique du président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, samedi. Pour le premier fois depuis dix ans, M. Raymond Barre a préféré ne pas répondre à l'invitation des JDS.

M. Chevènement devant les jeunes socialistes

« Nous sommes le grand parti républicain de la fin du vingtième siècle »

ALBI
de notre envoyé spécial

M. Jean-Pierre Chevènement a indiqué, dans les grandes lignes, mardi 29 août, devant les jeunes socialistes réunis, à Albi, les thèses que Socialisme et République va défendre au congrès du PS, en mars prochain. « Nous sommes le grand parti républicain de la fin du vingtième siècle », a-t-il déclaré, en expliquant que les socialistes doivent « fermer la parenthèse du libéralisme, fait-il social » et mener à bien « une œuvre comparable à celle des républicains dans les dernières années du dix-neuvième siècle ». Cela passe, a-t-il dit, par la réduction des inégalités, par une « politique de naturalisation » visant à « intégrer la société française », par la défense d'une identité européenne « ouverte à l'est, mais aussi au sud ». Cela suppose aussi que la République assume sa fonction « enseignante » et éduque les futurs citoyens. « Quel qu'il arrive, a dit M. Chevènement, les socialistes des années 80 seront solidaires devant le jugement de l'Histoire (...). Nous devons être particulièrement vigilants et exigeants sur les conditions de la réussite ».

Les jeunes socialistes auront connu, mardi, une journée Socialisme et République. Le matin c'était M. Pierre Guindon, membre du secrétariat national du PS, qui donnait son analyse de l'histoire du socialisme en France, en soulignant que le mouvement ouvrier avait dû surmonter la tentation de « faire socialism » par rapport à l'Etat, tentation d'où est issue une tradition qui a modelé le syndicalisme. Selon M. Guindon, « dans un pays comme la France, c'est une sortie absolue

que de parler en opposant l'Etat et la société civile ». « L'Etat démocratique républicain en France, a-t-il ajouté, n'est pas autre chose que la communauté des citoyens ». Aussi juge-t-il que « faire représenter la société civile en tant que telle dans les organes du pouvoir c'est une contradiction dans les termes ».

En fin d'après-midi, c'est M. Max Gallo, membre lui aussi du secrétariat national du PS, qui a évoqué l'homme de la synthèse entre le courant socialiste et l'engagement républicain, Jean Jaurès, qui fut député du Tarn. Les jeunes socialistes sont allés visiter, à Castres, le musée consacré au fondateur du Parti socialiste. Convaincus qu'il leur faut, selon la formule de Jaurès, « aller à l'idéal et comprendre le réel », ils se sont joints le soir même dans une lambada d'enfer.

P. J.

● M. Badinter et la saisine du Conseil constitutionnel. — Dans un entretien publié par le Figaro du 30 août, M. Badinter explique que l'extension aux citoyens de la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel n'est pas seulement « une question de technique juridique permettant d'éviter que s'inscrivent dans notre législation des textes inconstitutionnels », mais aussi « une affaire de démocratie ». Le président du Conseil constitutionnel ajoute : « Les citoyens ne peuvent se contenter de déléguer à autrui le pouvoir de faire respecter leurs droits fondamentaux. Ils ne peuvent être considérés comme des mineurs constitutionnels qui seraient à s'en rapporter à la sagesse et à la compétence des hautes autorités de l'Etat et des parlementaires pour défendre leurs droits ».

سكنا من الأصل

Société

Les retombées de la crise dans la gendarmerie

Le ministère de l'intérieur s'attend à une forte contestation dans la police nationale

Le ministère de l'intérieur s'attend à un mouvement revendicatif important et déterminé des policiers à partir de la mi-septembre. Principale organisation syndicale de la police nationale, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), en effet,

Depuis une semaine, place Beauvau, au siège du ministère de l'intérieur, on ne décote plus. Certes, officiellement, M. Pierre Joxe n'a pas d'état d'âme : « Vouloir m'opposer à Chevènement, c'est ridicule ; au contraire, je l'ai soutenu », répète-t-il à l'envi. Officieusement, les sentiments profonds de son entourage, comme ceux des hauts responsables du ministère, sont bien loin de cet angélisme apparent. « La méthode de l'extinction, ça ne règle rien, résume l'un d'eux. Un coup pour les uns, un coup pour les autres, ça donne l'illusion de l'efficacité. Mais ça n'est pas la solution. Ce n'est que le début de la crise, mais, de plus, il se propage ailleurs. »

Solidarité gouvernementale oblige, M. Joxe laisse entendre que si les policiers, à leur tour, franchissent la « ligne jaune », c'est à son collègue de la défense, il se « fâchera ». Pourtant, c'est peu dire qu'au ministère on comprend l'exaspération syndicale. Ce n'est pas seulement M. Chevènement qui est soupçonné d'avoir voulu faire oublier, dans un zèle corporatiste excessif, ses premiers déclarations selon lesquelles « la gendarmerie n'est pas en crise » (le Monde du 29 juillet). C'est la manière dont a été gérée la crise de la gendarmerie qui est présentée comme l'exemple parfait d'une gestion gouvernementale imprévoyante, « en catastrophe », sans réflexion d'ensemble.

Au lieu de livrer à une réflexion globale sur la sécurité intérieure, ses forces, ses moyens, ses crédits, ses personnels, on a préféré parer au plus pressé, sans prendre conscience que, dans un système de vases communicants, cette précipitation nourrirait les surenchères policières. Attaché, de longue date, à une programmation pluriannuelle de la modernisation policière, qui s'accompagne d'une pédagogie auprès des personnels, invités à s'impliquer et à prendre patience, le ministère de l'intérieur se sent ainsi brusquement déstabilisé.

annoncé que, si elle n'obtenait pas immédiatement 600 francs d'augmentation pour tous, elle appellerait, le 15 septembre, à un mouvement national d'action illimitée. La FASP a appelé ses adhé-

Le résultat est là : élément modérateur au sein de la police nationale depuis 1981, la FASP est aujourd'hui prête à partir en guerre ouverte. Directeur général de la police nationale, M. François Ronseley a pu tester sa détermination en s'entretenant récemment avec le secrétaire général du syndicat, M. Bernard Deleplace. Pas de compromis à l'horizon et un retour à l'action revendicative la plus classique, loin de toute négociation de couloir. De fait, M. Deleplace a ignoré de récents appels du pied de conseillers de l'Elysée et de l'hôtel Matignon détracteurs de la revendication. C'est que la mauvaise humeur des gendarmes est intervenue alors que la FASP avait engagé, depuis avril, un mouvement revendicatif sur fond d'élections professionnelles en décembre.

Différences de salaires

Les policiers estiment avoir joué, depuis quatre ans, le jeu du plan de modernisation 1985-1990, adoptant un discours qualitatif (amélioration de la formation, de la qualification, de l'organisation des services) et non plus quantitatif (abandon notamment de la revendication d'effectifs supplémentaires). Mais cet effort ne leur paraît pas avoir été compensé par des avantages catégoriels significatifs. En d'autres termes : travailler mieux et autrement, d'accord, mais à condition que cela ne se fasse pas « sur le dos des personnels ». Or, les quelques mesures « catégorielles » obtenues à l'été 1988 au budget 1989 ne se sont pas traduites dans les feuilles de paie policières, le ministère du budget manifestant, selon la FASP, « une mauvaise volonté évidente ».

Bref, dans ce service public, comme dans d'autres, l'austérité ne passe plus. Elle passe encore moins maintenant que le gouvernement a brusquement cédé devant une suc-

ET POUR COMMENCER NOUS DEMANDONS UNE PRIME D'IMPOPULARITÉ.



cession de lettres anonymes de gendarmes, alors même qu'il semblait déterminé à refuser les avantages budgétaires réclamés par les syndicats policiers. La fureur de ces derniers est à son comble depuis qu'il ont appris que certains membres de l'état-major particulier du premier ministre faisaient parvenir discrètement à la direction de la gendarmerie les documents de travail budgétaires concernant la police nationale, ébauchés par M. Ronseley et M. Jean-Paul Huchon, directeur du cabinet de M. Rocard. Rien n'explique plus les policiers que l'impression selon laquelle les gendarmes n'auraient obtenu qu'un simple rattrapage face à une police nationale choyée par le gouvernement.

C'est tout l'inverse, répliquent à l'unisson syndicalistes et hauts fonctionnaires de l'intérieur. Et si

rents à élaborer les modalités de ce mouvement, forcément originales s'agissant de fonctionnaires qui, depuis 1948, n'ont pas le droit de grève. Les concessions faites aux gendarmes, mercredi 23 août, encourageant les syndicalistes policiers à hausser le

l'on s'en tient à la réalité des chiffres, ils n'ont peut-être pas tort. Paradoxalement, en effet, la crise de la gendarmerie a permis de lever un lièvre inespéré pour les policiers : les différences de salaires entre les deux corps. Théoriquement, depuis 1977, policiers et gendarmes vivent un régime de « parité » salariale, obtenu d'ailleurs après une importante mobilisation des syndicats de police. Or, quand, mardi 22 août, lors de l'ultime réunion interministérielle présidée par M. Huchon avant l'annonce des mesures prises en faveur des gendarmes, le ministère du budget présente un tableau comparatif des émoluments des uns et des autres, tous les participants ont dû en convenir : à indice égal, toutes indemnités comprises, les salaires nets des gendarmes sont supérieurs de 1 000 à 2 000 francs à ceux des policiers.

Explosif, ce document est aujourd'hui jalousement gardé par le ministère de la fonction publique, mais son contenu ne surprend pas la FASP, qui a fait ses propres calculs. En incluant l'indemnité de résidence, l'indemnité de nuit et la prime du secrétaire général à l'administration de la police (SGAP), bref toutes les primes possibles, un gardien de la paix au premier échelon (indice 256) touche un salaire net mensuel de 6 845,31 francs. En incluant l'indemnité de résidence (identique), l'indemnité de sujétions spéciales et les trois indemnités propres à l'institution militaire (indemnité de charges militaires, prime de qualification, prime de service), un gendarme au premier échelon (indice 256) perçoit 7 845,79 francs.

Le même calcul opposé, à l'indice 417, le brigadier-chef au premier échelon à l'adjoint-chef : 11 117,30 F contre 12 435,59 F. Mais les additions des policiers ne s'arrêtent pas là. Ces derniers rap-

ton, d'autant plus qu'un document budgétaire vient de faire apparaître des différences de salaires allant de 1 000 à 2 000 francs, à fonctions égales, entre gendarmes et policiers, en faveur des premiers.

L'organisation syndicale avait déjà eu recours à ce type d'action : en mars 1971, face à la politique de l'époque, M. Raymond Marcellin, et en mars 1981, quelques mois avant l'élection de M. Mitterrand. La rupture entre ce syndicat, dont certains dirigeants sont proches du Parti socialiste, et le gouvernement semble profonde. Depuis plusieurs années, la FASP avait adopté une démarche à tout prendre « rocardienne » : un syndicalisme de proposition, soucieux de s'engager dans des réformes de longue durée, participant d'une sorte de coproduction service public. Aujourd'hui, elle a le sentiment de ne pas avoir pas perçu les dividendes : « On nous pique nos idées sans droits d'auteur et l'indemnité ne suit pas. Aussi son engagement nouveau dans « un syndicalisme de contestation », loin d'être conjoncturel, marque-t-il un tournant, semblable au nouveau discours de Force ouvrière, voire à celui de la CGT.

« 600 francs : un minimum »

Ce tableau ôte tout scrupole corporatiste à la FASP, si d'aventure elle en avait eu. D'autant plus qu'elle avait prévu de longue date ses interlocuteurs : en mars 1988, M. Deleplace avait déjà fait remarquer que la revalorisation de 12 % de l'indemnité pour charges militaires décidée par le gouvernement Chirac creusait l'écart. Estimant que ses « 600 francs pour tous » ne sont, désormais, plus qu'« un minimum », la FASP est décidée à contourner le statut spécial imposé aux policiers en se lançant dans des formes d'actions originales. Rien n'est encore public, mais l'on croit savoir que celle-ci appellera ses adhérents à ne plus assurer que les tâches destinées au public, à organiser eux-mêmes leur travail collectivement, à diffuser des tracts à la population, à remplacer les contraventions par-de faux PV exposant les revendications, voire à occuper les commissariats.

EDWY FLEURY

Hôtels sans étoiles

(Suite de la première page.)

L'hôtel ne comptait ni douche ni salle de bain, les WC étaient sur le palier et le petit lavabo installé au fond de la chambre n'offrait que de l'eau froide depuis des mois. Car, affirmait le propriétaire, « la chaudière était en panne ». Tous les 8 ou 10 jours, il venait frapper à la porte pour réclamer son loyer : 1 200 F, l'ancien, qui est maçon dans la région parisienne, devait tout régler en liquide. En sept ans, malgré ses demandes, il n'a pas reçu une seule quittance de loyer. « On n'habite pas là-bas pour se faire un plaisir », souligne-t-il, mais on n'a pas toujours le choix. Ça ne sert pas à grand-chose de passer par une agence ou des petites annonces parce qu'ils demandent des salaires élevés. En plus, ils préfèrent ne pas trop donner aux gens de couleur. Il y a aussi les HLM mais je connais des gens qui attendent depuis cinq ans. A quoi ça sert d'aller s'inscrire sur une liste où il y a déjà des milliers de gens ?

La nécessité. Le provisoire aussi. Et finalement, l'habitude. Au fil des ans, « on ne remarque plus rien », dit-il. Les locataires ferment les

yeux, se rendent aux douches municipales et finissent par acheter quelques meubles tant l'« ordinaire » est déprimant. « Ces hôtels n'ont de meublé que le nom », explique Mamadou, qui est arrivé en France il y a huit mois. On trouve un lit défoncé, une chaise et une armoire dans un coin. C'est tout. Il y a eu beaucoup qui rachètent des lits et des chaises décentes. Ils sont aussi obligés d'ajouter un réchaud puisqu'il n'y a pas d'eau chaude. Ne serait-ce que pour se faire un café le matin.

Cinq personnes dans la même chambre

Le propriétaire a d'ailleurs su profiter de ces installations de fortune. Ces réchauds à gaz, qui coûtent 70 F dans le commerce, ont été subitement anoblis : certaines des rares factures établies par l'hôtel portent un supplément intégré à la rubrique... « cuisine ». 200 F pour certains, 220 F pour d'autres. Il n'y avait pourtant ni eau chaude ni cuisine collective. Ces suppléments étaient aussi fluctuants que les

loyers mensuels : les tarifs affichés sur les portes des chambres étaient rarement respectés. Pour des chambres comparables, Abdelkader payait 950 F, Inacio 1 200 F, Laboussine 1 500 F et Mamadou 1 800 F. « De toute façon, c'était toujours la même somme », remarquent les résidents du report. Quelque hôtels ne permettent pas d'autre moyen de chauffage que le gaz en bouteille. Les WC sont toujours sur le palier et 75 % de ces hôtels ne comportent pas de douche, même collective. L'état général est pourtant « relativement correct », notent les reporters qui restent impressionnés par la mauvaise qualité des bâtiments : 65 % des exploitants — dont un tiers sont des Maghrébins — n'entretenaient pas leur bien de manière « correcte ».

Difficile, pourtant, de les y contraindre. L'hygiène et la sécurité sont contrôlées à Clichy par le commissariat de police, la mairie — à travers son bureau municipal d'hygiène — et la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) — qui compte un service de l'« hygiène du milieu ». Des interventions dispersées et souvent décalées : les visites de contrôle ne sont pas très fréquentes faute de temps et de moyens. La police peut verbaliser et alerter la DDASS, qui prépare les injonctions de travaux ou les arrêtés préfectoraux, mais les procédures sont longues et les propriétaires traînent si bien les pieds qu'ils finissent par retarder ou même éviter les travaux.

Difficile, aussi, de lancer des opérations de longue haleine : les propriétaires et les gérants changent souvent et les visites de contrôle ne sont pas très fréquentes faute de temps et de moyens. La police peut verbaliser et alerter la DDASS, qui prépare les injonctions de travaux ou les arrêtés préfectoraux, mais les procédures sont longues et les propriétaires traînent si bien les pieds qu'ils finissent par retarder ou même éviter les travaux.

Gestion désinvolte

Sur les 1 074 chambres louées au mois dans les hôtels meublés de Clichy, 69,5 % sont ainsi occupées par des immigrés célibataires d'origine maghrébine âgés de plus de trente ans (1). Ces hôtels accueillent bien quelques couples et familles, mais ils sont plus rares : 11,5 % du total. Ce qui représente tout de même quarante-cinq familles. Les services chargés de l'étude sur les hôtels meublés de Clichy ont pu découvrir jusqu'à cinq personnes logées dans la même chambre : quatre enfants et leur mère vivant dans une pièce de moins de 10 mètres carrés.

Les deux tiers de ces hôtels n'offrent pas d'eau chaude dans les chambres et 22 % d'entre eux ne disposent pas du chauffage central.

Parmi ces derniers, beaucoup ne permettent même pas l'installation d'un chauffage individuel car la ventilation est insuffisante ou les conduits de cheminée absents. « Un certain nombre d'occupants se chauffent à l'aide d'un poêle réfilé à un conduit de cheminée brisé », remarquent les résidents du report. Quelque hôtels ne permettent pas d'autre moyen de chauffage que le gaz en bouteille. Les WC sont toujours sur le palier et 75 % de ces hôtels ne comportent pas de douche, même collective. L'état général est pourtant « relativement correct », notent les reporters qui restent impressionnés par la mauvaise qualité des bâtiments : 65 % des exploitants — dont un tiers sont des Maghrébins — n'entretenaient pas leur bien de manière « correcte ».

Difficile, pourtant, de les y contraindre. L'hygiène et la sécurité sont contrôlées à Clichy par le commissariat de police, la mairie — à travers son bureau municipal d'hygiène — et la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) — qui compte un service de l'« hygiène du milieu ». Des interventions dispersées et souvent décalées : les visites de contrôle ne sont pas très fréquentes faute de temps et de moyens. La police peut verbaliser et alerter la DDASS, qui prépare les injonctions de travaux ou les arrêtés préfectoraux, mais les procédures sont longues et les propriétaires traînent si bien les pieds qu'ils finissent par retarder ou même éviter les travaux.

Difficile, aussi, de lancer des opérations de longue haleine : les propriétaires et les gérants changent souvent et les visites de contrôle ne sont pas très fréquentes faute de temps et de moyens. La police peut verbaliser et alerter la DDASS, qui prépare les injonctions de travaux ou les arrêtés préfectoraux, mais les procédures sont longues et les propriétaires traînent si bien les pieds qu'ils finissent par retarder ou même éviter les travaux.

Réhabilitation

Que faire donc s'il faut tenter de racheter les hôtels les plus dégradés pour en faire des immeubles décentes ? La mairie peut, bien sûr, attendre une mise en vente mais les bâtiments les plus vétustes peuvent faire l'objet d'arrêts de péril imminent et être détruits. La mairie est alors tenue de reloger tous les loca-



naires de l'hôtel. Ce qui n'est pas toujours très aisé. « Nous ne voulons pas nier l'utilité de ces hôtels meublés car ils répondent aussi à un besoin », souligne M. Gilles Catoire, le maire socialiste de Clichy. Cependant, beaucoup de gérants cherchent à éviter les visites de contrôle en ne permettant pas d'autre moyen de chauffage que le gaz en bouteille. Les WC sont toujours sur le palier et 75 % de ces hôtels ne comportent pas de douche, même collective. L'état général est pourtant « relativement correct », notent les reporters qui restent impressionnés par la mauvaise qualité des bâtiments : 65 % des exploitants — dont un tiers sont des Maghrébins — n'entretenaient pas leur bien de manière « correcte ».

Difficile, pourtant, de les y contraindre. L'hygiène et la sécurité sont contrôlées à Clichy par le commissariat de police, la mairie — à travers son bureau municipal d'hygiène — et la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) — qui compte un service de l'« hygiène du milieu ». Des interventions dispersées et souvent décalées : les visites de contrôle ne sont pas très fréquentes faute de temps et de moyens. La police peut verbaliser et alerter la DDASS, qui prépare les injonctions de travaux ou les arrêtés préfectoraux, mais les procédures sont longues et les propriétaires traînent si bien les pieds qu'ils finissent par retarder ou même éviter les travaux.

Que faire donc s'il faut tenter de racheter les hôtels les plus dégradés pour en faire des immeubles décentes ? La mairie peut, bien sûr, attendre une mise en vente mais les bâtiments les plus vétustes peuvent faire l'objet d'arrêts de péril imminent et être détruits. La mairie est alors tenue de reloger tous les loca-

« Une opération semblable a été menée boulevard Jean-Jaures, dans un immeuble très dégradé, explique M. Jean-Mary Seavenne, directeur depuis 1980 de l'office HLM de la ville, qui possède deux mille neuf cents logements à Clichy. Dans ce bâtiment, quatorze logements seront livrés à l'automne. Ces opérations ont été menées et nous en avons lancé deux autres dans les montages financiers sont en cours. Tous les habitants de ces immeubles ont été relogés dans notre patrimoine sur Clichy, et ceux qui veulent revenir dans les lieux après la réhabilitation pourront le faire. »

Mamadou et ses camarades, aux derniers jours, ils sont passés dans leurs chambres noires réaménagées « le plus gros » pour l'apporter au centre du Landy, un espace municipal doté de quelques chambres et d'un dortoir où ils sont hébergés. Mais cette fois, même les plus habituels d'entre eux refusent de retourner dans un « meublé ». « On n'oublie pas comme ça », souligne Louisa, qui a pourtant quarante-trois ans d'hôtel meublé derrière lui. Maintenant, j'aimerais bien retrouver un logement. Un vrai.

ANNE CHEMIN

(1) Le rapport du PACT-ARIM des Hauts-de-Seine sur les hôtels meublés avait pour but de « permettre à la municipalité de définir une stratégie sur ces bâtiments en pleine connaissance de cause ». Il a étudié de près les cinquante-sept hôtels meublés qui existent à Clichy en 1988.

Marchands de sommeil et « gagne-petit »

Les hôtels meublés sont-ils rentables ? Le rapport remis à la mairie de Clichy par l'Union départementale du PACT-ARIM (Centre de prospective et d'action contre le trafic d'immobilier) pour la restauration immobilière des Hauts-de-Seine en juin 1988 s'efforce d'évaluer les chiffres d'affaires des cinquante « meublés » fonctionnant normalement depuis au moins six mois dans la ville. Selon le rapport, le moitié des hôteliers disposent d'un chiffre d'affaires mensuel compris entre 20 000 et 100 000 francs. Ils doivent cependant prélever sur cette somme les frais d'entretien, d'eau, d'électricité, et éventuellement de chauffage, et la location des murs s'ils ne sont pas propriétaires, à quoi s'ajoutent parfois — rarement — les remboursements d'emprunts souscrits pour l'achat du fonds de commerce.

En fait, dans quatre cas sur cinq, ces sommes sont complétées par d'autres activités : 80 % de ces hôtels possèdent un bar et certains y ajoutent un restaurant. Il existe aussi des propriétaires qui possèdent d'autres commerces à Clichy : bistrots, hôtels de tourisme, locations d'appartements à l'année, garage.

Au total, et selon ce rapport, 42 % des hôtels permettant à l'exploitation de mener une vie « correcte » et 10 % d'entre eux disposent des bénéfices suffisants pour autoriser de gros investissements. Le rapport considère, cependant, ces exploitants comme des « gagne-petit » et qui parviennent à vivre par l'accumulation de petits revenus.

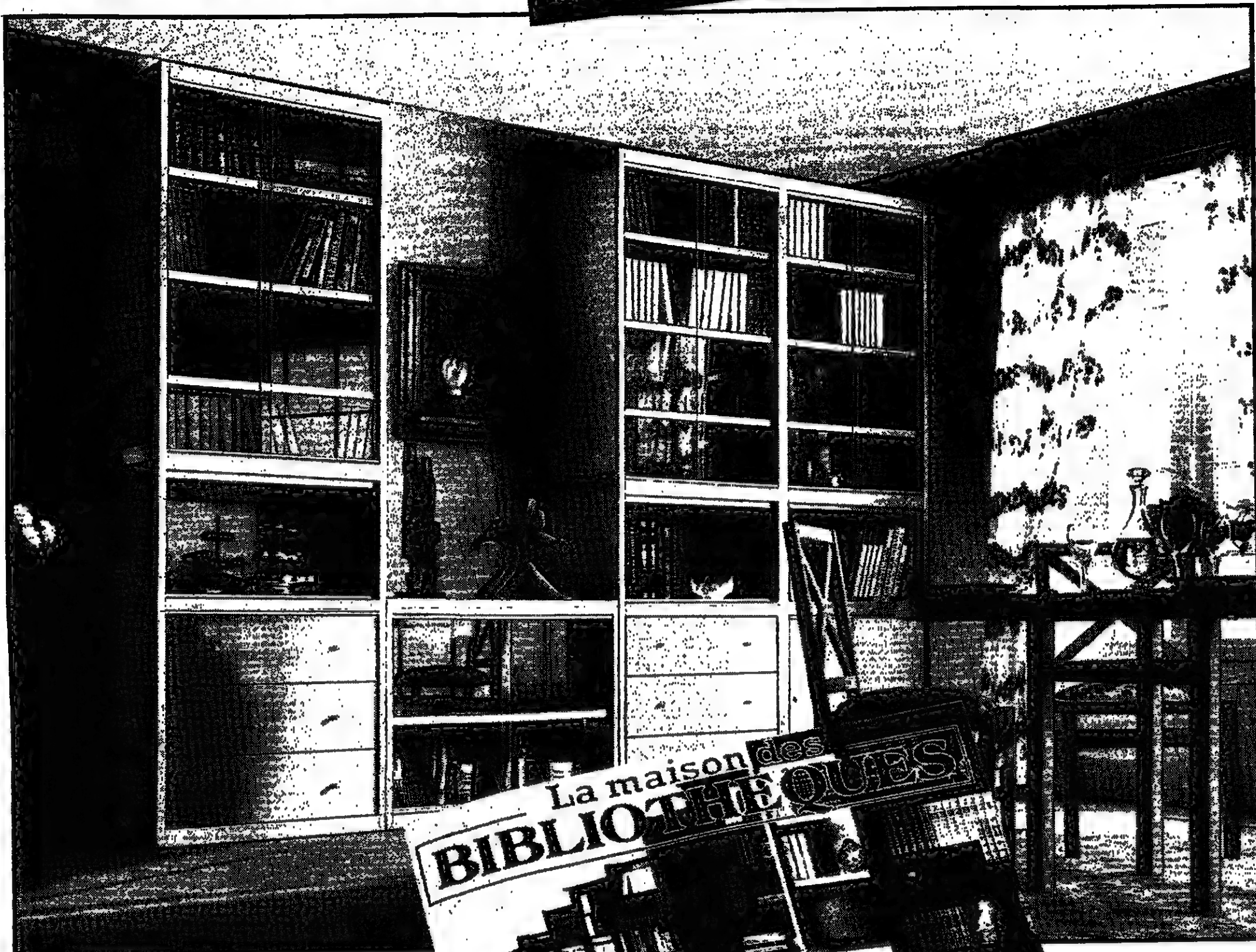
Parmi ces hôteliers, un quart sont classés comme « marchands de sommeil », qui cherchent avant tout à « retirer un maximum de profit avec un minimum d'investissement » : le taux de remplissage de ces « meublés » est très élevé, et l'entretien de l'immeuble est réduit au strict minimum. Les six hôtels de ce type qui s'adressent à une clientèle de travailleurs immigrés maghrébins ont tous fait l'objet, au moins une fois, d'une injonction de travaux ou d'un arrêté de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) au cours des dernières années. Les autres, où l'on trouve une clientèle plus variée, appellent, souligne le rapport, « un suivi permanent pour éviter que le défaut d'entretien ne les fasse glisser vers la taudification ».

A.C.



La maison des BIBLIOTHEQUES

vous offre son **nouveau** catalogue



VISITEZ NOS MAGASINS

A PARIS

61 RUE FROIDEVAUX 75014

Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption. RER : Denfert-Rochereau - Métro : Denfert-Rochereau - Gare - Edgar-Quinet - Autobus : 28-39-55-65 - SNCF : Gare Montparnasse.

- | | |
|--|---|
| ARPAJON
13, Rte Nationale 20 (200 m avant la sortie Arpaion-Centre). Tél. 84 90 05 47. | NANCY
8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 83 32 84 84. |
| BORDEAUX
10, rue Buffard. Tél. 56 44 39 42. | NANTES
16, rue Gambetta (près rue Coulmiers). Tél. 40 74 53 35. |
| BRIVE (Point Expo)
30, rue Louis-Latrade. Tél. 55 74 07 32. | NICE
2, rue Offenbach. Tél. 93 88 84 55. |
| CLERMONT-FERRAND
22, rue G.-Clementeau. Tél. 73 93 97 06. | POITIERS
42, rue du Moulin-à-Vent. Tél. 48 41 68 46. |
| DIJON
100, rue Monge. Tél. 80 45 02 45. | QUIMPER (Point Expo)
17, av. de la Libération. Tél. 98 90 63 33. |
| DRAGUNMAN (Point Expo)
ZAC de St Hermentaire. Tél. 94 67 33 19. | REIMS (Point Expo)
39 bis, av. de Paris. Tél. 26 04 09 01. |
| GRENOBLE
59, rue Saint-Laurent. Tél. 78 42 55 75. | RENNES
18, quai Émile-Zola (près du Musée). Tél. 99 79 56 53. |
| LILLE
88, rue Esquemoise. Tél. 20 55 69 39. | ROUEN
43, rue des Charrettes. Tél. 45 71 96 22. |
| LIMOGES
57, rue Jules-Norac. Tél. 55 79 15 42. | SAINT-ETIENNE
40, rue de la Montat. Tél. 77 25 91 45. |
| LYON
9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville/Louis Pradel). Tél. 78 28 38 51. | STRASBOURG
11, rue des Bouchers. Tél. 68 38 73 78. |
| MARSEILLE
109, rue Paradis (métro Estrangin). Tél. 91 37 60 54. | TOULOUSE
1, rue des Trois-Renards (près place St-Sernin). Tél. 61 22 92 40. |
| MONTPELLIER
8, rue Sérane (près gare). Tél. 67 58 19 32. | TOURS
5, rue Henri-Barbousse (près des Halles). Tél. 47 38 63 66. |

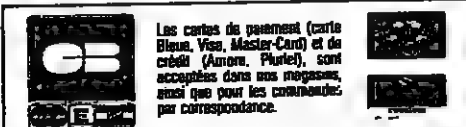
Magasin ouvert du mardi au samedi inclus.

500 modèles
14 LIGNES ET STYLES

80 pages

toutes en couleurs

250 photos, schémas et illustrations
500 modèles vitrés ou non
14 lignes et styles, 85 versions
(coloris teintés ou essences de bois)
et de nombreux accessoires.



DEMANDEZ-LE DANS
NOS MAGASINS
OU RENVOYEZ
CE COUPON

CATALOGUE GRATUIT

Retournez ce coupon à LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75680 PARIS CEDEX 14

J'aimerais recevoir gratuitement et sans engagement votre catalogue avec photos couleurs, dimensions, essences, teintés, contenances, prix de tous vos modèles. Merci.

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

LOCALITE _____

CODE POSTAL _____ TEL. _____

PROFESION _____

Demande de catalogue par téléphone 24 h sur 24 (enregistrer)

(1) 43 20 73 33

هنا من الأصل

Devant les jeunes socialistes réunis à Albi

M. Jean-Pierre Chevènement sera entendu par la commission de la défense de l'Assemblée nationale le **jeudi 7 septembre**, a annoncé **mardi 29 août** le président de la commission, **M. Jean-Michel Boucheron (PS)**. L'audition du ministre de la défense portera sur les thèmes de l'actualité intérieure et extérieure concernant son département, a-t-il précisé.

ALRU
de notre envoyé spécial

M. Jean-Pierre Chevènement est incoercible. Quand il a adopté une position, non seulement il s'y tient, mais il aime à en pousser l'expression jusqu'à la provocation. Précédé par une presse du matin ricanant le ministre de la défense, s'adressant le 29 août aux jeunes soldats, il a dit : « Ça passe par la bouche de terrain dans la dénonciation à propos du mécontentement des gendarmes d'une « campagne fondée sur une cinquantaine de lettres anonymes d'origine extrêmement douteuse » et comportant des « attaques politiques » contre le gouvernement.

« Lisant la presse ce matin, sachant par avance à quoi je devais m'attendre, je me suis bien amusé », a dit M. Chevènement. Un peu plus tard, devant les micros de radio et de télévision, le ministre a repris à son compte le « *scruu gnou gnou* » que *Libération* avait le matin même dans sa bouche. Tant pis si l'autrui se fait entendre emprunter un vocabulaire de vieille baderne ! Pour M. Chevènement, « les hommes politiques ne doivent pas avoir ce que les hommes de la rue ont : une langue en permanence dans une attitude de complaisance à leur égard ».

Le ministre de la défense souhaite et veut croire que l'on retiendra de l'affaire dans quelques mois qu'un

homme politique a eu le courage de s'avancer et de dire : halte au feu ! Il n'est pas admissible en démocratie que l'on puisse bâtir un événement sur la base de fausses nouvelles. Et là, raconte comment la direction de la gendarmerie avait piégé France-Sol, en dictant à ce journal une prétendue lettre de protestation de gendarmes. *Képi-grogner*, accompagné d'un numéro de téléphone afin de voir si le journaliste l'appellerait pour vérifier. Or il n'a pas rappelé et la fausse doléance a été publiée telle quelle. Pour M. Chevènement, c'est la « *démagogie* » de la presse qui est en cause.

accueilli le ministre de la défense en chantant, debout, au signal d'un sifflet, la *Marseillaise*. Taquiné sur le chapitre du patriotisme, M. Chevènement n'y est pas allé de main morte. « Le jour de Dien-Bien-Phu, j'avais quinze ans, et je peux vous dire que j'ai pleuré », a-t-il confié, en évoquant la reddition de la garnison française en Indochine en 1954.

Tous courants confondus, les jeunes socialistes n'en sont pas revenus, bien que M. Chevènement ait expliqué que la leçon qu'il avait retirée de cette défaite était que la France ne devait pas s'engager dans des actions contraires à son honneur.

« Pour des raisons qui tiennent à la nature même de l'armée, le principe de la hiérarchie ne peut être remis en cause », a affirmé le ministre, interrogé sur la démocratie dans l'armée. Il a ajouté, toutefois, qu'il proposera une réforme du Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) s'inspirant de la méthode employée lors de la table ronde de la gendarmerie, c'est-à-dire le tirage au sort parmi ceux qui se portent volontaires pour exposer au plus hauts niveaux de la hiérarchie les problèmes qui se posent à la base.

PATRICK JARREAU

[Institué par une loi du 21 novembre 1969, le conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) est composé, sous la présidence du ministre de la défense, de cinquante-quatre membres (cadres d'active et retraités) qui sont tirés au sort, dans une large mesure, et qui ont pour tâche, dans une certaine mesure, d'exprimer leur avis sur des questions générales relatives à la condition et au statut des personnels de carrière ou engagés. Au printemps dernier, déjà, avant l'agitation actuelle dans les armées, le conseil supérieur de la fonction militaire au CSFM que ses membres soumettaient désormais très au sort parmi des officiers et sous-officiers volontaires au départ pour représenter leurs collègues. En commission, les membres du conseil supérieur de la fonction militaire, qui cette réforme ne s'imposait pas et ils l'avaient rejetée. — J. L.]

● **M. Juppé** souligne la «modération» de l'opposition. Devant les «jeunes giscardiens», à Saint-Malo, le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a déclaré, mardi 29 août, à propos de l'agitation dans la gendarmerie : «C'est un sujet qu'il ne faut pas traiter à la légère. Nous avons été d'une retenue, parfois même d'un silence, en tout cas d'une modération refusant toute politisation, qui sont à mettre à l'honneur de l'opposition qui s'est bien rendu compte que c'était quelque chose qui mettait véritablement en cause le fonctionnement des pouvoirs publics.»

● Grève de la faim du commandant Martin. — Puni de trente jours d'arrêt par le préfet maritime de Toulon, le capitaine de frégate Roger Martin, chef des moyens généraux de l'escadille des sous-marins de la Méditerranée, a fait annoncer par sa famille qu'il entreprenait une grève de la faim. Le commandant Martin a été sanctionné pour avoir, dans des interviews, déclaré que « c'était aux chefs, dans les armées, de franchir la ligne jaune » lorsque le mécontentement se faisait sentir à la base.

les juifs
source de pro

« **Entamone**
dialogue sincère »

Abordant le problème du couvent des carmélites d'Auschwitz, le primat a souligné d'abord la nécessité du dialogue avant d'ajouter : « Nous avons nos torts à l'égard du peuple juif, mais aujourd'hui on aimerait dire : « Chers juifs, ne nous parlez pas avec l'attitude d'une nation qui serait au-dessus des autres et ne nous imposez pas des conditions impossibles à remplir. » Ne voyez-

Sur le front des incendies de forêt, la situation restait préoccupante, mercredi matin 30 août. Si la plupart des foyers qui s'étaient déclarés au cours de la journée de mardi dans divers départements (Drôme, Hérault, Ministère) étaient circonscrits, les feux qui parcourent le Var et les Bouches-du-Rhône depuis lundi n'étaient toujours pas maîtrisés. Dans le massif de la Sainte-Victoire, où plus de 4 000 hectares de végétation ont déjà brûlé, les flammes progressaient encore mercredi matin.

Dans le Var, le staistre, qui a parcouru plus de 900 hectares sur la montagne de la Loube, n'était pas non plus complètement maîtrisé. La situation était identique entre Saint-Zacharie et Nans-les-Pins, où le feu continuait sa course dans le massif de la Sainte-Bonne. En Corse, cinq foyers étaient encore en activité. En revanche, un nouveau feu qui s'était déclaré à Allanch dans la banlieue de Marseille, au cours de la nuit de mardi à mercredi, était contenu par plusieurs centaines de pompiers.

Contrairement à ce qui avait été annoncé, aucune habitation n'a été détruite sur les hauteurs de Marseille, mais cinq sauveteurs ont été blessés. L'un d'eux a été grièvement brûlé et a reçu la visite du premier ministre, M. Michel Rocard, venu d'Arignon.

MARSEILLE
*de notre correspondant
régional*

Sur la blanche montagne de calcaire, le feu a jeté son manteau noir. Du Tholonet à Pourrières tout au long du flanc sud de la Sainte-Victoire, il a racié jusqu'à la roche les pentes couvertes de pins, de buis et de chânes verts. Un paysage de drame. Des tableaux de Cézanne, « tout un monde de formes nettes et pré-

clées accusées par le contraste des couleurs ». Il ne reste que des cendres. « C'est un monument national qui a disparu », constate amèrement M^{me} Edmond Charles-Roux-Deffaire, la veuve de l'ancien maire de Marseille, elle-même victime de l'incendie qui a ravagé les arbres de sa propriété de Saint-Antolin. « Les Saints-Victoires, ajoute-t-elle, est perdus pour toujours. C'était un mystère et un miracle que de puis ainsi pu pousser dans si peu de terre. Les hommes ne pourront ces reboiser. »

Même avec le temps, en effet, beaucoup de plaies infligées au massif et qui seraient taraboussées par l'érosion resteraient inguérissables. A ce sentiment de perte irréparable s'ajoute une impression d'impuissance contre « cette tempête de feu » qui s'est abattue sur le massif, lundi 23 août, en fin de matinée. L'incendie, d'origine accidentelle, est parti du nord d'Albiac, vers le sud-est, vers la Provence. La ville inscrite au sommet de la Sainte-Victoire a vu le feu lâché sur les pentes. En quelques instants les flammes atteignaient la crête, avant de prendre en écharpe tout le massif. Le poste de vue était occupé par deux hommes qui avaient rejoint un promeneur avec son chien. Ils ont été évacués en catastrophe par

un hélicoptère de la sécurité
chôla.

Avant la fin de l'après-midi, le feu avait parcouru une quinzaine de kilomètres, avant d'être contenu en bout de course à l'est à Pourmiers, dans le Var. Une folle et irrésistible cavale. « Un ouragan de feu, de vent, de poussière et de cendres », comme le décrit M^{me} Deffere, brûlant sans cesse chemin, au Tholonet, à Beaurécueil, Saint-Antonin et Puyoublier, bois, maquis, vignes, poteaux téléphoniques et maisons abandonnées par leurs habitants.

« L'atmosphère de l'exode » :

M^{me} Defferre, à Saint-Antoine, a sauvé la pierre de justesse. Quand elle est arrivée sur les lieux, l'incendie faisait rage. « J'ai compris, dit-elle, qu'il n'y avait rien à faire. Sur la route et dans le village de Puyfouilloux où l'on avait regroupé les gens, c'était l'atmosphère de l'après-midi du 13 mai 1968. On s'aventurait dès que cela a été possible, accompagnée par des pompiers de la Sarthe. Le bûcher brûlait et la maison des gardiens était attaquée par les flammes. On a réussi à tout éteindre. » La maison, une ancienne demeure de résiner, est intacte. Mais dans le bureau de Madame Defferre, au premier étage, toutes les vitres ont éclaté.

Vers Puyfoubier, le vent a brusquement charrié une fumée d'encre. « Nous étions dans le noir le plus total et nous entendions un grondement effrayant, témoigne le propriétaire d'un hôtel. Tout est arrivé si vite que nous n'avons même pas pu utiliser l'eau de la piscine pour défendre le bâtiment. On a fait évacuer les quarante clients et nous

sommes partis en quatrième vitesse. » Dans un décor d'arbres calcinés, l'établissement n'a été que léché par le feu.

Une chance que n'aura pas, un peu plus loin, M. Gilles Sametse. Sa villa n'est plus que ruines. De Puylobrier, à la tante de foncer en moto pour venir la sauver. Il n'a pas pu passer. Il n'a plus rien, « pas un vêtement, pas un papier, rien. Même les ciseaux ont fondu sous la chaleur. » Sur la même route, une stèle perpétue le souvenir d'un jeune pompier d'Aubagne, Philippe Nocerac, qui a trouvé la mort ici y a trois ans, en combattant un autre incendie.

M^{me} Anne-France Mauthès, qui habite à proximité une grande maison blanche entourée d'un pinède, n'a pas oublié ce dimanche 25 août 1986. « Le gosse est venu avec son équipe. Il a bu du café. Je l'ai vu mettre son casque et il est parti. A 300 mètres de là il est mort. Il avait dix-sept ans et il aurait pu être mon fils. »

Sur le versant nord de la Sainte-Victoire, les habitants de Vauvenargues ont vécu, pendant toute la journée, dans l'effervescence et la crainte. Pompiers et militaires, avec l'aide de plusieurs bombardiers d'eau, ont bataillé du matin au soir pour juguler les incendies. Les incendies, les crâtes, descendaient insensiblement vers la vallée très boisée. « Toute la nuit, on s'entendait la Sainte-Victoire qui crépitait, raconte un M. et Mme. catholiques du village. M. et Mme. protestants, également, ont souffert de la nuit. Puis, on a disposé sur les lisières du feu des commandos — formés notamment de légionnaires — armés de secou à pompe et de bettes. Alors que mardi soir la nuit tombait, une pluie fine et froide aurait tout fait le montage.

GUY PORTE.

Un « enrichissement » et une « source de problèmes »

Dans son allocution controversée du 25 août, le cardinal Glemp évoque d'abord le cinquantième anniversaire du début de la seconde guerre mondiale et la nécessité de « liquider les conséquences de la guerre qui, telle une plaie dans l'esprit, ont été transmises à la génération d'après-guerre et blesse le domaine de la morale. Je veux parler ici, a-t-il dit, d'une attitude amicale à l'égard des nations vis-à-vis desquelles la période de la

guerre a laissé un certain ressentiment. Je pense avant tout à l'attitude des Polonais à l'égard des Allemands et des juifs. » (...)

« La vie n'aime pas les stéréotypes et elle bâtit les relations entre les gens autrement qu'en termes amis-enemis. En ce qui concerne notre pays, cela s'applique tout particulièrement à la nation juive, qui n'a jamais été un voisin mais un membre de la famille, dont le caractère différent enrichit la vie et, en même temps, est la source de problèmes. Nous ne nous traitons pas

les uns les autres avec indifférence et cela peut provoquer un phénomène d'antipolonisme et d'antisémitisme. Pour comprendre la complexité et l'interdépendance des problèmes polono-juifs posons nous la question : y a-t-il eu des sentiments anti-juifs et des agressions contre les juifs en Pologne ? Oui. Y a-t-il eu des entrepreneurs juifs en Pologne qui ont ignoré ou méprisé les Polonais ? Oui. Y a-t-il eu, pendant l'Occupation, des juifs collaborateurs qui ont pu pourrir jamais commencer qu'une série d'érétiques

du ghetto? Oui. Y a-t-il eu des moments en Pologne où la souffrance et les sacrifices des juifs ont été passés sous silence? Oui. Y a-t-il eu des Polonais qui ont sauvé des juifs au prix de leur vie? Oui. Mais moi-même, j'ai assisté au début de la Seconde guerre mondiale nous place du même côté de la barricade, du côté de l'extermination et de la mort. Les juifs, les gitans, les Polonais, voici des peuples que la stratégie nazie condamnait à l'extermination, bien que d'après des plans différents et sur une échelle différente. »

**« Entretien
un dialogue sincère »**

Abordant le problème du couvent des carmélites d'Auschwitz, le primate a souligné d'abord la nécessité du dialogue avant d'ajouter : « Nous avons nos torts à l'égard du peuple juif, mais aujourd'hui on aimerait dire : « Chers juifs, ne nous parlez pas avec l'attitude d'une nation qui serait au-dessus des autres et ne nous imposez pas des conditions impossibles à remplir. » Ne voyez-

vous pas, cher peuple juif, que l'opposition aux religions carcé-
nites nait des sentiments de tous les
Polonais et viole notre souveraineté
acquise si douloureusement ? Votre
pouvoir, c'est les mass media qui
sont à votre disposition immédiate
dans de nombreux pays. Ne les met-
tez pas au service l'antipolonisme.
Il n'y a pas longtemps un groupe de
sept juifs de New-York a attaqué le
coursant à Auschwitz. N'appeler pas
ces agresseurs des hitlers. Présenter
les juifs comme des victimes, c'est
dans laquelle nous vivons. Favorise
la distinction entre Auschwitz, où
essentiellement des Polonais et
d'autres peuples ont péri, et Birke-
nau, à quelques kilomètres, où
essentiellement des juifs ont été
exterminés. Entamons un dialogue
strobé dans la vérité. S'il n'y a pas
d'antipolonisme il n'y aura pas non
plus ici d'antisémitisme. Nous sou-
levons que personne ne nous jette
de pierres sur le sol polonais
sacré, que personne ne soit tiré
une balle, que la paix, shalom, soit
partagée avec vous.

Le Congrès juif américain (CJA) a condamné, mardi 29 août, les propos tenus quatre jours plus tôt par le primate de Pologne cardinal Glemp, estimant qu'il se révélait d'un « antisémitisme à peine voilé ».

Le cardinal Glemp a appelé au dialogue sur l'affaire du carmel d'Auschwitz mais il « risque de détruire le résultat potentiel d'un tel dialogue, avant qu'il ait commencé, en faisant des remarques aussi offensantes », qui entraîneront une « réaction en chaîne menaçante et tout à fait inacceptable », estime le CJA. Quelqu'un qui au courant de l'histoire de l'antisémitisme polonais devrait y penser à deux ou trois fois avant d'avoir recours à un langage qui nous les préjugés religieux ».

Pour sa part, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) estime que le CJA a communiqué publiquement dans le monde entier « qu'être horridifié » par les propos du primate de Pologne et proposer un dossier du carmel d'Auschwitz est étudié dans un « contexte légitime. Selon le MRAP, il faudrait plutôt « avec les représentants des religions concernées, les rescapés et camps, leurs associations, les familles des victimes, les États d'origine Hitler et l'ONU (...) » et élargir cette et définir pour ce haut lieu de la mémoire.

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-8
Poste 4138

Collection
« Mondes en devenir »
dirigée par Edmond Jouve

**LA FRANCOPHONIE
S'ÉVEILLE**

NICHEL GUILLOU
ARNAUD LITTARDI

15,5 X 24 cm - 264 p. - 120 F

Berger-Levrault
Escale Argenteuil/Creteil - 75104 PARIS

.....

mande. Pierre Sabatier était docteur en lettres et en droit. L'Académie française lui avait décerné le prix Broquette-Gonin pour l'ensemble de son œuvre.

de son œuvre.

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n° 8



AOUT 1789 LA VIOLENCE ET LA LOI

La Grande Peur

S l'expression « la Grande Peur » a-t-elle jamais existé ? C'est bien possible, mais elle n'a pas été utilisée à l'époque. Elle est née plus tard, pour désigner la campagne de Calvados à Mayenne et du Maine à Grenoble. Malgré ces châteaux mis à feu par des paysans, ces

actes de violence isolés, le sentiment des révolutionnaires de juillet à Paris fut de la Grande Peur. Pour autre chose qu'une simple jacquerie à grande échelle. Sans doute faut-il faire la part d'un effet de résonance et de l'émulation de l'effroi de l'Ancien Régime. Mais, cette fois, c'est au « complet » révolutionnaire qu'on s'en prend et, à l'occasion des troubles, aux symboles de l'oppression féodale, qu'on finit par jeter au feu. Sans la Grande Peur, d'ailleurs, la Révolution de 1789 n'eût sans doute été qu'une insurrection parisienne. Les courants de l'insurrection propre à l'an II se trouvent déjà en place dans ce bel élan de l'été.

L'abolition des privilèges

DANS la nuit du 4 au 5 août 1789, l'Assemblée nationale a voté la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Ce texte, qui est au cœur de la Constitution, a été adopté à l'unanimité. La nuit du 4 au 5 août 1789, l'Assemblée nationale a voté la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Ce texte, qui est au cœur de la Constitution, a été adopté à l'unanimité.

On bien, plus simplement, à la première de la Grande Peur, qui fait craindre que les attaques de châteaux ne dégénèrent en remise en question des propriétés ? Que qu'il en soit, il est frappant de constater que peu de voix — si ce n'est quelques protestations des clercs à propos des dîmes — se sont élevées pour défendre les privilèges. Comme le dit Quintet : « Il y a eu la Révolution qui impose ».

Les droits de l'homme

E N six jours, nous avons vu la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. L'œuvre la plus philosophique de la Révolution. Mais, malheureusement, elle n'a pas été appliquée. Elle n'a pas été appliquée. Elle n'a pas été appliquée.

L'ALMANACH DE 1789 :

• Août 1789 au jour le jour : la Grande Peur court la campagne. • 4 août : l'abolition des privilèges. • 26 août : la Déclaration des droits de l'homme. • Culture : la naissance de la presse parlementaire. • L'homme du jour : La Fayette. • Etranger : comment la Révolution a été accueillie en Allemagne et en Grande-Bretagne.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

• Libres et égaux : les points de vue de Marcel Gauchet, Madeleine Reberio, Elisabeth de Fontenay. • Le récit des débats parlementaires et la discussion sur les 17 articles de la Déclaration. • Les racines des droits de l'homme dans l'Ancien Régime : la Contre-Réforme catholique en fut-elle le précurseur ? • Portrait : Thomas Paine, le passager des droits. • Relire aujourd'hui : Edmund Burke, penseur de la contre-révolution.

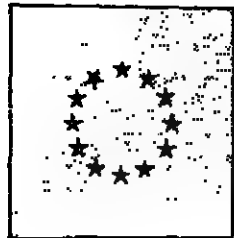
LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

A Dakar, « Toussaint Louverture », le plus grand spectacle du Bicentenaire réalisé hors de France. • La « Marseillaise noire » de Lamar-tine. • Les livres du mois et toutes les manifestations culturelles à Paris et en Province.

AOUT 1989

30 F — Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

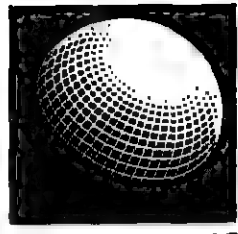


CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Opportunities in AMADEUS - Munich based

AMADEUS, a Global Travel Reservation System, founded by Air France, Iberia, Lufthansa and SAS. This is an opportunity to work on a development which, by 1990, will be one of the world's largest commercial data systems.



amadeus
GLOBAL TRAVEL DISTRIBUTION

AMADEUS will utilize IBM 3090 and other computers to provide an international travel information and reservation service. We are currently recruiting professionals to work in a progressive and international environment.

HEAD OF THE INSTALLATION MANAGEMENT (IM) SECTION

The job:
• managing the administrative function of the IM section
• being responsible for the Problem-, Change- and Configuration-Management disciplines

The person:
• degree in mathematics, computer science or engineering
• at least 3 years experience in a large computing environment (preferably with IBM hardware)
• ability of interfacing with all levels of company management
(Ref. No.: M 604 a)

RECOVERY PLANNER

The job:
• developing, testing and implementing backup and recovery procedures (hardware and software)

The person:
• at least 1 year experience in recovery planning (preferably with IBM hardware)
• good knowledge of hardware and software components of large computing environments
(Ref. No.: M 604 b)

Fluent English is a prerequisite for both positions. You must be prepared to spend several months at IBM Stuttgart during the test phase.

Please forward your application documents in confidence, quoting the respective Ref. No. to PA Consulting Group, Ohmstraße 8, D-8000 Munich 40, tel. 19 49 89/34 10 51.

PA Consulting Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

DU MARKETING PRODUIT AU MARKETING SERVICE

Promouvoir à l'export l'image d'un quotidien. Vous êtes chef de produit au sein d'une multinationale du secteur des biens de grande consommation; ce quotidien dont la notoriété dépasse nos frontières vous offre la possibilité de proposer des stratégies médias auprès des décideurs de groupes industriels, commerciaux et bancaires implantés essentiellement dans les pays industrialisés. Votre tempérament commercial et votre créativité seront vos

atouts pour mener à bien votre mission. Vous êtes parfaitement bilingue anglais. Avec l'opportunité d'appréhender l'environnement économique, social et culturel international, l'expérience acquise dans ce quotidien dynamisera votre évolution de carrière. Ecrire à Sophie COHEN en précisant la référence A/D2047M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group

HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung



CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Le Monde INTERNATIONAL

TEMPORARY RESEARCHER - CAMBODIA AND CHINA £ 14,687

Amnesty International (AI) needs a human rights researcher to work on Cambodia and aspects of China and possibly other countries in Southeast Asia. This is a temporary contract from October 1989 to September 1990. Candidates must have a good knowledge of China and other countries in the region, fluent English and good Mandarin Chinese. Because of the temporary nature of this post, only people already entitled to work in the United Kingdom should apply.

Closing date: 15 September. REF: No RD-11.
Interviewing week commencing 16 October 1989.

RESEARCHER - VIETNAM £ 14,687

A permanent researcher is also needed to work on Vietnam and other countries in Southeast Asia. Candidates must have a good knowledge of Vietnam and the region. Fluent English is essential, French and Vietnamese desirable.

Closing date: 13 October. REF: No RD-16.

Both researchers will document cases, prepare reports and advise on initiatives to be taken by AI, particularly in relation to prisoners of conscience, trial procedures, treatment of prisoners and executions. Candidates must have proven research skills, sound political judgement, the ability to work impartially, to work in a team and under pressure. Familiarity with the legal systems of the countries would be useful.

amnesty international

For further information and an application form please contact Personnel Officer, Amnesty International, International Secretariat, 1 Easton Street, London WC1X 8DJ. Tel. 01-837 3806 (24 hr answerphone). Please quote appropriate reference.

Deputy Executive Direct.

sought by
CHILDHOPE
The International Movement on behalf of Street Children

Person will be responsible for the financial management, personnel, administration and coordination of CHILDHOPE's functioning worldwide.

Candidate must have strong commitment to children and international background, preferably with NGOs, at least university graduation and 10 years proven experience in responsible management positions in social development field. Secretariat is headquartered in Rio de Janeiro, Brazil. Bilingual or multilingual communication preferred. CHILDHOPE's working languages are English, French, Portuguese, Spanish.

Starting date: 1 January 1990
For more detailed job description write to the following address before 10 September 1989:

ICCS
65, rue de Louvaine,
CH 1202 Geneva,
Switzerland.
For application (with resume and salary requirements) write to the following address before 20 September 1989:
David Harrell
CIC
PO Box 28811,
Richmond, Virginia 23261
USA.

Biens de consommation

Nous sommes un groupe de sociétés suisse commercialisant des biens de consommation dans le monde entier, principalement dans le domaine hors taxe.

Depuis quelques années nous avons étendu notre activité à l'Afrique de l'Ouest. Le dirigeant actuel de notre filiale basée à Lomé (Togo) a décidé, après plusieurs années de travail d'organisation et de développement très fructueux, de reprendre de nouvelles fonctions. Nous recherchons donc un

Gérant du siège local à Lomé

Ce poste conviendrait à un vendeur de produits de consommation expérimenté, sachant s'imposer et ayant le sens de l'initiative.

Le candidat devrait être âgé de 25 à 35 ans, marié, parlant parfaitement le français et l'anglais, avec des notions d'allemand et ayant déjà séjourné à l'étranger.

Les candidatures sont à adresser à:
WEITNAUER HANDELSGESELLSCHAFT AG
Chef du personnel K. Roth
Petersgasse 36
4001 BALE Suisse.

Monsieur K. Roth se tient néanmoins à votre disposition par téléphone (061-25-21-25) pour toute information dont vous pourriez avoir besoin au préalable.

Computer center manager

Halliburton Logging Services (UK) LTD.
Une compagnie de géométrie dans le domaine du forage pétrolier, recherche

UN COMPUTER CENTER MANAGER

Basé à Londres, le candidat choisi sera un log analyst expérimenté avec expertise particulière en open hole, cased hole, et VSP interprétation.

Il aura la responsabilité de tous les computer centers de la société situés en Europe et en Afrique. Le salaire sera particulièrement intéressant et tiendra compte de l'expérience du candidat.

Prière d'écrire à:

Halliburton Logging Services (UK) LTD
Howe Moss Avenue, Kirkhill Industrial Estate,
Dyce, Aberdeen AB2 0GP.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ur l'Irak

LA BOURSE



*La troisième édition
du concours du
Monde Campus
se prépare.*

*20 à 30 entreprises
offriront des stages
à l'étranger à
des étudiants
de niveau
bac + 3 minimum.*

*Si vous souhaitez
associer votre
entreprise à
l'opération,
téléphonez au
45-55-91-82**

*Département
Communication –
Emploi.*

*** Date limite d'inscription
le 30-09-1989.**

Le Monde
CAMPUS

DEMANDES D'EMPLOIS

CHARGÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

- **Expérience 7 ans (Amérique du Nord, Moyen-Orient).**
- **Responsable stratégie européenne des PME.**
- **Montage d'un colloque (50 intervenants).**
- **Formation française et américaine.**

DISPONIBLE DÈS SEPTEMBRE

Patrick B. Veillerot,
Mont-Dore, 75017 Paris. 42-94-00-40.

Jeune fille suédoise, 20 ans, souhaite perfectionner son français et travailler comme aide dans un haras ou une ferme pour 6 mois. Ecrire à Jessica BACKERYD, Kõpmangatan 28 C, 83130

**PROFESSEUR de
SCIENCES PHYSIQUES
qualifié**

(12 ans d'existence)
cherche emploi à Paris
pour la rentrée 89.
Tél. : (1) 45-57-48-23.

**BAC + 2
SECRÉTAIRE
DE DIRECTION**

BILINGUE, ANGLAIS.
23 ans, dynamique, sens des
responsabilités, bonne présen-
tation. cherche emploi.

Ecrire sous n° 8479
Le Monde Publicité
5, rue Montessuy
75007 Paris

Urgt. ÉLECTROMÉCANICIEN
38 ans, célibataire, exp.

4 ans, off shore, 2 ans
export. Très motivé pour
poste étranger DOM-TOM.
INAUDI Charles, 2, r. des Riaux,
93000 Toulon. 94-88-98-77

Le Monde
CADRES.

LE COMITÉ DU TOURISME DE LA RÉUNION

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

Possédant une expérience de 5 années minimum à des postes de responsabilité dans des organismes touristiques départementaux, régionaux ou nationaux, celui-ci aura en charge la direction d'une équipe de 30 personnes. Il assurera notamment la conception et la mise en œuvre du plan de promotion et de communication de la Réunion sur les marchés extérieurs, et possèdera de solides qualités de gestionnaire.

- connaissance de la Réunion appréciée,
- disponibilité octobre 1989.

Comité du tourisme de la Réunion
BP 1119. 97482 Saint-Denis Cedex.

L'Institut Jean GODINOT
(Centre anticancéreux de Fleims)
recrute
UN INGENIEUR

DE MÉDECINE NUCLEAIRE
Le domaine d'activité est le diagnostic et la recherche médicale. La formation souhaitée est un doctorat ès sciences physiques ou un

Une compétence dans la
détection du signal et en
analyse numérique est sou-
haitée. Une expérience de la
recherche est indispensable.
La rémunération sera fixée
en fonction de l'expérience.

Ecr. à INSTITUT

Recherche directeur MJC de
Vimoutiers (81), DEFA ou
5 UF minimum. Exp. souh.
Envoyer CV à UNMJC,
11, s. A-Sorel, 14000 Cœn.

propositions
diverses

A vendre
(de privé à privé)
Magnifique collection
d'icônes russes
15^e, 18^e siècle
Chiffre 12808 rfs, Orel
Fossil Werbe AG, 5200
Brugg Suisse

villégiature *f*

DRISCOLL HOUSE-HOTEL
200 chambres simples
100 £ par sem., demi-pension.
Rens. : 172 New Kent Road
LONDON SE 1 4YT-GB
18-44-1-703-41-75.

Ch. collab. mission étude, asso., concept., organis., prop. actions. Nbreuses exp. inf. administr.

JM, 28 ans, maîtrise lettres + DEA, exp. journaliste et réalisation cinématographique. Anglais lu et parlé, ch. smoki. 43-73-34-62.

EXPERT-COMPTABLE
H, 40 ans, DAF, Sté exp.
Cabinet Conseil et entreprise

ch. poste à respons. Entrepr.
ou libérale. Prise de par
possible, libre rapid
Dom. act. 94.

Ecrire sous le n° 8474
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil
75007 Paris.

DIRECTEUR de la
COMMUNICATION. En pos
ex-journaliste, 38 a

13 ans exp. professionnelle
Spécialiste communication
globale (tertiaire en particu-
lier). Bon manager.
Étudie ttes propositions
motivantes.

S./n° 8475 Le Monde public
5, rue de Monttassy,
75017 Paris

Ecrire sous n° 8479
 Le Monde Publicité
 5, rue Montcaury

Urgt. ÉLECTROMÉCANICIEN
38 ans, célibataire, exp
9 ans marine marchand
4 ans. off shore, 2 an
export. Très motivé pou
poste étranger DOM-TOM
INAUDI Charles, 2, r. des Rius

هكذا في الأصل

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements vente

3^e arrdt

Arta et Médiers
2 pos, 45 m², cuis, équipée
nive placard. Proche métro
Tissot, 950 000 F.
Tél. 40-88-36-20.
48-04-79-48.

A VENDRE APPART.
VOISINS 125 m² dans
immeuble 18 e réstructuré.
style loft par architecte 103 m²
Tél. 40-15-04-94.

4^e arrdt

EXCEPTIONNEL
RUE DE LA REYNE
BEAU DUPLEX 5 P.
P. de taille, entrée, double
séjour, 3 chbres, 2 s. de
bains, 2 w.-c., rangements,
balcons, chbre servise.
3 800 000 F. 48-04-35-35.

5^e arrdt

EXCEPTIONNEL
Nouvel immeuble habité dans
immeuble XVIII^e siècle
vend appartement 86 m²
5 800 000 F.
+ appartement 86 m²
5 800 000 F.
Si vendu ensemble possible de
faire deux lots séparés.
48-22-03-80
43-59-08-04, poste 22.

ACHÈTE COMPTANT

IMMEUBLES
MÊME OCCUPÉS
BRUNET, 45-41-11-00.

9^e arrdt

R. DE DUNKERQUE beau 2 P.
env. 50 m² s/rue entièrement
rénovée très agréable de vivre
bon état, 850 000 F.
40-26-42-42 ou 40-28-42-74.

PROXIMITÉ TRUDAIN
beau 3 P. 65 m² rénové pour
vivre 850 000 F.
40-28-42-47.

RUE DE OUVAI

beau 2/3 P. de taille, salle
séjour, clair, à rénover,
salle, jardin, digicode.
118 000 F. 43-04-35-35.

MONTROUIL 65 m² P.
670 000 F. 43-04-35-35.

11^e arrdt

MÉTRO VOLTAIRE
Studio sur rue, cuisine,
5^e étage, w.-c., petit ver-
doyant. 189 000 F. Cède
total possible. 48-04-35-35.

LOFT 150 m²

+ terrasse 12 x 3 chbres cft
s/vole privée 42-72-40-18.

12^e arrdt

12/80 DIDOT, près. Studio
rénové s/rue, cuis, équipée,
tout confort. 3^e étage.
359 000 F. Cède total possi-
ble. 48-04-35-35.

M^e REULLY-DIDEROT
BEAU STUDIO s/rue calme,
cuis., douche. Refait, neuf
Idéal pour étudiant.
379 000 F. 43-27-51-10.

14^e arrdt

PARC MONTROUIL, P. de
salle, bourgeois, belle chbre,
5^e étage, confort possible.
145 000 F. Cède total possi-
ble. 48-04-35-35.

PORTE D'ORLÈANS
3 PÈCES 1 250 000 F.
P. de taille 1000. Exposition
sud, sec. sur boulevard, jardin
carré, parking. 42-71-03-00.

ALÉSIA GÉN. LECLERC
BEAU 2 P., rénové, cuis., w.-c.,
Rangements payés. A. GÉN.
888 000 F. 43-27-51-10.

ALÉSIA près. BEAU STUDIO,
sur rue, calme, rénové, cuis.,
cuis., équipée, bains, w.-c.,
Rangements payés. A. GÉN.
888 000 F. 43-27-51-10.

EXPERTISE

GRATUITE
Étude Darnet, 45-41-11-00.

16^e arrdt

16^e NORD
RARE
5^e ét. 8 pièces
3 réceptions + 5 chbres
environ 200 m²
46-22-03-80
43-59-08-04, poste 22

16^e VUE SUR PARC

App. de charme, 7^e étage,
115 m² + 60 m² terrasse
plain-pied + jard. suspendu
100 m² au 5^e ét., 950 000 F.
60 m², balcon, d'écopage,
2 chbres, 2 bains, impecc.
Parking. 7 000 000 F.
46-22-03-80
ou 43-59-08-04, p. 22.

16^e TROCADERO

(privé), idéal prof. Moderne
ENV. 280 m²
Triple récept. + 4/5 chbres.
48-22-03-80
43-59-08-04, p. 22.

ATELIER ARTISTE

Sur voie privée et jardins
100 m² imm. 1850, état
exceptionnel 42-78-88-86.

17^e arrdt

BROCHANT, Face jard.
public, gd studio, sans limite,
s. de br., w.-c., entr., rénové,
100 000 F. 40-26-42-74.

PTE MARILLON, Beau 2 pos.
réf. ré. chbr. 3, + chbr. pour-
ché, 4 s. de b., 100 000 F.
40-26-42-74.

17^e MÉTRO BROCHANT
imm. rénové URGENT 3 P.
sur rue, cuis., tout confort.
solet, 699 000 F. Cède
possible. 48-04-35-35.

GUY-MOQUET

BEAU 2 P. 619 000
4^e étage. Bon immeuble.
Proche - GTS-DUB-PLAIS.
Dressing, séjour, 1 chbre,
cuis., s. de b. Double
expos., clair, cave, jardin,
digicode. 48-04-35-35.

18^e arrdt

IDÉAL PLACEMENT
PIED-A-TERRÉ
Imm. récent, stand., 5^e ét.,
entr., entrée, living + chbre,
cuis., s. de b. Double
expos., clair, cave, jardin,
digicode. 48-04-35-35.

A RENOVER

M^e SIMPSON, Imm. pierre
de taille, 7^e ét., env. 145 m²
P. 1 850 000 40-26-42-74.

M^e JULES-JOFFROY
R. Eugène-Sue, superbe
2/3 s. s/rue, cuis., tout conf.
rangements, 839 000 F. Cède
possible. 48-04-35-35.

RUE LAMARCK, Proche M^e
Lamarck-Capitoul, P. de
salle, stand., rénové. Beau
2 P., cuis., tout conf., dress-
ing, 799 000 F. Cède total
possible. 48-04-35-35.

M^e CHATEAU-ROUGE
R. Labat, pierre de taille, bour-
geois. Beau studio + mezz-
nive, cuis., tout conf.
499 000 F. 48-04-35-35.

LAMARCK

BEAU STUDIO 469 000 F.
Bien situé rue Joseph-
Darnet, Clair, très agréable,
beau liv., toilet., s. de b., che-
minée, cave. 48-04-35-35.

19^e arrdt

CORNEE PRÈS MÉTRO
A SASSIR BEAU 2 P.
Tout confort, Cuisine et chbr.
849 000 F. Cède total possi-
ble. Tél. 48-04-08-50.

20^e arrdt

AFFAIRE
MÉTRO GARNETTA
2 p. tout conf., salle de
bains, séjour, chbr., 500
000 F. 42-71-03-00.

91 - Essonne

MÉTRO KREMLIN
Dans imm. rénové, Beau 3 P.
tote clair, Cuis. équipée,
porte blindée, cave, digi-
code, 810 000 F. 48-04-35-35.
Cède. 42-71-03-00.

92 Hauts-de-Seine

MÉTRO CHATILLON
Beau 2/3 P. Plein sud. Balcon.
vues dégagées, cave, 530 000 F.
Cède. 42-71-03-00.

LEVALLOIS - MÉTRO
LOUISE-MICHEL EXCEPT.
2 PÈCES. Tout confort.
Cave et chbr. 499 000 F. Cède
possible. 48-04-08-50.

NEUILLY S/JAMES
nouvé verdure, superbe et
luxe 78 m², belle récept.
+ chbre + 220 m² jardin
privé.
URGENT PYTEAIRE
43-36-82-00.

ISSY-LES-MOULINEAUX
EXCEPT., 2 PÈCES.
Entrée, cuis., rénové, s. de
b., w.-c., 100 000 F. Cède
tot. poss. 48-04-08-50.

NEUILLY, 3 PÈCES

POINT NEUILLY, bel imm.
d'angle, face avenue, 4^e ét.,
sac, app. de cuisine, très
clair, entrée, cuis., débarras,
liv., 2 chbres, 100 000 F.
1 900 000 F. 42-71-03-00.

93 Seine-Saint-Denis

MONTROUIL-BOISSERES
A SASSIR 4 PÈCES
70 m², tout conf., psc.
cave, balcon, 499 000 F. Cède
total poss. 48-04-08-50.

94 Val-de-Marne

MAISON-ALFORT, Prix M^e
A SASSIR 3 PÈCES.
Bel imm. 880 F.
S/MARSE, 889 000 F. Cède
total possible. 48-04-08-50.

A VENDRE VITRY-MAURIE
Libre fin septembre 89
13 km Pte Châteaillon par RN 308
4 P. 111 m², 111 m², 111 m²,
au 7^e ét. imm. 1978, vue
jardin, cuisine, au vit-à-vit.
Entrée, salon, séjour, chbre,
11 m² et 14 m², cuis., entré-
e, s. de b., w.-c., 100 000 F.
s. de b., cuis., entré, rénové,
chauff. centr. collect. par radiat.,
baignoire, grande cave, parking
et auto-éc. Prix commerces
scolaire, proche des commodités.
Prox. 121, 120, 122, 121.
à 10 m M^e L'Arzon ou RER C.
Prix: 1 699 000 F.
[Agence: 1 rue de la République,
Tél. de 9 h à 11 h et de 21 h
à 23 h, au 48-82-47-58.

Province

JUAN-LES-PINS
VUE SUR MER A 8
Nous construisons un petit
imm. de 20 appart. studio, 2
et 3 P. et 2 chbres, 2 terrasses
vues sur mer, bureau de
vente sur place. S.C.I. CAP
SOLEIL, 73, bd Polignac
06160 JUAN-LES-PINS, tél.
(16) 93-51-78-93, CPN
PARIS 42-50-85-85.

MEGEVE

« A FLEUR... DE NEIGE »
Dans un élégant immeuble rénové du centre ville et à proximité du
télécabine du Chamois, appartements luxueux de 3, 4 et 5 pièces,
grandes terrasses, jardins pour les appartements du rez-de-
chaussée. Très belles finitions. Situation calme et ensoleillée.
Garages en sous-sol. Livraison Pâques 1990.
Pour plus de renseignements, veuillez contacter :

BROLLET S.A.
23, quai des Bergues
1201 GENEVE
tél. (19-41-22) 7313800.

MGC

MAZET GRAFFIN COMMUNICATION
NOUVELLE ADRESSE
38, rue de Villiers 92300 Levallois-Perret
Tél. 47.59.31.00 - Fax : 47.59.06.07

POUR PASSER UNE ANNONCE IMMOBILIÈRE

Tél. : 45-55-91-82
* lignage : poste 40.83
* modules : poste 43.24

appartements achats

CABINET
KESSLER
48-22-03-90
78, Champ-Élysées, Paris 8^e.
URGENT
rech. app. gd et petit
sur, et possible part. ou
boites et chbres de service,
quartiers résidentiels.
Tél. 48-22-03-90.
43-59-08-04, poste 22.

M.G.N. (34^e arrdt)
38, bd Saint-Jacques 75017 PARIS
43-57-71-55
dans le cadre du réseau ORP
recherche pour un client
local et étranger, APPTS
NOTES PARTICULIERS
PARIS-PROCHE BANLIEUE.
AGENCE FRANÇOIS FAURE

45-49-22-70
5, RUE LITRE
PARIS 6^e
recherche app. tte surfaces
préférence rive gauche
avec ou sans travaux pour
clientèle avertis
PAIEMENT COMPTANT

UNION FONCIÈRE
EUROPÉENNE
5, RUE D'ENFER 75006 PARIS
RECHERCHE
pour sa clientèle
d'investisseurs
et de particuliers
STUDIOS APPTS
ET MAISONS
PARIS ET SA BANLIEUE
U.F.E. 42-25-12-99.

URGENT ACHÈTE CPT
APPTS A PARIS
Du studio au 3 p., 40 m² ind.
étude toutes offres. Décision
immédiate. 42-71-12-00.

PAIEMENT COMPTANT
Je cherche un appartement
Paris ou proche banlieue.
Tél. 42-71-03-00.

locations
non meublées
offres

Paris
Bel app. 2 pos, cuis. aménagée,
s. de b., w.-c., 100 000 F.
de Plaisance, 75014, 3 P. 500 F.
80-77-82-47, bureau.
69-01-96-84, domicile.

locations
non meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. par BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
GDS APPTS de stand. 5, 6,
7 P. Tél. : 42-90-20-45.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
DE GRANDE CLASSE
Séjour réceptions
avec minimum 3 chbres.
06160 JUAN-LES-PINS, tél.
(16) 93-51-78-93, CPN
PARIS 42-50-85-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. par BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
GDS APPTS de stand. 5, 6,
7 P. Tél. : 42-90-20-45.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
DE GRANDE CLASSE
Séjour réceptions
avec minimum 3 chbres.
06160 JUAN-LES-PINS, tél.
(16) 93-51-78-93, CPN
PARIS 42-50-85-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. par BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
GDS APPTS de stand. 5, 6,
7 P. Tél. : 42-90-20-45.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
DE GRANDE CLASSE
Séjour réceptions
avec minimum 3 chbres.
06160 JUAN-LES-PINS, tél.
(16) 93-51-78-93, CPN
PARIS 42-50-85-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. par BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
GDS APPTS de stand. 5, 6,
7 P. Tél. : 42-90-20-45.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
DE GRANDE CLASSE
Séjour réceptions
avec minimum 3 chbres.
06160 JUAN-LES-PINS, tél.
(16) 93-51-78-93, CPN
PARIS 42-50-85-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. par BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
GDS APPTS de stand. 5, 6,
7 P. Tél. : 42-90-20-45.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
DE GRANDE CLASSE
Séjour réceptions
avec minimum 3 chbres.
06160 JUAN-LES-PINS, tél.
(16) 93-51-78-93, CPN
PARIS 42-50-85-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. par BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
GDS APPTS de stand. 5, 6,
7 P. Tél. : 42-90-20-45.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
DE GRANDE CLASSE
Séjour réceptions
avec minimum 3 chbres.
06160 JUAN-LES-PINS, tél.
(16) 93-51-78-93, CPN
PARIS 42-50-85-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. par BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
GDS APPTS de stand. 5, 6,
7 P. Tél. : 42-90-20-45.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
DE GRANDE CLASSE
Séjour réceptions
avec minimum 3 chbres.
06160 JUAN-LES-PINS, tél.
(16) 93-51-78-93, CPN
PARIS 42-50-85-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. par BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
GDS APPTS de stand. 5, 6,
7 P. Tél. : 42-90-20-45.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
DE GRANDE CLASSE
Séjour réceptions
avec minimum 3 chbres.
06160 JUAN-LES-PINS, tél.
(16) 93-51-78-93, CPN
PARIS 42-50-85-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. par BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
GDS APPTS de stand. 5, 6,
7 P. Tél. : 42-90-20-45.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
DE GRANDE CLASSE
Séjour réceptions
avec minimum 3 chbres.
06160 JUAN-LES-PINS, tél.
(16) 93-51-78-93, CPN
PARIS 42-50-85-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. par BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
GDS APPTS de stand. 5, 6,
7 P. Tél. : 42-90-20-45.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
DE GRANDE CLASSE
Séjour réceptions
avec minimum 3 chbres.
06160 JUAN-LES-PINS, tél.
(16) 93-51-78-93, CPN
PARIS 42-50-85-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. par BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
GDS APPTS de stand. 5, 6,
7 P. Tél. : 42-90-20-45.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
DE GRANDE CLASSE
Séjour réceptions
avec minimum 3 chbres.
06160 JUAN-LES-PINS, tél.
(16) 93-51-78-93, CPN
PARIS 42-50-85-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. par BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
GDS APPTS de stand. 5, 6,
7 P. Tél. : 42-90-20-45.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
DE GRANDE CLASSE
Séjour réceptions
avec minimum 3 chbres.
06160 JUAN-LES-PINS, tél.
(16) 93-51-78-93, CPN
PARIS 42-50-85-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. par BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
GDS APPTS de stand. 5, 6,
7 P. Tél. : 42-90-20-45.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
DE GRANDE CLASSE
Séjour réceptions
avec minimum 3 chbres.
06160 JUAN-LES-PINS, tél.
(16) 93-51-78-93, CPN
PARIS 42-50-85-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. par BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
GDS APPTS de stand. 5, 6,
7 P. Tél. : 42-90-20-45.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
DE GRANDE CLASSE
Séjour réceptions
avec minimum 3 chbres.
06160 JUAN-LES-PINS, tél.
(16) 93-51-78-93, CPN
PARIS 42-50-85-85.

locations
non meublées
demandes

Paris
INTERNATIONAL SERVICE

ILIERE

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

AGENDA IMMOBILIER

ST-DENIS CENTRE

AGENDA IMMOBILIER

AGENDA IMMOBILIER

ST-DENIS CENTRE

AGENDA IMMOBILIER

GROUPE ZAUBERMAN

ACHETI

IMM

AGF

GFF

Gffi

LOCARE

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS

SGI-CNP

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

... Le Monde • Jeudi 31 août 1989 19

Chaque mercredi, le Monde consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont ces institutionnels ? Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent

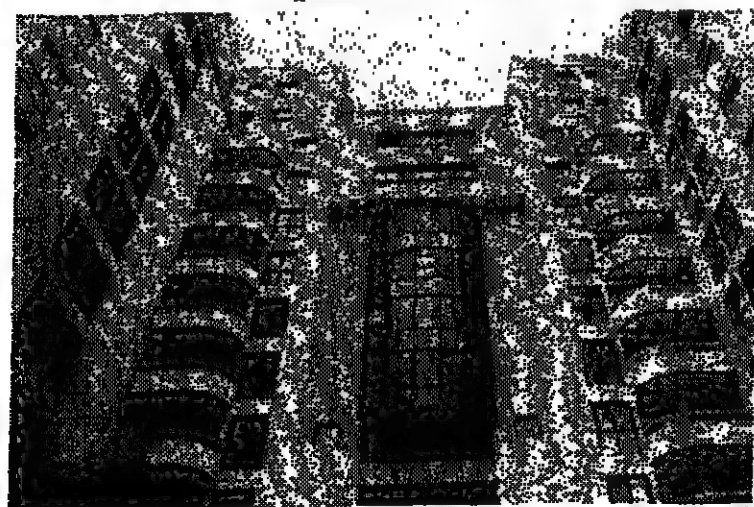
donc aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre le Monde et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface / étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface / étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface / charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			78 - YVELINES			92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)		
4 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 75 m², 4 ^e étage	18, rue Quincampoix SAGGEL - 47-42-44-44	5.820 + 1.220	3 pièces 71 m², 7 ^e étage	Poissey 3, av. des Ursulines SGI / CNP - 30-74-32-14	2.900 + 758	3 pièces 68 m², 4 ^e étage	Puteaux 1, rue Volta AGF - 42-44-00-44	4.300 + 800
9 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 76 m², 2 ^e étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44	7.500 + 525	5 pièces 120 m², 1 ^e étage	Rocquencourt 17, rue des Erables SGI / CNP - 39-55-57-21	5.876 + 1.540	3 pièces 71 m², 1 ^e étage	Saint-Cloud 21, rue de la Libération SAGGEL - 46-08-80-36	4.950 + 425
3/4 pièces 100 m², 3 ^e étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44	9.800 + 595	2 pièces 54 m², 2 ^e étage	Versailles 96, av. de Paris SAGGEL - 46-08-80-36	3.930 + 521	2 pièces 52 m², 1 ^e étage	Sèvres 12, route des Postillons SAGGEL - 46-08-80-36	3.400 + 586
5 pièces 150 m², 1 ^e étage	10, rue de Maubeuge AGF - 42-44-00-44	13.500 + 1.200	4 pièces 84 m², 1 ^e étage	Versailles 96, rue de Paris SAGGEL - 46-08-80-36	5.100 + 719	3 pièces 72 m², 1 ^e étage	Vanves 114, av. Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44	3.995 + 927
11 ^e ARRONDISSEMENT						93 - SEINE-SAINT-DENIS		
4 pièces, park. 88 m², 2 ^e étage	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-19-97	7.351 + 833	4 pièces 102 m², 1 ^e étage	Versailles 20/22, prom. Mone-Lisa AGF - 42-44-00-44	5.810 + 1.360	4 pièces 85 m², 7 ^e étage	Pantin 18, avenue J.-Loève LOC INTER - 47-45-19-97	4.953 + 897
Studio meublé 36 m², r.-de-c.	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.675 CC/sem.	Studio 34 m², r.-de-ch.	Saint-Germain-en-Laye 40 quartier, 8 à 11, rue des Ursulines AGF - 42-44-00-44	3.350 + 240	94 - VAL-DE-MARNE		
Studio meublé 28 m², r.-de-c.	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.150 CC/sem.	92 - HAUTS-DE-SEINE					
2 pièces meublées 45 m², 5 ^e étage	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	6.300 CC/sem.	Studio 50 m², r.-de-ch.	Boulogne 2, rue du Château SGI / CNP - 46-08-80-36	3.900 + 787	4 pièces, park. 87 m², 3 ^e étage	Charenton-le-Pont 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	7.076 + 1.055
2 pièces 52 m², 1 ^e étage	12, rue des Buis AGF - 42-44-00-44	3.700 + 300	2 pièces 40 m², 1 ^e étage	Boulogne 22, rue de Sully SGI / CNP - 43-03-61-83	2.742 + 702	4 pièces, park. 83 m², 2 ^e étage	Garches 17, rue Jean-Mermoz GFF - 47-41-62-10	4.450 + 1.530
12 ^e ARRONDISSEMENT						95 - VAL-D'OISE		
2 pièces, parking 40 m², 1 ^e étage	7/18, r. St-John LOC INTER - 47-45-19-97	3.650 + 458	2 pièces, parking 47 m², 1 ^e étage	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-97	4.357 + 483	3 pièces, park. 68 m², r.-de-ch.	Saint-Mandé 7, rue Pays LOC INTER - 47-45-19-97	5.327 + 675
3 pièces, parking 63 m², 2 ^e étage	78, rue de Bercy LOCARE - 46-79-20-22	5.484 + 392	3 pièces, parking 73 m², 4 ^e étage	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-97	6.442 + 709	2 pièces 43 m², 4 ^e étage	Saint-Mandé 7, rue de l'Amiral-Courbet LOCARE - 45-79-20-22	3.495 + 844
15 ^e ARRONDISSEMENT						95 - VAL-D'OISE		
Studio 37 m², r.-de-c.	5, rue Alex.-Cabaret AGF - 42-44-00-44	2.700 + 407	3 pièces 82 m², r.-de-ch.	Boulogne 33/35, rue Anna-Jacquelin AGF - 42-44-00-44	7.700 + 1.660	2 pièces, parking 54 m², 1 ^e étage	Enghien 103, rue du Gal-de-Gaulle GFF - 49-02-36-66	3.600 + 432
16 ^e ARRONDISSEMENT						Enghien		
3 pièces, parking 77 m², 4 ^e étage	10, rue A.-Maquet LOC INTER - 47-45-19-97	7.698 + 668	4 pièces 84 m², r.-de-ch.	Issy-les-Moulineaux Rue J.-P.-Timbaud SAGGEL - 46-08-80-36	4.400 + 870	4 pièces, parking 82 m², 1 ^e étage	Enghien 103, rue du Gal-de-Gaulle GFF - 49-02-36-66	8.200 + 664
4 pièces 120 m², 4 ^e étage	80, rue Lauriston SAGGEL - 47-42-44-44	9.600 + 1.100	3 pièces 86 m², 2 ^e étage	Issy-les-Moulineaux Rue J.-P.-Timbaud SAGGEL - 46-08-80-36	5.500 + 850	2 pièces 56 m², 14 ^e étage	Saint-Gratien Bd G. Agutte, all. des Ragnettes AGF - 42-44-00-44	2.530 + 900
19 ^e ARRONDISSEMENT						33 - GIRONDE		
2 pièces 52 m², 7 ^e étage	10, rds. Belleville AGF - 42-44-00-44	3.450 + 590	2/3 pièces 86 m², 7 ^e étage	Neuilly 39, bd du Château SAGGEL - 47-42-44-44	7.310 + 1.330	4 pièces 105 m², 1 ^e étage	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONST - 56-90-11-33	5.000 + 650
4 pièces 83 m², 5 ^e étage	12, rds. Belleville AGF - 42-44-00-44	4.965 + 1.260	Studio 40 m², 2 ^e étage	Neuilly 39, rue Parmentier AGF - 42-44-00-44	3.430 + 530	3 pièces 78 m², 2 ^e étage	Bordeaux 127, rue de Turenne NVX CONST - 56-90-11-33	4.160 + 460
20 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 66 m², 2 ^e étage	7, rue Saint-Blaise AGF - 42-44-00-44	4.050 + 910	2 pièces 50 m², 1 ^e étage	Puteaux 1, rue Volta AGF - 42-44-00-44	3.230 + 460			
78 - YVELINES								
2 pièces 51 m², 2 ^e étage	Le Chesnay 27, rue de la Collé SGI / CNP - 39-54-47-29	2.744 + 469						
3 pièces 80 m², 4 ^e étage	Le Chesnay 11, rue des Deux-Frères SGI / CNP - 39-54-47-29	4.136 + 686						
3 pièces 73 m², r.-de-jard.	Maisons-Laffitte 21/31, rue des Côtes SAGGEL - 47-78-15-95	4.100 + 1.182						

COURBEVOIE
13, place Charras



Bel ensemble immobilier, situé sur la place Charras, dans le nouveau quartier de Courbevoie, à proximité de la Défense.

AGF Location, 27, rue Laffitte, Paris-9^e.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



هذا من الاموال

Économie

SOMMAIRE

■ Le gouvernement de M. Michel Rocard prendra, dans les prochains mois, des décisions sur la réforme des PTT préconisée par le rapport Prévot (lire ci-dessous). ■ Rhône-

Poulenc et Lafarge-Coppée viennent de racheter à la Compagnie du Midi 45 % du capital de la société de semences Clause (lire page 21). ■ Les défaillances d'entreprises sont

parfois mystérieuses. C'est le cas notamment de celles qui disparaissent, en un temps record, et que l'on appelle les « boutiques-éclair » (lire page 21).

La publication du rapport Prévot sur la réforme des PTT

Le gouvernement se prononcera dans les prochains mois sur l'avenir des Postes et des Télécommunications

Premier pas dans la réalisation de l'un des onze « travaux d'Hercule » (lire page 9) auquel Matignon s'attaque : le gouvernement a rendu public, mercredi 30 août, le rapport sur l'évolution des PTT rédigé par M. Hubert Prévot, ancien commissaire au Plan (le Monde daté 27-28 août). Il préconise de créer « deux personnes morales de droit public », l'une pour la Poste et l'autre pour France Télécom, et ouvre la porte à une modification du statut des 435 000 agents. Avec de sérieuses garanties à la clé.

Malgré le tollé soulevé chez certains syndicats (CGT et FO) par la publication des premières informations sur le rapport Prévot, le gouvernement a tenu parole et diffusé le document à la date prévue. Fruit de huit mois de rencontres et de débats, ce texte d'une bonne centaine de pages propose que les PTT, aujourd'hui administration d'Etat soumise à une tutelle étroite, soient dotées d'une « personnalité morale » leur permettant de jouer à égalité face à leurs grands concurrents internationaux (comme l'américain ATT ou le britannique British Telecom pour les télécommunications, DHL ou Federal Express, côté poste). Néanmoins, ces deux nouvelles entités devraient rester soumises au droit public, ce qui écarte radicalement l'hypothèse d'une société nationale (comme Air France, par exemple) — relevant du droit privé — et a fortiori celle de toute privatisation.

Comme prévu, le rapport rédigé par M. Prévot ne prononce pas le terme EPIC (établissement public à caractère industriel et commercial),

rejeté par les syndicats. Il donne toutefois un certain nombre de pistes sur la marge de manœuvre qui devrait être octroyée aux nouvelles structures : bien que soumises à la tutelle du ministre des PTT, les deux entités auraient des directions jouissant d'une vraie « autorité ». Contrairement à ce qui se pratique actuellement, leur patron pourrait nommer ses directeurs, organiser ses services, préparer et exécuter son budget... Bien sûr, des contrats pluriannuels avec l'Etat fixeraient un cadre dans lequel il devrait évoluer, notamment en matière tarifaire. Mais les règles du jeu avec l'Etat seraient claires, leurs principes étant fixés par la loi. Un grand changement par rapport aux habitudes actuelles : la Poste et France Télécom jouent traditionnellement le rôle de « vache à lait » pour alimenter de manière arbitraire le budget de l'Etat.

Conscient de l'émotion que l'idée d'une séparation entre la Poste et les Télécommunications pourrait entraîner (on a pu le vérifier ces trois derniers jours), M. Hubert Prévot s'attache à rassurer les 435 000 agents des PTT : après avoir constaté à quel point les liens étaient déjà distendus entre les deux maisons, il préconise la création d'un « conseil national des PTT », dans lequel siègeraient les syndicats, chargé d'une mission de coordination sociale, voire de conciliation. Un geste en direction des représentants du personnel, particulièrement attachés à toute une série de garanties sur la protection sociale (mutuelle, retraites...) des agents des PTT.

Une autre proposition devrait renforcer leur assentiment : celle de réintégrer les filiales privées (comme Chronopost ou Transpac)

au sein des deux entités Poste et France Télécom, qui se comporteraient ainsi comme des groupes à part entière. En effet, les syndicats se sont toujours élevés contre la création de ces filiales de droit privé, seule réponse trouvée par l'administration pour desservir son caucan et se lancer dans certaines activités concurrentes.

L'évolution du statut

Autre point sur lequel le rapport de M. Hubert Prévot — ancien syndicaliste — était particulièrement attendu : les conséquences sur le statut du personnel d'une modification de la structure juridique de la Poste et de France Télécom. S'il se montre particulièrement prudent, il n'ouvre pas moins la voie à une évolution. Mais avec des garde-fous solides. « Si le gouvernement et le Parlement estiment qu'un changement de statut aux PTT est souhaitable (...), il faudra informer, négocier et convaincre », écrit-il. Il fait une série de « recommandations pour lever bien des obstacles » sur le chemin menant à « un statut légal propre aux PTT », qui paraît avoir sa faveur.

Ce statut maison, relevant du « juge administratif », aurait un caractère général fixé par la loi. Il présenterait, en outre, « une correspondance profonde » avec les dispositions actuelles du statut de la fonction publique. Comme cela a toujours été le cas dans le passé pour des situations semblables, les agents des PTT jouiraient d'un droit d'option : « Ils pourraient conserver leur statut actuel dans de bonnes conditions », propose M. Prévot.

Il va jusqu'à souhaiter que l'emploi soit garanti dans le nouveau statut, que « les garanties fonde-

mentales accordées aux fonctionnaires » soient applicables et rappelées dans une loi.

Apaisements

Largement diffusé auprès des agents, qui le recevront tous, le rapport est accompagné d'une lettre du ministre des PTT, M. Paul Quilès, cherchant à apaiser son demi-million d'agents, souvent inquiets quant à leur devenir : les « suggestions » de M. Prévot, « seront examinées par le gouvernement et donneront lieu à des décisions au cours des prochains mois », écrit le ministre. Mercredi matin, l'hôtel Matignon publiait un communiqué annonçant que « le ministre des PTT va engager une concertation en vue de soumettre prochainement au gouvernement des propositions sur les évolutions à venir des services publics de la Poste et des Télécommunications ».

Une fois encore, M. Quilès assure que l'idée même d'une privatisation est totalement étrangère à sa démarche, comme à celle du premier ministre. De son côté, le premier ministre précise « le cadre » dans lequel la concertation devra évoluer : unité sociale et humaine du secteur PTT, attachement aux garanties fondamentales du statut des agents, capacité de répondre à leurs aspirations en termes de qualification et de carrière, accès pour les PTT à l'ensemble des nouveaux services en développement. Ce message d'apaisement, la prudence dont a fait preuve M. Prévot dans son rapport, seront-ils entendus par FO et la CGT, d'accord, une fois n'est pas coutume, sur des positions figées ? Et, derrière eux, l'agent de base des PTT sera-t-il rassuré ?

F. V.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Sisyphes à l'œuvre

Sisyphes est toujours à l'œuvre. Cela fait des années qu'il lui faut répéter le même discours, à chaque fois que tombent les résultats du commerce extérieur. Avec des nuances, il est vrai. Car si jusqu'en 1985 on incrimait volontiers la facture énergétique, un phénomène nouveau est apparu, depuis, avec le déficit chronique du solde industriel. Or en connaît les causes principales : une mauvaise orientation géographique, longue à redresser, un retard dramatique dans l'investissement industriel, tout aussi long à combler.

Ce qui intrigue aujourd'hui c'est que ces causes ont pratiquement disparu. Les résultats du commerce extérieur (7,5 milliards de francs de déficit en juillet) dépendent de moins en moins des grands travaux exécutés pour le compte de pays en voie de développement ; l'investissement industriel a repris spectaculairement depuis 1985, au point de former désormais la composante principale de la demande intérieure. Les 3,7 % de croissance en 1988, et attendus pratiquement aussi pour cette année, doivent beaucoup à l'effort d'équipement des entreprises. C'est presque un truisme que de rappeler que cet effort a pour premier effet de croquer le déficit commercial, en faveur plus spécialement des Allemands qui sont les meilleurs pourvoyeurs de biens d'équipement en général et de machines-outils en particulier.

On était cependant en droit d'attendre une retombée de ces investissements, avec pour corollaire une reconquête de parts de marché. Tel n'a pas été le cas puisque, en 1988 encore, les positions françaises ont reculé de 2 %. La première conclusion qui s'impose est que les bénéfices de l'effort d'investissement sont beaucoup plus lents à se manifester qu'on ne l'espérait. Sera-ce pour demain ? Il semblerait que, sans en regretter encore, la France ne pourrait plus de parts de marché ces derniers mois. Il faut en attendre la confirmation, mais l'INSEE va jusqu'à prévoir un léger gain pour cette année. On peut donc espérer.

La seconde conclusion que le gouvernement ne manquera pas

de faire valoir, c'est qu'il ne faut pas relâcher les freins. L'euphorie de la croissance porte aux revendications salariales et rend sourd aux objections des tenants du maintien d'un minimum de rigueur. Le temps de la facilité n'est cependant pas encore venu, dit-on du côté du ministère des finances comme du côté de Matignon. Si les capacités de production ont augmenté, cela reste insuffisant par rapport à la progression du produit intérieur brut.

Fortes consommations

La forte consommation des ménages peut devenir un handicap pour la France au moment où on risque d'assister à un décalage de conjoncture. L'activité reste forte dans l'Hexagone alors qu'elle se ralentit en Grande-Bretagne comme aux Etats-Unis. Sans en tirer de conclusion définitive, on constate que, pour juillet, on a exporté pour un milliard de francs en moins vers l'Angleterre, tandis que nos ventes à destination de l'Amérique du Nord chutent de 15 %.

Moindres ventes d'un côté, achats en progression de l'autre en raison de la hausse du pouvoir d'achat des ménages : le gouvernement se retrouve dans un cas de figure connu, même s'il n'a pas l'aspect dramatique de 1982 (l'année du plus fort déficit commercial historique). Il n'est évidemment pas question d'évoquer un quelconque plan de rigueur, les choses allant au mieux sur le plan de la monnaie et celui de l'inflation. Mais de là à vouloir causer trois fois la hausse de la croissance. Dure réalité à l'heure des préparations de congrès.

FRANÇOIS SIMON.

● RECTIFICATIF. — Le déficit du solde industriel français, hors matériel militaire, a été de 4,8 milliards de francs en juin et de 11 milliards en juillet au lieu de 3,6 milliards et 7,5 milliards, comme une erreur de calcul respectivement nous l'a fait indiquer sur le graphique publié dans le Monde du 30 août, page 38.

REPÈRES

Etats-Unis

Croissance révisée à la hausse...

La croissance de l'économie américaine a atteint 2,7 % en rythme annuel durant le deuxième trimestre, annonce le département du commerce, révisant fortement à la hausse ses premières estimations de 1,7 %. Par contre, l'expansion économique du premier trimestre est ramenée à 3,7 %, toujours en rythme annuel, contre 4,4 % précédemment annoncées.

L'inflation reste malgré tout élevée selon l'indice du produit national brut (PNB), 5,1 % durant le deuxième trimestre en raison du renchérissement de l'énergie contre 4,8 % durant les trois premiers mois de l'année. Le département du commerce précise que près des deux tiers de sa révision en hausse de la croissance du PNB du deuxième trimestre proviennent de la consommation des ménages, qui a, finalement, augmenté à un rythme annuel de 2,2 %.

... recul des bénéfices des entreprises

Les bénéfices nets des entreprises américaines ont reculé de 5,4 % au

deuxième trimestre, la plus forte baisse des trois dernières années, annonce le département du commerce. Après la baisse de 1,1 % du premier trimestre, il se confirme, selon les analystes, que la période d'or où les entreprises recrutaient les fonds de leurs efforts de réduction des coûts tout en profitant du « boom » des exportations est révolue.

Hongrie

La réévaluation du forint vis-à-vis du rouble

A partir du 1^{er} septembre, le forint hongrois sera réévalué de près de 5 % vis-à-vis du rouble transférable, a annoncé le mardi 29 août le ministre des finances hongrois M. Laszlo Bekesi.

Le cours du rouble transférable, la monnaie utilisée par les pays du CAEM (11) pour régler leurs échanges commerciaux, passera de 29 à 27,5 forints. En revanche, le cours du rouble « touristique » demeurera inchangé, à 19,50 forints.

Selon M. Bekesi, cette mesure est destinée à éliminer l'excédent de roubles transférables obtenu par la Hongrie, en raison de la dévaluation des relations commerciales intra-CAEM, qui se traduit par de moindres livraisons de produits soviétiques à la Hongrie. Le même jour, l'agence hongroise d'information MTI a fait part de la décision soviétique de diminuer de 10 % à 12 % ses livraisons d'électricité à la Hongrie au mois de septembre.

(1) Conseil d'assistance économique mutuelle, ou COMECON.

● Confirmation de la hausse de 0,3 % des prix à la consommation en juillet. — L'indice définitif des prix à la consommation a augmenté de 0,3 % en juillet, après une hausse de 0,1 % en juin, a indiqué l'INSEE le mercredi 30 août. Ce résultat, conforme à l'indice provisoire, ramène la hausse des prix en glissement annuel à 3,6 % en juillet, contre 3,5 % en juin. La hausse de l'indice de juillet est principalement due à l'augmentation de 0,5 % du prix des produits alimentaires et des services, alors que celui des produits manufacturés a diminué de 0,1 %.

Un tabou et un enjeu technologique

Il l'a bien descendu ! Chargé par le gouvernement d'une mission particulièrement délicate — mener un débat public sur l'avenir des PTT — M. Hubert Prévot s'en tire avec les honneurs : en se prononçant pour une modification de la structure juridique de l'actuelle administration des PTT et son corollaire — un changement du statut du personnel — il met sur les rails une des réformes les plus importantes du septennat.

Sujet tabou et épineux, tant sont puissants les syndicats à la Poste et aux Télécoms, l'évolution des PTT est aussi une cause nationale. Elle dépasse largement l'intérêt des 435 000 agents. Car c'est la place de la France sur l'échiquier technologique mondial qui se joue. Après avoir perdu la bataille de la micro-électronique, celle de l'information, la France ne peut pas se permettre de voir périr dans un des derniers secteurs dans lesquels elle bénéficie encore d'une renommée mondiale, pour n'avoir pas su faire évoluer les structures.

De tous temps, la maîtrise des grandes voies de communication — et les télécoms le sont — a constitué un attribut du pouvoir et un baromètre de la puissance d'une nation.

Pour se battre à armes égales dans un monde où les technologies bougent sans arrêt et où les concurrents ont pour nom ATT et IBM, France Télécom a besoin de fonctionner avec des règles du jeu relevant de l'économie moderne. Elle doit pouvoir embaucher, investir, apposer sa signature en bas de contrats, être capable de payer les meilleurs spécialistes... Toutes choses qu'elle ne peut faire aujourd'hui qu'avec mille et un tracas.

Quant à se sécher, la Poste, si elle le réalise moins, elle est confrontée aussi à des défis, face à des concurrents énormes, modernes, motivés, à la veille du grand marché européen.

Qui pourra faire croire sérieusement qu'un agent d'EDF, vivant dans un EPIC, est plus malheureux qu'un postier de la fonction publique ? Qui pourra soutenir que

le pouvoir syndical est faible à EDF ? Qui osera dire — sauf à lui faire un procès d'intention — qu'Hubert Prévot (et derrière lui le gouvernement) veut une « privatisation » des PTT ?

Le transfert actuel vers des filiales de droit privé d'un certain nombre d'activités très lucratives est infiniment plus dangereux en terme pour la pérennité du service public que son aménagement concerté et réfléchi.

Le rapport Prévot s'entoure d'un luxe de précautions pour donner des garanties aux syndicats et au personnel. Celui-ci se voit proposer une possibilité d'option, une garantie de l'emploi, le maintien des avantages de la fonction publique, peut-on sérieusement soutenir que l'on assiste à un viol social ?

Derrière M. Prévot et le ministre des PTT, le gouvernement devrait s'attacher à apaiser encore les esprits en martelant ses engagements sur la non-privatisation, le maintien d'une unité sociale et humaine des deux entités, sur les garanties fondamentales des fonctionnaires.

Il a trois ans pour faire des PTT une vitrine sociale et prouver sa capacité de dépoussiérer la fonction publique.

FRANÇOISE VAYSSÉ.

Dans la plupart des pays

L'impôt sur le revenu bat en retraite

Pour la première fois depuis sa création, l'impôt sur le revenu a baissé dans la plupart des pays, selon une étude réalisée par un responsable américain du Trésor. Seuls le Luxembourg (où le taux maximal est passé de 57 % à 58,8 %) et le Liban (de 40 % à 50 %) affichent une imposition sur le revenu en hausse au cours des dernières années. En revanche, dans cinquante-cinq pays, la tendance est très nettement au reflux. Parmi les baisses vertigineuses : les Etats-Unis, où le

taux maximal a dégringolé de 50 % à 28 %, et le Japon. En France, ce taux a connu également un repli de 60 % à 58,8 %. L'impôt sur le revenu n'a guère bougé dans vingt-neuf pays, dont la RFA (56 %). La Bolivie remporte la palme pour le taux-plafond le plus léger (10 %), suivie de près par la Suisse (11,55 %). A l'opposé, la Zambie (taux maximal de 75 %) et les Pays-Bas (72 %) ont les impositions sur le revenu les plus élevées.

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

MÉTRO DE MARSEILLE

Prolongement Castellane/La Timone Equipements courants forts et courants faibles

— Service qui passe le marché : SOCIÉTÉ DU MÉTRO DE MARSEILLE, 44, avenue Alexandre-Dumas - 13008 MARSEILLE. Tél. : 91-77-68-82.

— Mode de passation : appel d'offres ouvert.

— Objet du marché :

Pour la partie courants faibles :

- prolongement de Castellane à La Timone ;
- adaptation et modernisation de la commande centralisée du métro.

Pour la partie courants forts :

- prolongement de Castellane à La Timone.

— Définition des lots techniques :

Le dossier se compose d'un dossier de pièces générales et de sept dossiers de lots techniques :

- Lot n° 1 Signalisation et pilotage automatique sur Castellane/La Timone ;
- Lot n° 2 Commande centralisée : énergie et traction sur Castellane/La Timone ; adaptation et modernisation de la commande centralisée du métro ;
- Lot n° 3 Télécommunications et supervision : sur Castellane/La Timone ; mise en place de systèmes d'interphonie, de vidéo et de gestion technique centralisée sur l'ensemble du métro ;
- Lot n° 4 Informatique trafic et télétransmissions : sur Castellane/La Timone et renouvellement des équipements de la ligne 1 ;
- Lot n° 5 Haute tension : distribution 20 kv et systèmes associés sur Castellane/La Timone ;
- Lot n° 6 Basse tension : distribution BT et éclairages sur Castellane/La Timone ;
- Lot n° 7 Traction : poste de redressement et distribution 750 V CC sur Castellane/La Timone.

— Les candidats devront répondre sur tout ou partie des lots pris isolément. Ils pourront en outre présenter des regroupements de lots.

— Délai global d'exécution : vingt-huit mois.

— Les dossiers d'appel d'offres pourront être retirés à partir du 18 septembre 1989 à 9 heures à l'adresse ci-dessus contre un cautionnement de 1 000 F par dossier de lot technique, en chèque qui sera restitué si l'offre est conforme au règlement particulier d'appel d'offres.

Le dossier général sera remis gracieusement à chaque soumissionnaire.

— Les offres devront parvenir le 1^{er} décembre 1989 avant 12 heures à l'adresse ci-dessus et resteront valables pendant cent quatre-vingts jours.

— Les soumissionnaires devront fournir tous les renseignements prévus à l'article 251 du code des marchés publics 1^{er} et 2^{es} alinéas.

— Date d'envoi de l'avis d'appel d'offres à la publication : 22 août 1989.

Économie

AFFAIRES

Avec la reprise à Axa-Midi des graines Clause

Rhône-Poulenc et Lafarge se hissent parmi les cinq premiers mondiaux des semences industrielles

Le suspense dans l'affaire Clause est terminé. Des deux protagonistes en lice depuis près de deux ans, Sanofi (groupe Elf) et Lafarge-Coppée, pour racheter le premier semencier de France, c'est finalement le cimentier, qui l'emporte. Mais il doit sa victoire à Rhône-Poulenc, qui lui a prêté main forte.

Aux termes d'un accord conclu avec la Compagnie du Midi (groupe Axa), propriétaire de l'affaire à 65,2 %, Rhône-Poulenc et Lafarge sont convenus de racheter à la compagnie d'assurance 45 % des actions Clause pour un prix confidenciel, mais évalué à 1 milliard de francs environ dans les milieux professionnels. Avec les 10 % déjà détenus par Lafarge à travers Copabio par suite des achats effectués en Bourse, les deux nouveaux partenaires vont ainsi prendre le contrôle de la clause à 55 %. Ils entendent bien prochainement augmenter cette participation à un niveau plus élevé, compte tenu de la proposition qui sera faite aux petits porteurs (12,5 % du capital sont répartis dans le public) de reprendre leurs actions sans doute au dernier cours (1 392 F).

Ces actifs seront apportés à une filiale commune (ARITROIS) à laquelle Lafarge fera sa propre contribution de 100 %, classée troisième semencier en Amérique du Nord.

La course aux biotechnologies

Avec un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de francs, le secteur des semences potagères et florales dans les toutes premières places mondiales. Ce rachat, fait au nez et à la barbe de Sanofi, qui comptait pourtant bien emporter la partie, est de toute première importance. Clause détient en effet une position de leader incontesté en France dans les semences potagères et florales, tant sur le marché des semences professionnelles, avec une part de 25 % et 350 millions de francs de chiffre d'affaires, que dans la distribution grand public où, à travers notamment les enseignes Truffaut et les petits porteurs, il contrôle 75 % de la distribution spécialisée des produits de jardinage.

Pour Lafarge, l'intérêt de cet investissement est considérable. Le

groupe cimentier va pouvoir pousser sa diversification dans les biotechnologies via sa filiale ORSAN, très impliquée dans les semences de grandes cultures tant en France (avec ORSEM) qu'à l'étranger avec Agrar Semillas (Espagne), Wilson Hybrids et Western Plant Breeders (EU), Agrar del Sol (Argentine). L'intérêt de Rhône-Poulenc n'est pas moins important. Un géant dans l'agrochimie (4^e mondial avec 10 milliards de francs de chiffre d'affaires), le numéro un français de la chimie est encore un nain dans les semences industrielles (190 millions de francs de chiffre d'affaires), un secteur d'avenir dans lequel tous les grands chimistes de la planète investissent massivement dans l'espoir de prendre de nouvelles positions au XXI^e siècle dans la fabrication des semences sur mesure, qui par assemblage de gènes seront résistantes aux herbicides à la sécheresse, au vent, aux maladies, aux parasites et, progressivement, devraient permettre de réduire l'usage des produits phytosanitaires toujours plus ou moins toxiques.

Certes, il y a encore loin de la coupe aux lèvres. Mais l'avenir se prépare à long terme. Et dans ce

domaine, l'association Lafarge-ORSAN-Rhône-Poulenc-Clause va désormais se classer au quatrième ou cinquième rang mondiale derrière Sandoz (Suisse), numéro un, Agrow (E-U) et quelques japonais, avec quelque 260 millions de dollars de chiffre d'affaires.

Dans l'immédiat, l'arrivée de Clause permettra, d'autre part, à Rhône-Poulenc de renforcer sa branche jardinage (marque KB), un marché en forte croissance (15 % l'an) avec la passion grandissante des Français de posséder un coin de culture, voire pour les plantes d'appartement. La Compagnie du Midi n'avait, quant à elle, plus aucun avantage à posséder cette participation majoritaire dans une affaire située en dehors de son domaine d'activité. Le groupe a de gros besoins d'argent. Actuellement engagé dans la plus grande OPA européenne — sur le conglomérat BAT — après avoir offert à Sir James Goldsmith de reprendre sa filiale américaine d'assurances Farmers, il va lui falloir disposer des fonds nécessaires pour faire face. Le milliard que lui verserait Lafarge et Rhône-Poulenc viendra à point renforcer ses muscles.

ANDRÉ DESSOT.

En marge des défaillances d'entreprises

Le mystère des « boutiques-éclairs »

Le nombre d'entreprises défaillantes est en moyenne de 3200 par mois, ainsi que le confirment les dernières statistiques publiées en août par l'INSEE (3378 pour les deux mois de mai et juin). Toutefois, cela ne concerne que les entreprises faisant l'objet d'un jugement de règlement judiciaire ou de liquidation de biens. Certaines « boutiques-éclairs » échappent à ce contrôle.

Chaque année, de petites boutiques — prêt-à-porter, gadgeteries, bijouteries ou pizzerias — nettes et chiquettes, ouvrent leurs portes. Mais c'est souvent pour les refermer quelques mois plus tard. Une étude publiée en novembre dernier par l'INSEE montre en effet que la moitié des commerces nouvellement créés cessent leur activité avant d'avoir atteint deux ans et demi d'existence.

Le grand public parle de « malhonnêteté », soupçonnant des manœuvres frauduleuses, tandis que les professionnels parlent d'« inexpérience » : « Ce sont des gens qui ont confondu bénéfices et argent de poche », explique un responsable de l'Institut de promotion du commerce textile. Il est vrai que, en dehors des PDG qui trouvent à un moyen commode de satisfaire leur petite amie, monter un commerce lorsque l'on dispose d'un petit pécule ne manque pas d'attrait : la mise de fonds n'est pas forcément très lourde (à partir de 20 000 F pour un fonds de prêt-à-porter, 40 000 F pour un pressing), et les marges sont attractives : « Les détaillants doublent leur prix sur les articles que je leur vends », explique un grossiste-importateur en gadgets à Aubervilliers. Alors, pourquoi hésiter ? Les pièges sont pourtant nombreux sur la route du succès.

Pour écouler des stocks

Malheur à ceux qui auront préféré le fonds bon marché à l'investissement préférentiel ou la création à la reprise. L'espoir de vie d'un fonds repris est supérieur de deux ans à celui des créations d'activité. Autre chausse-trappe : les marges. Certes, elles sont souvent importantes. « Mais dans le prêt-à-porter par exemple, souligne Maurice Haim, expert-comptable à Compiegne, elles cachent un très fort coefficient de perte : il suffit d'un hiver très doux comme celui que nous avons connu cette année pour que beaucoup de magasins de fourrure n'aient plus qu'à fermer leurs portes ».

Certains apprentis-commerçants ont aussi une fâcheuse tendance à confondre chiffre d'affaires et bénéfice. Résultat, après une période d'expansion favorisée par les crédits des fournisseurs et des exemptions fiscales, la chute est rude lorsqu'il faut payer tout à la fois stocks et charges.

Pour minimiser les risques, certains « bleus » optent pour la franchise (1). Le choix d'un secteur d'activité est très large puisque les 700 enseignes qui existent actuellement sur le marché français cou-

vrent des domaines très différents, de l'agence matrimoniale à la mécanique auto en passant par l'habillement et la restauration. Parallèlement, les besoins en capitaux pour démarrer sont des plus variables : de 65 000 francs à plus de 10 millions de francs, les besoins en fonds de roulement. De lourds investissements qui ne font pourtant pas de la franchise une assurance tous risques : là encore, le franchisé non averti risque de payer très cher son inexpérience, d'autant que, chaque année, plusieurs réseaux disparaissent, laissant à la rue des victimes désemparées, pleurant le droit d'entrée exorbitant versé quelques mois plus tôt à un franchiseur peu scrupuleux.

Mais les boutiques-éclairs ne concernent pas seulement les débutants. Elles correspondent parfois à des techniques de marketing bien connues des experts-comptables et des avocats. L'ouverture temporaire d'un point de vente par un grossiste ou un détaillant est ainsi une ficelle utilisée pour écouler des stocks excédentaires. L'objectif n'est plus de gagner de l'argent mais de faire de la trésorerie en se débarrassant d'un stock coûteux.

Autre procédé, le dépôt de bilan : car si, au siècle de Balzac, les entrepreneurs cadettés étaient vilipendés et jetés en prison, il en va tout autrement désormais, surtout depuis la loi du 25 janvier 1985 sur les défaillances commerciales : exit l'infamante faillite et priorité à la survie de l'entreprise. Une philosophie nouvelle que certains commerçants ne se font pas faute de mettre à profit : « Le gros des impayés des fournisseurs provient de la facilité des dépôts de bilan », explique un avocat spécialisé dans le droit commercial. Autrefois, les commerçants en difficulté se battaient pour se relever ; aujourd'hui, un dépôt de bilan bien géré est un bon moyen d'oxygéner, d'autant que les seules sanctions appliquées sont les interdictions de gérer, facilement détournables par l'utilisation de prête-noms.

Bête noire des fournisseurs, le dépôt de bilan version 1985 est devenu une manne pour certains commerçants vireux qui s'en sont fait une spécialité. Il faut dire que, le système commercial français étant fondé sur le « crédit-acheteur », c'est-à-dire sur le paiement à terme des fournisseurs, la tentation est grande de ne pas payer ces derniers — et pas seulement en cas de difficultés. De nombreuses boutiques, dont beaucoup de soldes, sont ainsi montées en toute légalité pour écouler une marchandise acquise auprès de grossistes qui ne seront jamais payés.

La technique utilisée est simple : les produits sont vendus en quelques semaines à prix cassés et, lorsque le stock est épuisé, le bilan est déposé avec force motifs économiques et légaux. Une mécanique bien huilée, utilisant astucieusement le renversement de la charge de la preuve introduit par la loi de 1985. En effet, si autrefois la responsabilité financière du dirigeant pouvait être engagée s'il ne prouvait pas qu'il avait bien géré son affaire, il appartient désormais aux créanciers d'apporter la preuve qu'il y a eu erreur de gestion. « Une faillite très difficile à prouver en temps normal, et plus encore

lorsqu'il s'agit de professionnels de la carabouille », souligne-t-on à la direction financière de la police judiciaire.

Même impulsion des services fiscaux à l'égard des « commerçants » qui ont décidé de décaler des bénéfices nets de tout prélèvement : « Sauf au hasard d'une enquête, le fisc n'a aucun moyen de découvrir une boutique qui ne s'est déclarée nulle part et qui dégageait tous les ans », explique une inspectrice des impôts. Un système rentable et pas aussi aléatoire qu'il y paraît : même découvert, le délai d'action de l'administration fiscale est tel que le dirigeant a le temps de partir sans laisser d'adresse.

Les boutiques « couvertures »

La réalité rejoint aussi parfois la légende : certaines boutiques-éclairs servent, on le sait, à blanchir des capitaux mal acquis. Pour les proxénètes, les braqueurs, les dealers et autres trafiquants, il s'agit alors de légaliser de grandes quantités d'argent liquide. Dominant d'action privilégiée, la solderie, mais surtout la restauration, un secteur où les

clients paient le plus souvent en espèces. Contrairement à celles dont les dirigeants veulent frauder le fisc, les boutiques « couvertures » sont bien inscrites au registre du commerce. Des ventes fictives permettent de justifier les espèces encaissées, tandis que les achats apparaissent sur de fausses factures établies par des sociétés-taxis.

Un système éprouvé, dont toute la fiabilité repose là encore sur la rapidité de rotation des fonds, seul moyen d'éviter d'être repêché. Mais qu'importe : les acquéreurs sont là, et pas forcément avec de bonnes intentions. Ainsi, des « hommes d'affaires », commerçants ou non, se sont spécialisés dans l'achat et la revente de fonds de commerce. Une partie des sommes acquises, non déclarée, est mise en compte séquestrée chez un conseil juridique comptant qui touche des intérêts sur cet argent qu'il garde au chaud en le faisant fructifier, et le reverse au gré de ses propriétaires...

ISABELLE JENDRON.

(1) Réseau de magasins indépendants adhérent à une enseigne et à un concept commercial.

LOGEMENT

Les gestionnaires veulent déposer un recours contre le décret sur les loyers

La Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB) et la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM), les deux plus importantes organisations professionnelles regroupant les gestionnaires de logements locatifs, ont annoncé, mardi 29 août, leur intention de déposer un recours devant le Conseil d'Etat pour tenter d'obtenir l'annulation du décret limitant les hausses de loyers dans l'agglomération parisienne (Le Monde du 30 août).

Pour la CNAB, la publication de ce décret « manifeste par trois fois le fait du prince » : elle « bafoue la commission nationale de concertation, qui s'y était opposée » ; elle désavoue le ministre, M. Louis Besson, « qui, lors des débats parlementaires, avait dit avec détermination qu'il n'aurait pas recours à un tel

décret » ; enfin, ce décret « ne respecte pas la loi du 6 juillet dernier, qui mettait comme condition à l'utilisation d'un décret le constat d'un dysfonctionnement du marché locatif, ce qui n'est pas le cas ».

De son côté, M. Jean-Pierre Giacomini, président de la Confédération nationale des locataires (CNL), a, de nouveau, estimé que « le gouvernement avait cédé aux injonctions des propriétaires » et a regretté que ce décret ne s'applique qu'à la seule agglomération parisienne.

Enfin, M. Pierre Brama, secrétaire national à l'urbanisme et à l'environnement du Parti socialiste, a exprimé dans un communiqué sa satisfaction de la publication de ce décret « pour la justice sociale et la politique de redressement économique ».

EN BREF

● **Délibéré dans l'affaire de La Ciotat.** — Saïsi, le 29 août, d'une opposition de la société américaine Luxmar, le tribunal de commerce de Paris a mis en délibéré jusqu'au 5 septembre la demande de celle-ci d'annuler l'affectation des chantiers navals de La Ciotat à la banque Worms et à un groupe conduit par M. Bernard Tapie. Ce dernier prévoit de les utiliser à la construction et à la réparation des bateaux de plaisance. Avec l'appui de la CGT, Luxmar veut maintenir les chantiers en activité pour y construire une trentaine de pétroliers d'ici à la fin du siècle. Le représentant du ministère public devant le tribunal a demandé le rejet de cette proposition qui, selon lui, n'est pas viable, les chantiers de Saint-Nazaire et du Havre étant seuls adaptés à l'état du marché mondial.

● **Les armateurs français réactifs.** — Le Comité central des armateurs de France (CCAF) a voté, mardi 29 août, une résolution de 2,2 %. « Or cette augmentation a été atteinte au premier semestre. En toute équité, cela suppose une certaine augmentation des calendriers de hausses. » Quant à l'unité d'action évoquée par M. Krasucki, secrétaire général de la CGT, M. Bernard n'a cru à des « coordinations possibles » que « sur des points déterminés ».

● **Un nouveau directeur des engins tactiques à l'Aérospatiale.** — En remplacement de M. Philippe Girard, nommé directeur général adjoint chargé des programmes, M. Jean-Louis Fache devient directeur de la division d'engins tactiques de la société Aérospatiale.

[Ancien polytechnicien et âgé de quarante-cinq ans, M. Jean-Louis Fache a été, de 1972 à 1975, responsable de la production de Concorde et, à partir de 1982, plus spécialement chargé, à l'Aérospatiale, de la montée en puissance de la production des Airbus et des avions ATR.]

OPÉRATION PAPA BRAVO!

NOTEZ AU VOL: 36-15 HORAV

POUR TOUT SAVOIR SUR VOS HORAIRES DE VOL

ADP

Aéroports de Paris

هنا في الجول

Marchés financiers

L'OPA de Suez sur Victoire

Le tribunal de commerce refuse le séquestre de l'autocontrôle

M. Jean-Marc Vernes, président de la Compagnie industrielle, qui avait jusqu'au 29 août pour surenchérir à l'OPA de Suez sur le groupe Victoire, semble avoir réclaté un délai exceptionnel de trois jours. Le conseil des Bourses de valeur, réuni mercredi 30 août au matin, devait se prononcer sur ce point.

Le tribunal de commerce de Paris a de son côté rejeté, mercredi 30 août, la demande de Suez de mise sous séquestre des actions d'autocontrôle de la Compagnie industrielle. Il n'a pas permis pour autant au PDG de la Compagnie, M. Jean-Marc Vernes de se prévaloir de ces actions ou de les acquérir hors du cadre d'une contre-offre.

Dans ses attendus, le tribunal a expliqué que l'autocontrôle est « habituellement » constitué pour défendre la société contre l'attaque d'étrangers au groupe dirigeant. Or,

dans le cas de la Compagnie industrielle, il s'agit d'une situation « atypique », a expliqué le tribunal puisqu'il y a « une lutte interne entre membres de ce groupe ».

Le transfert à des tiers de la propriété de l'autocontrôle apparaît comme « particulièrement anormal », a indiqué le tribunal, parce qu'il modifierait arbitrairement la situation prévalant au lancement de l'OPA.

En conséquence, le tribunal a décidé de proroger, jusqu'à une éventuelle nouvelle décision de justice, son ordonnance du 11 août, qui autorise les sous-filiales de la CI à apporter les actions d'autocontrôle qu'elles détiennent à l'offre de Suez ou à une éventuelle contre-offre avec défense de céder et transférer ces actions à des tiers.

Y. M.

La BNP et Diners' Club signent un accord de partenariat

Après un échange de réseaux bancaires avec le Banco Bilbao Vizcaya, après l'échange d'administrateurs avec la Dresdner Bank, la BNP poursuit sa politique de partenariat. Elle a signé, ces jours derniers, avec Diners' Club France (groupe Bolloré) un protocole d'accord pour un échange de services.

Côté BNP, l'accord prévoit l'ouverture de deux mille guichets BNP pour des opérations de retrait d'espèces. Les quinze mille commerçants équipés en terminaux de paiement électronique par la BNP acceptent également les cartes Diners'.

En échange, Diners' ouvrira aux porteurs de carte Premier et carte professionnelle (cartes hauts de gamme de la BNP) ainsi qu'aux détenteurs de la carte Bleue internationale de la BNP, ses mille cinq cents points de vente à l'étranger, en particulier ceux situés dans les régions du monde où le réseau Visa est peu implanté (Scandinavie...). Les cartes Premier et professionnelle se verront également offrir toute la gamme des services voyages de la SCAC (réservations d'hôtels et d'avions, etc.).

Cet accord pour l'instant limité pourrait connaître des extensions. La BNP et Diners' évaluent la possibilité de faire scinder les porteurs de cartes Diners' à une gamme de crédits « revolving » ou à des produits financiers BNP. La BNP cherche, en effet, à accroître le nombre de ses « prescripteurs ». Tel est d'ailleurs le sens de son accord avec l'UAF qui fait des agents généraux de vendeurs de produits financiers.

Quant à l'ouverture des automates bancaires aux porteurs de carte Diners', la question est en suspens. Le parc du groupement carte bancaire ne profite pour l'instant qu'aux clients des établissements qui ont participé au financement. La tentative avortée du Crédit lyonnais avec American

Express voici quelques années avait soulevé tellement de vagues que la BNP ne souhaite pas aujourd'hui donner le mauvais exemple. La question se pose d'ailleurs aussi bien avec les porteurs de carte Visa.

La résolution de ce problème n'est sans doute qu'une question de temps. Sans abandonner le dossier français, Diners' s'est tourné avec plus de succès du côté des États-Unis et notamment de Citicorp. Diners' Club international a en effet signé avec la célèbre banque américaine un accord permettant à ses porteurs de carte de retirer des espèces dans ses quinze mille distributeurs automatiques. Près de neuf mille d'entre eux sont installés aux États-Unis, mille cinq cents en Grande-Bretagne, cinq cents au Japon; une bonne partie du reste est en Europe.

Y. M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMS

INTERNATIONAL METAL SERVICE

Chiffre d'affaires du 1^{er} semestre : + 28,6 %

Groupe international de distribution de produits métallurgiques spéciaux, IMS a réalisé au cours du 1^{er} semestre 1989 un chiffre d'affaires consolidé de 1 446 millions de francs en progression de 26,6 % sur celui du 1^{er} semestre 1988.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - OBLIGATIONS PIBOR 3 MOIS 1988

Les intérêts courus du 15 juin 1989 au 13 septembre 1989 seront payables à partir du 14 septembre 1989 à raison de 447,42 F par titre de 20 000 F nominal (coupon n° 4).

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 120,79 F, soit un net de 326,63 F.

B.C.E.N. - EUROBANK

Le Conseil d'administration de la BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK), réuni le 25 août 1989 sous la présidence de M. Bernard DUPUY, a coopté M. L.V. PONOMAREV en qualité d'Administrateur et l'a nommé vice-président général de la banque avec effet au 2 octobre 1989.

M. L.V. PONOMAREV a exercé avec succès les responsabilités au sein de la BANQUE POUR LES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE L'URSS, Moscou, puis de la BANQUE D'ÉTAT DE L'URSS, Moscou, où il assumait actuellement les fonctions de Directeur général, membre du Conseil d'administration.

M. L.V. PONOMAREV remplace à Paris M. L.V. POLETAYEV appelé à exercer prochainement d'importantes fonctions au sein de la BANQUE POUR LES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE L'URSS, à Moscou.

Au nom du Conseil d'administration, M. Bernard DUPUY a remercié M. L.V. POLETAYEV du rôle éminent qu'il a joué dans la direction de la BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK) et a souhaité la bienvenue à M. L.V. PONOMAREV.

79/81, bd. Haussmann, Paris 8^e.

NEW-YORK, 28 août ↓

Baïsse

Les programmes informatiques ont repris leurs droits, mardi, à la Bourse de New-York, dans un marché calme. En effet, les ventes techniques ont pesé sur la tendance. L'indice Dow Jones, qui lundi, avait atteint un niveau record à 2 743,36 points, a baissé, en clôture, de 16,73 points, à 2 726,63 points.

Quelque 177 millions de titres ont été échangés et, au fin de journée, l'on décomptait trois baïsses pour deux hausses.

L'annonce, mardi, d'une révision en hausse, à 2,7 %, du taux de 1,7 %, de la croissance aux États-Unis au deuxième trimestre a eu peu d'effet sur le marché. Elle vient simplement confirmer la tendance d'un ralentissement en douceur de l'économie, ce que laissent entendre les récents indices. Les compagnies aériennes ont encore tiré leur épingle du jeu. AMX a gagné près de 10 dollars sur des rumeurs d'OPA. Delta, US Air et Texas Air étaient également recherchées. Seule UAL perdait 5 dollars à 277, en raison de craintes de baïsses. Le groupe pharmaceutique Boehringer était faible après l'interdiction d'un de ses médicaments.

VALEURS	Cours de 28 août	Cours de 29 août
Alcoa	70 3/8	70 3/8
A.T.T.	40 7/8	39 1/4
Bell	38 1/4	38 1/4
Boeing	119 5/8	118 5/8
Chemical Bank	44 1/8	43 7/8
Eastman	53 1/4	52 3/4
General Motors	47 7/8	47 1/4
IBM	123 3/4	122 3/4
Intel	83 1/4	81 1/8
Johnson & Johnson	52 1/4	51 3/4
McDonald	44 1/8	43 7/8
Merck	53 1/4	52 3/4
Union Carbide	29 3/8	29 1/4
U.S. Steel	38 1/8	36 3/8
West Corp.	67 1/4	67

LONDRES, 29 août ↓

Net repli

La Bourse de Londres a cédé du terrain, mardi, après l'ouverture, en baïsse de Wall Street. L'indice Footsie a perdu 16,6 points, à 2 380,3 points. Le marché était calme, car un bon nombre d'opérateurs avaient décidé de prolonger les vacances. L'indice Nikkei a perdu 215,99 points, soit 0,62 %, à 34 471,66 points.

Mardi, il avait progressé de 80,24 points. Le marché a été affecté par des ventes portées sur les titres de la construction électrique en raison des révisions en baisse des résultats de certaines sociétés de ce secteur.

La forte baisse du dollar dans la nuit a encore renforcé la prudence des investisseurs institutionnels. Ils sont donc restés à l'écart du marché. Les banques ont progressé sur des rumeurs de fusion dans ce secteur.

VALEURS	Cours de 28 août	Cours de 29 août
Adi	750	746
Indesona	1 750	1 720
Carso	1 750	1 720
Indo	1 750	1 720
Indo	1 750	1 720
Indo	1 750	1 720
Indo	1 750	1 720
Indo	1 750	1 720
Indo	1 750	1 720
Indo	1 750	1 720

FAITS ET RÉSULTATS

● Hermès est en train de se transformer en société de commandite par actions. — La maison de luxe Hermès, dont les bénéfices et les ventes ont fait la renommée internationale, semble avoir trouvé la solution pour rendre son public cible légal et possible de développement. A l'instar d'Yves Saint Laurent, Hermès pourrait, grâce à un syndicat de la SCA, à la fois verser le capital et préparer à terme une entrée en Bourse. Pour M. Jean-Louis Dumas, le PDG d'Hermès, cette modification des structures est un moyen de calmer les craintes et de mettre fin aux rumeurs périodiques sur le rachat d'une société qui a réalisé, en 1988, un chiffre d'affaires de 1 744 milliards de francs et prévoit 2,3 milliards de francs pour 1989.

● Rapprochement de « banques vertes » dans le Sud-Est. — Une assemblée générale extraordinaire des sociétés de la Caisse de crédit agricole du Rhône, établissement de deux cent quatre salariés, a accepté, le 29 août, le principe d'une fusion avec la Caisse de crédit agricole du Sud-Est (deux mille trois cent personnes). Depuis longtemps, la caisse du Rhône était confrontée à des difficultés. Le personnel a manifesté son inquiétude sur le maintien des effectifs et du réseau.

● Roussel-Uclaf : bénéfice semestriel en hausse de 42,5 %. — Le groupe Roussel-Uclaf a dégagé, au cours du premier semestre 1989, un bénéfice net consolidé de 257 millions de francs, en hausse de 42,5 % par rapport à la même période de l'année précédente. Pour Roussel-Uclaf, cette « progression

PARIS, 30 août ↑

Résistant

Dopée par toutes les grandes manœuvres déployées dans divers secteurs de la cote, la Bourse de Paris a été encore montrée résistante mercredi, après la publication, mardi, de très mauvais chiffres pour le commerce extérieur en juillet.

En repli de 0,19 % au cours des premières échanges, l'indice a instantanément retrouvé, par la suite et pour un court instant, son niveau de la veille. Toutefois, vers 14 h 30, il a cédé à nouveau 0,12 %.

La baisse de Wall Street — un marché qui souffrait un peu après les sommets records atteints ces derniers jours — et des autres places financières n'a pas eu l'incidence sur notre place. La volonté du premier ministre, M. Michel Rocard, d'abaisser l'impôt sur les sociétés pour intensifier l'effort d'investissement est bien accueillie par les opérateurs au moment où le commerce extérieur français plonge à nouveau.

Mais, en fait, le marché bénéficie actuellement de l'infirmité qui saisit actuellement divers secteurs de la cote : les assurances, les magasins, le tourisme et l'hôtellerie. Tout le monde joue les restructurations à l'échelle européenne ou mondiale de ces secteurs.

Les titres des magasins figuraient encore sur le liste des plus fortes hausses. Les actions de sociétés concernées par l'OPA de Suez sur la Compagnie industrielle n'ont pratiquement pas bougé après que le tribunal de commerce ait estimé prématurée la mise sous séquestre des actions correspondant à l'autocontrôle de la Compagnie industrielle. Le titre Suez gagnait quelques fractions.

Le MATIF était plutôt bien orienté.

TOKYO, 30 août ↓

Dépression

Après la reprise enregistrée la veille, la Bourse de Tokyo a cédé un terrain appréciable mercredi. L'indice Nikkei a perdu 215,99 points, soit 0,62 %, à 34 471,66 points.

Mardi, il avait progressé de 80,24 points. Le marché a été affecté par des ventes portées sur les titres de la construction électrique en raison des révisions en baisse des résultats de certaines sociétés de ce secteur.

La forte baisse du dollar dans la nuit a encore renforcé la prudence des investisseurs institutionnels. Ils sont donc restés à l'écart du marché. Les banques ont progressé sur des rumeurs de fusion dans ce secteur.

VALEURS	Cours de 28 août	Cours de 29 août
Adi	750	746
Indesona	1 750	1 720
Carso	1 750	1 720
Indo	1 750	1 720
Indo	1 750	1 720
Indo	1 750	1 720
Indo	1 750	1 720
Indo	1 750	1 720
Indo	1 750	1 720
Indo	1 750	1 720

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours de 28 août	Cours de 29 août
Amis à Amis	464 50	464 50
Amis à Amis	464 50	464 50
Amis à Amis	464 50	464 50
Amis à Amis	464 50	464 50
Amis à Amis	464 50	464 50
Amis à Amis	464 50	464 50
Amis à Amis	464 50	464 50
Amis à Amis	464 50	464 50
Amis à Amis	464 50	464 50
Amis à Amis	464 50	464 50

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 29 août 1989

Nombre de contrats : 12 328.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Accor	908	88	96	2,88	18,50
CE	448	26,50	42,50	2	5,30
EF-Agribusiness	520	12,50	30	16	—
Environnement SA-PLC	80	4,30	11	4	7,30
Lafarge-Capex	1 890	20	70	—	—
Michelin	189	7	14	4,20	8,95
Midi	1 500	14	60	—	—
Paribas	560	1,50	6	—	—
Paribas	560	1,50	6	—	—
Paribas	560	1,50	6	—	—
Paribas	560	1,50	6	—	—
Paribas	560	1,50	6	—	—

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 29 août 1989

Nombre de contrats : 45 393.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Dernier	108,98	108,78	108,50
Précédent	109,18	108,96	108,88

Options sur notionnel

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Marchés financiers

BOURSE DU 30 AOUT

[illegible]

Comptant (collection)

[illegible]**SICAV**[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30/8
	préc.	30/8	Actions	Volets			
Extr.-Lieu (S 1)	8 561	8 627	6 392	6 830	Or fin (au cours)	76900	76490
SOI	8 561	8 596			Or fin (au lingot)	76900	76450
Aluminium (100 DM)	337 020	338 800	325 800	348 500	Pièces trempées (20 li)	358	
Bakélite (100 F)	18 110	18 810	1 110	1 600	Pièces trempées (10 li)	367	
Benzoate (100 g)	18 110	226 800	288 800	308 800	Pièces salées (20 li)	467	461
Carbone (100 kg)	88 890	89 890	85 890	91 890	Pièces salées (10 li)	467	461
Chlorure (100 kg)	88 890	89 890	85 890	91 890	Argent	690	594
Huile (1000 lb)	19 254	10 259	10	10 800	Pièces de 20 dollars	2700	2700
Indes (1000 lb)	3 937	3 912	3 750	4 800	Pièces de 10 dollars	2380	2320
Isotane (1000 lb)	3 937	4 636	4 600	4 800	Pièces de 50 piastres	1380	1320
Grain (1000 bushels)	391 220	390 980	376	401	Pièces de 100 piastres	2380	2280
Sucre (100 lb)	98 830	98 550	96 800	99 700	Pièces de 10 florins	498	461
Antimoine (100 sch)	47 830	48 830	46 800	49 700	Or London		
Argent (100 oz)	98 830	98 830	96 800	99 700	24 Zurich		
Plomb (100 lb)	4 030	4 028	5 410	6 810	Or Hongkong		
Portugais (1000 m)	4 030		4 440	4 980	Argent London		
2000 (1000 m)	4 030						
2000 (1000 m)	4 030						

Marché libre de l'or

Verbovnik-Zem	210		Syngene-Olig.	200 40	105 04	Unit Anemostis	121 48	120 29		
Hogovine	227		Syngene-Quene	1 108 57	107 19	Obitok-Musofel	8322 83	8194 71		
Acia-Innovabilis	240		Syngene-Lido	2 409 39	1389 32	Obitok-Rogov	1030 40	1007 89		
Medica	328		Syngene-Volov	478 14	163 40	Obitok-Imovine-estip	1916 26	182 67		
Pericla, Pericla	399		Syngene	1 111 37	1187 40	Obitok-Imovine	1916 26	182 67		
Ure-Metum	410		Syngene-Lundum	1 125 54	1121 42	Obitok-Sid	10889 42	10889 42		
Re-Romus II, V	184 60	183 10	Syngene	1 255 01	1213 74	Obitok	1304 09	1261 21		
St-Gratist-Emabriga	1890		Syngene	6819 32	1805 38	Obitok	8104 94	8889 21		
Ure-Metum	267		Syngene	1 1006 53	1006 53	Obitok-Syngene	16228 08	16189 07		
Pericla, Pericla	66 30		Syngene	267 15	227 15	Obitok-Syngene	32 20	128 81		
S.E.P.R.	2323	2320 4	Syngene-Syngene	9438 29	9010 30	Obitok-Syngene	576 71	952 24		
Ure-Metum	700		Syngene-Syngene	258 31	257 7	Obitok-Syngene	82 10	81 19		
St-Lucien-de-Microla	561		Syngene-Syngene			Obitok-Syngene	177 18	170 71		
Ure-Metum	385		Syngene-Syngene			Obitok-Syngene				
Ure-Metum	144	121 90 0	Syngene-Syngene			Obitok-Syngene				
Wardur	1470		Syngene-Syngene			Obitok-Syngene				

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
 Renseignements :
45-55-81-82, poste 4330

a : coupon détaché — b : offert — c : droit détaché — d : demandé — e : prix précédent — f : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4336

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا عن الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	COMMUNICATION	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Un rapport d'Amnesty International sur la répression en Chine. 4 L'intensification de la lutte contre la drogue en Amérique. 6 URSS : le conflit du Haut-Karabakh et les suites du débat en Moldavie.	9 La programme du gouvernement : onze « travaux d'Hercule » pour M. Rocard. - Les universités d'été de la droite et du centre.	10 M. Joxe s'attend à une forte contestation dans la police. 12 Après les déclarations de Mgr Giamp. - Les incendies de forêt dans la Midi. 13 Sports : les Internationaux de tennis de Flushing Meadows.	13 La dixième université d'été de la communication : M ^{me} Tassac ne relâche pas la pression sur les chaînes privées. - Les rumeurs autour du capital d'Hachette.	20 La publication du rapport Prévoit sur la réforme des PTT. 21 Rhône-Poulenc et Lafarge Coppé parmi les cinq premiers mondiaux des semailles industrielles après le rachat de Clause. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements 7 Annonces classées 16 à 19 Carnet 13 Météorologie 15 Mots croisés 15 Radio-Télévision 16	Les événements du Liban heure par heure 3615 tapez LEMONDE Les offres d'emplois du Monde 3615 tapez LM

Au conseil des ministres

Nouvelles mesures en faveur des harkis

Le conseil des ministres réuni mercredi 30 août, au palais de l'Élysée, a adopté un projet de loi organique, présenté par M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, relatif aux pouvoirs du Conseil constitutionnel en cas d'annulation d'opérations électorales pour fraude. Ce projet vise à donner au Conseil constitutionnel les mêmes pouvoirs que ceux du tribunal administratif à l'égard des élections des conseillers régionaux, généraux et municipaux.

M. Claude Evvin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a présenté une communication sur les nouvelles orientations de la politique en faveur des rapatriés d'origine nord-africaine.

Selon M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, cette nouvelle politique vise à « rompre avec la logique d'assistance » vis-à-vis des harkis et portera notamment sur le logement, l'emploi et la scolarité des enfants de rapatriés nord-africains.

M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes, a présenté le calendrier des réunions ministérielles européennes pendant la présidence française de l'Europe.

Le conseil a, d'autre part, approuvé plusieurs nominations à des postes importants de l'administration.

M. Jacques Royette
préfet de la Vendée

M. Jacques Royette, préfet hors cadre, est nommé préfet de la Vendée.

[Né le 19 mai 1936 à Saint-Germain-sur-Morin (Seine-et-Marne), M. Jacques Royette, professeur d'enseignement général de collège puis sous-directeur de CEE, avait été élu en 1971 sous l'étiquette socialiste maire de Vert-Saint-Denis (Seine-et-Marne), puis en 1976 conseiller général du canton de Savigny-le-Temple. Président du conseil général de Seine-et-Marne de 1979 à 1982, il avait été nommé sous-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie en 1982, poste qu'il devait occuper jusqu'en décembre 1984. Nommé préfet des Côtes-du-Nord en mars 1985, M. Royette était préfet hors cadre depuis le 23 avril 1986.]

M. François-Xavier Stasse
directeur général
de l'Assistance publique
de Paris

M. François-Xavier Stasse a été nommé directeur général de l'Assistance publique de Paris en remplacement de M. Jean Choussat, qui avait démissionné, lundi 28 août, à la suite de ses fonctions pour des raisons « strictement personnelles » (le Monde du 30 août).

[Né le 11 janvier 1948 à Neuilly-sur-Seine, M. Stasse a été successivement chargé de mission au commissariat général au Plan (1976-1978) et directeur de cabinet du commissaire au Plan (1978-1981). Conseiller technique à la présidence de la République, chargé des questions économiques et financières de 1981 à 1984, M. Stasse était maître des requêtes au Conseil d'État. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et docteur en sciences économiques, M. Stasse est à la fois un proche du président de la République et de M. Michel Rocard avec qui il était au FSU. C'est d'ailleurs avec l'appui de ce dernier qu'il avait été nommé directeur du droit international, commercial et de la nationalité à la Direction des affaires civiles.]

Affaires civiles :
M. Christian Roehrich

M. Christian Roehrich est nommé directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la Justice.

[Né le 6 décembre 1938 à Anancy, M. Christian Roehrich était directeur adjoint du cabinet du ministre de la Justice depuis le 10 janvier. M. Roehrich, qui a fait la majeure partie de sa carrière à l'administration centrale du ministère de la Justice, a notamment occupé les fonctions de chef de bureau du droit européen et international. A ce titre, il avait été délégué de la France à de nombreuses réunions de la CEE ainsi qu'à des conférences diplomatiques bilatérales et multilatérales (ONU, Conseil de l'Europe). Le 18 décembre 1985, il avait été nommé sous-directeur du droit international, commercial et de la nationalité à la Direction des affaires civiles.]

● Gérard Mortier, directeur du Festival de Salzbourg. — Gérard Mortier (quarante-six ans), ancien directeur du Théâtre de la Monnaie de Bruxelles — et qui avait été présenté pour la direction artistique de l'Opéra Bastille, — a accepté, après trois semaines de négociations, de succéder à Herbert von Karajan, récemment décédé, à la direction du Festival de Salzbourg. Il prendra ses fonctions le 1^{er} octobre 1991. Hans Landemann, ancien directeur du Konzerthaus de Vienne, est nommé directeur financier.

Le numéro du « Monde » daté 30 août 1989 a été tiré à 532 259 exemplaires

A B C D E F G H

Impôts

M. Jean Lemierre
directeur général

M. Jean Lemierre est nommé directeur général des impôts.

[Né en juin 1930 à Sainte-Adresse (Seine-Maritime), M. Lemierre est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Détaché au ministère de l'économie, des finances et du budget en juillet 1980, il est chargé de la sous-direction du service de la législation fiscale en mars 1984. Nommé sous-directeur le 17 juillet de la même année, il devient chef du service de la législation fiscale au ministère délégué, chargé du budget, le 17 mars 1987, avant de devenir, en avril 1988, directeur de ce service.]

M. Jean-Pierre Leclerc
directeur adjoint

[Né le 9 mars 1936 à Paris, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'ENA, M. Leclerc a participé à plusieurs cabinets ministériels. En 1977, il a été rapporteur général de la mission d'étude sur la drogue et, en 1988, rapporteur général près la commission nationale de contrôle de la campagne pour l'élection du président de la République.]

Douanes :
M. Jean-Dominique Comolli

M. Jean-Dominique Comolli est nommé directeur général des douanes.

[Né le 25 avril 1948 à Bougie (Algérie), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, administrateur civil, M. Jean-Dominique Comolli a notamment été chargé de mission au cabinet du premier ministre, M. Pierre Mauroy, en 1984, puis auprès de M. Laurent Fabius jusqu'en 1986, avant d'être chargé, en mai 1986, de la mission sous-directeur de la direction du budget. Il était, depuis juillet 1988, directeur du cabinet de M. Michel Charasse, ministre délégué au budget.]

M. Matouk à la Caisse
de l'énergie

M. Matouk est nommé président de la Caisse nationale de l'énergie.

[Né le 18 juin 1937 à Paris, docteur d'État en économie et agrégé des facultés de droit et de sciences économiques de Paris, M. Jean Matouk a été PDG de la banque Châix et administrateur de plusieurs sociétés. Il est l'auteur de nombreux ouvrages.]

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e
Tél. : 43-26-51-09

Le Front national s'interroge sur sa mauvaise image

LA BAULE
de notre envoyé spécial

Quelles sont donc les références politiques des adhérents du Front national ? Comment se fait-il que son image soit si mauvaise ? C'est, en substance, les deux questions que M. Carl Lang, secrétaire général, et M. Jean-Yves Le Gallou, secrétaire national aux élus, se sont successivement posées, mardi 29 août, en ouverture des travaux de la cinquième université d'été du mouvement d'extrême droite à La Baule.

Dans l'immense auditorium (huit cents places) du palais des congrès Atlantica, quelque deux cents « étudiants » ont religieusement écouté les deux orateurs. De religion, il a justement été question avec M. Lang — « Le christianisme, notre héritage spirituel, est le ciment de civilisation de tous les peuples européens », — qui a gratifié ses auditeurs d'une vaste fresque historique allant du néandertalien homo sapiens au lepreux homo nationaliste. Il a voulu prouver que l'histoire de France « ne commence pas avec les Gaulois » en remontant 35 000 ans avant J.-C. pour montrer

que « la population française est un creuset de peuples qui ont tous une caractéristique commune : ils étaient européens ».

M. Lang se réfère explicitement à « l'empirisme organisationnel » de Charles Maurras pour opposer la nature humaine, qui fixe « un ordre naturel des choses » à l'égalité qui n'existe pas naturellement, mais a été inventée par l'homme de gauche, dit-il, qui « identifie sa réalité à sa volonté ». Défenseur de la nature humaine, l'adhérent du Front, selon M. Lang, se doit de croire à la liberté d'entreprise tout en étant « contre l'ultra-libéralisme mondialisé et anti-national ». De même, s'il estime que « la nation nait politiquement en se séparant de la monarchie » au moment de la Révolution, il n'en demeure pas moins, pour lui, que « ce sont les rois qui ont fait la nation française ».

Hostile à la lutte des classes à laquelle « nous opposons l'intérêt national », M. Lang se définit comme un défenseur du « nationalisme libéral ». Le temps lui semble compté dans ce « combat historique ». « Nous n'avons pas des décennies pour gagner », indique le

secrétaire général. Si nous ne gagnons pas politiquement avec Jean-Marie Le Pen dans la législature, la réalité de la colonisation de la France par les peuples non-européens sera telle qu'il sera très difficile de gagner politiquement après ».

Dans la foulée, M. Le Gallou a estimé que « dans un monde dominé par les forces cosmopolites et mondialistes », le FS défend les « identités nationales ». « Si nous renonçons à la défense de ces valeurs, notre combat politique n'aurait plus de sens. Mais c'est parce que nous menons un combat d'identité que nous avons des problèmes d'image », a-t-il ajouté. Pour le président du groupe d'extrême droite au conseil général d'Ille-de-France, il n'est pas question « de renoncer à nos idées pour avoir une bonne image ». Conclusion : le Front national ne cessera pas de parler de l'immigration, « qui est un des ressorts majeurs des votes que nous faisons », car ce qui se passe « en la matière est l'événement historique majeur du siècle et peut-être même du millénaire ».

OLIVIER BIFFAUD.

Deux sportifs tchèques
se réfugient à BordeauxBORDEAUX
de notre correspondant

Joseph Michalec et Stanislav Sutor, deux jeunes hockeyeurs sur glace tchécoslovaques qui avaient entrepris de passer à l'Ouest, ont obtenu, le 28 août, un permis de séjour temporaire à Bordeaux. Le 21 août, Joseph Michalec, vingt ans, et Stanislav Sutor, dix-neuf ans, tous deux membres de l'équipe de Poprad, ont mis à profit un déplacement sportif près de la frontière italienne pour fonder compagnie à leurs camarades. Ils ont passé la frontière par des sentiers déboisés, puis pris clandestinement le train jusqu'à Bordeaux en se cachant dans les toilettes pour échapper aux contrôles de police.

Juste avant d'entreprendre leur voyage, Joseph Michalec et Stanislav Sutor avaient contacté le président des Girondins de Bordeaux de hockey sur glace, Gérard Laurent pour solliciter son aide. Ce dernier les a accueillis dans la plus grande discrétion, le temps d'obtenir un permis de séjour. Les deux jeunes gens vont déposer une demande de statut de réfugié politique.

GINETTE DE MATHA.

A la Réunion

Huit gendarmes blessés
au cours d'affrontements avec des planteursSAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre correspondant

Huit gendarmes ont été blessés — dont quatre assez sérieusement — mardi 29 août à Saint-Denis, dans le sud de la Réunion, au cours de violents affrontements avec près d'un demi-millier de planteurs de canne à sucre qui avaient disposé un barrage sur la route reliant Saint-Pierre à Saint-Denis. Mercredi matin, la tension était quelque peu retombée, mais les planteurs de canne à sucre continuaient leur mouvement de protestation.

Il faut remonter à dix ans pour trouver trace d'affrontements aussi violents entre les forces de l'ordre et les producteurs de canne réunionnais. A l'époque, l'économie sucrière était en pleine modernisation pour s'adapter aux règles de compétitivité des producteurs de sucre de betterave européens. Si, en une décennie, la part des subventions publiques à l'économie sucrière de la Réunion a sensiblement diminué, l'aide de l'Etat et de la Communauté européenne représentait encore près de tiers du prix de la tonne de canne payée aux planteurs.

Pour la campagne sucrière 1989-1990, le prix du sucre défini par Bruxelles a diminué. Les planteurs de canne réunionnais n'ont échappé à cette baisse que grâce à un effort de l'Etat, qui a augmenté de quelques points son aide sociale à la production.

Mais cette aide a été effacée rapidement par les effets conjugués du cyclone Firinga, qui a ravagé l'île au début de l'année, et de la sécheresse qui a sévi une grande partie de l'année dernière. Perturbés par ces aléas climatiques, les cannes n'ont pas connu une croissance normale, et leur teneur en sucre est très en dessous de la moyenne de référence (138 litres de sucre pour une tonne de canne) retenu pour le paiement des planteurs. Lorsque cette moyenne est dépassée, les producteurs bénéficient d'un complément de prix. En revanche, ils sont pénalisés lorsque la canne n'atteint pas cette « richesse » de base et doivent donc une compensation à l'usine qui broie leurs cannes.

En raison de ces circonstances exceptionnelles (la production de

(Publicité)

Le Français
en retard
d'une fenêtre

Non volants d'Outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, les Français devraient venir passer dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste européen permet de gagner sans en perdre. Garantie dix ans. Deux gammes — l'isolant d'été, 171, rue Lafayette (109) et l'isolant d'hiver, 48-57-18-18.

L'Association des joueurs
de tennis professionnels
exclut l'Afrique du Sud
du Tour 1990

Sur avis du conseil de l'Association des joueurs professionnels de tennis (ATP), rédigé depuis deux semaines par l'Indien Vijay Amritraj, le bureau de l'ATP a décidé, mardi 29 août, « pour des raisons morales et pratiques », d'exclure du Tour 1990 — le circuit professionnel qui succédera à la fin de l'année au Grand Prix en place depuis 1970 — les deux tournois qui étaient programmés en Afrique du Sud, à Johannesburg et au Cap.

Dans un communiqué, le bureau exécutif du Tour a précisé qu'il a « enregistré les efforts de la Fédération sud-africaine de tennis (SATU) pour promouvoir et développer un tennis intégré » et « espère que ceux-ci seront pleinement suivis, et que le régime d'apartheid sera supprimé ». Le bureau indique enfin qu'« il attend le moment où les deux tournois (exclus) pourront reprendre place dans le circuit ».

Contrairement aux autres sports olympiques qui interdisent également les athlètes sud-africains, le tennis ne fera pas obstacle à la participation des joueurs de ce pays au Tour. L'ATP devrait même intervenir pour que ceux-ci puissent jouer dans les pays scandinaves et au Japon, où ils sont interdits. Six d'entre eux disputent actuellement l'Open des Etats-Unis.

3^e CYCLE DE MANAGEMENT

INSTITUTS EUROPEENS DES ENTREPRENEURS

Animés par un réseau international de professionnels de haut niveau, membres de la Fondation internationale des Entrepreneurs et soutenus par le Ministère de l'Industrie.

FORMATION

Des méthodes pédagogiques dont la réussite est largement reconnue par tous ceux qui ont suivi l'enseignement d'une Grande Ecole de Management. Un programme de 9 mois basé sur la confrontation à des missions réelles de Création, Développement, Redressement Reprise, Conseil et Communication d'Entreprise.

ADMISSION

Ingenieurs, Diplômés Ecole de Commerce, Diplômés de l'Université : Maîtrise Droit, Sciences, Sciences Economiques, Lettres, Cadres (plus de 3 ans d'expérience).

VILLES D'ACCUEIL

ANGERS • ANGOULEME • BEAUVAIS • GRENOBLE • LIMOGES • MONTPELLIER • MULHOUSE • NANCY • ROUEN

Cloture des Inscriptions : **5 Septembre 1989.**

Renseignements et Inscriptions : **FONDATION INTERNATIONALE DES ENTREPRENEURS**
127, rue de la Tour 75116 PARIS - Tél. 40 72 60 60

Guerni

ARTS • SPECTACLES

CINÉMA 26 Débarquement des G.I. à Deauville



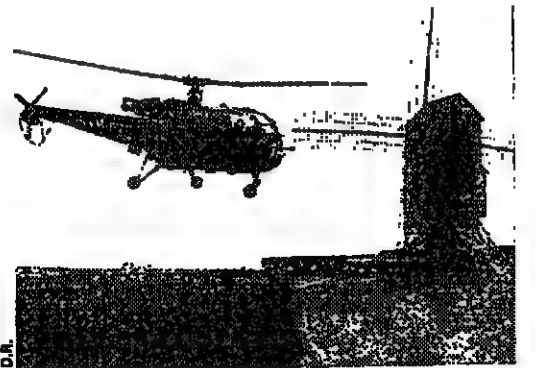
La guerre du Vietnam n'a pas fini d'alimenter la mémoire du cinéma américain. Depuis vingt ans, Brian De Palma voulait faire un film exemplaire sur le viol et l'assassinat d'une adolescente vietnamienne par quatre soldats. *Casualties of War*, son dernier film, ouvre le Festival de Deauville. Tout sur sa genèse.

MUSIQUES 30 Jazz, une rentrée en fanfare



Louis Sclavis (photo ci-dessus), Wynton Marsalis, Ray Charles, Christian Vander, Keith Jarrett, Michel Portal, une carte blanche à Manfred Eicher, l'inventeur du son ECM, Miles Davis, Gérard Escondé, Eric Le Lann: la rentrée jazz se place sous le signe de la paix retrouvée.

ANNIVERSAIRE 32 Il y a deux siècles, les hélicos...



Du défilé de Jean-Paul Goude à la reconstitution de la bataille de Valmy, la France de 1989 fête la Révolution, ses grands hommes, ses hauts faits... Mais cette fois-ci, en prenant trois ans d'avance et quelques libertés avec la vérité historique. Qu'importe. Du 16 au 24 septembre des milliers de visiteurs auront leur compte de gloire au pied du moulin.



Les femmes portent de larges robes sombres créées par Chloé Obolensky.

« LE MAHABHARATA » DE PETER BROOK PRÉSENTÉ A VENISE

Guerres et légendes

En ouverture, la Mostra de Venise offre une œuvre singulière, une grande légende indienne tournée par un maître du théâtre, Peter Brook, d'ailleurs réalisateur au cinéma de plusieurs films dont *Moderato Cantabile* et *Marat-Sade*. C'est le *Mahabharata* « la grande histoire de l'homme » avec ses amours et ses conflits apocalyptiques, qui après avoir été créé à Avignon, après avoir triomphé aux Bouffes du Nord, a fait le tour du monde. Et voici sur l'écran la mystérieuse beauté, la magie d'une fantasmagorie totalement cinématographique, bien qu'elle ne renie pas ses racines théâtrales (lire page 27).

Presque en même temps que la Mostra de Venise, consacrée au cinéma d'auteur, le Festival de Deauville continue à promouvoir le cinéma américain — films indépendants et grosses machines. Il arrive souvent que certains titres participent aux deux manifestations, pourtant bien différentes. La plupart du temps, l'accueil est également différent. Ainsi *Les Incorruptibles* de Brian de Palma reçus sans enthousiasme en 1987 à Venise, et longuement applaudis à Deauville, où Brian de Palma, paraît à nouveau cette année. Il inaugure le festival avec *Casualties of War*. Tiré d'un fait réel, c'est une fois de plus les horreurs du Viet-nam. Les films de guerre font de l'argent. Surtout, entre *Rambo* et *Platoon*, le Vietnam est désormais, comme la guerre de Sécession, une grande

légende américaine. (Lire page 26, l'article de Henri Béhar).

En France, nous parlons rarement de nos récentes « sales guerres ». Il faut dire que nous avons de quoi faire dans notre passé, riche en belliqueuses légendes. Depuis des mois, la célébration du Bicentenaire nous rappelle qu'il faut savoir se battre et au besoin tuer. « Ce sera beau comme au Vietnam » prédisent les organisateurs de la bataille de Valmy reconstituée, occasion d'une promenade bien évidemment culturelle. La culture est l'orgueil de la France. (Lire page 32, l'article de Philippe Dagen.)

COLETTE GODARD.

« CASUALTIES OF WAR » DE BRIAN DE PALMA OUVRE LE FESTIVAL DE DEAUVILLE

Le Vietnam ou la déraison exemplaire

Quatre soldats violent puis assassinent une adolescente vietnamienne. Un cinquième, simple témoin, les dénonce. Ils sont condamnés à de lourdes peines, mais ne feront que cinq petites années de prison. Depuis vingt ans, Brian De Palma voulait tirer un film de ce fait divers macabre. *Casualties of War* est un conte moral sur la déraison de l'individu et l'hypocrisie d'une société qui envoie ses enfants à la mort.

« *L'* n'était pas trop difficile d'échapper à la guerre du Vietnam en 1960. Etudiant, il suffisait de se trouver une excuse médicale ; l'armée n'était pas regardante... » Brian De Palma échappa donc à l'incorporation : son médecin certifia qu'il souffrait d'asthme. « Ce que je sais de cette guerre, je l'ai appris d'Oliver Stone, de David Rabe, des autres. Ils ont en commun quelque chose dans le regard qui n'est pas dans le mien. Ils ont de toute évidence vu des choses que ni vous ni moi n'avons vues. » L'auteur dramatique David Rabe (*Streamers*) était au Vietnam au cœur de la période « dure », en 1966.

Réalisé par Brian De Palma sur un scénario de David Rabe et présenté en ouverture du Festival de Deauville vendredi prochain, *Casualties of War* est tiré d'un fait divers : l'enlèvement, le viol puis le meurtre d'une adolescente vietnamienne par quatre des cinq membres d'une escouade de soldats américains partis en mission de reconnaissance. Frappé d'ostracisme puis craignant pour sa vie, le cinquième, « Sven Eriksson » (par sécurité, tous les noms ont été changés) court-circuite la hiérarchie militaire désireuse de couvrir le méfait et fera traduire ses anciens compagnons devant le tribunal militaire, qui les condamnera en 1967. Survenu en octobre 1966, le viol meurtrier ne sera rapporté que trois ans plus tard, dans le *New Yorker* du 18 octobre 1969, par le journaliste Daniel Lang. Cet article fleuve fera l'objet d'une publication séparée sous forme d'un livre de 123 pages.

LE METTEUR EN SCÈNE, C'EST MOI

Dès la parution de l'article, Brian De Palma — qui venait juste de réaliser *Greetings* — se met en quête des droits cinématographiques (l'acteur James Woods le harcèle pour incarner Eriksson ; De Palma pense plutôt à Al Pacino et à Jon Voight pour les rôles, tenus aujourd'hui par Sean Penn et Michael J. Fox). Trop tard : les droits sont acquis par la Warner. Le projet est plusieurs fois mis en chantier. Les réalisateurs Jack Clayton, John Schlesinger et Jerry Schatzberg



sont engagés puis écartés : « On avait alors peur de faire un film sur le Vietnam ; qui donc irait voir ça ? Budget trop élevé... Les bonnes raisons ne manquent jamais. »

Le succès commercial des *Incorruptibles* aidant, la Paramount se laisse convaincre et rachète les droits de *Casualties*. A quelques semaines du début du tournage, elle retire ses billes. « J'ai en beau signaler que, du Pont de la rivière Kwaï à Apocalypse Now en passant par Voyage au bout de l'enfer, Full Metal Jacket et Platoon, les films de guerre en général — et surtout ceux sur le Vietnam — faisaient de l'argent, ça n'a servi à rien. » La Columbia prend donc la relève — juste après que David Putnam, « patron » de la production, y a été remplacé par Dawn Steel — qui occupait les mêmes fonctions à la Paramount.

« Pas aimable, l'air méchant, ne parle à personne. Un ours. » La mine farceuse, Brian De Palma vous tend en quelque sorte le « carnet de notes » de son image publique en ajoutant : « Macabre, manipulateur, violent, anarchique. En fait trop. » Martin Scorsese le tient pour un être des plus incompris — « Merci, Marty ! » — et le dit loyal, solide en amitié et

plan dramatique de les voir — une chose en amenant une autre — inéluctablement conduits à cette extrémité. »

Cette modification fait de Meserve, lui aussi, une « victime de la guerre » (titre original) en cours de fabrication. « Il me semblait plus judicieux qu'il témoignât d'une certaine évolution. Meserve, dont la compétence militaire est indubitable, n'est pas un psychopathe entré dans l'armée parce qu'il y avait des armes. Ce qu'il a vécu de la guerre le fait basculer. »

FINIR QUAND MEME SUR UNE NOTE D'ESPOIR

Pour De Palma, le récit de Daniel Lang est une illustration de la dislocation physique et morale qui conduit souvent les hommes à sortir des normes de la décence et de la civilisation : des frères vietnamiens qui prostituent leurs filles à peine pubères comme une hiérarchie militaire qui tient à ce que « ce qui se passe sur le terrain reste sur le terrain ».

Dans l'esprit du réalisateur, le dilemme moral du film — un homme qui se retourne contre ceux qui étaient ses amis — pourrait se dérouler n'importe où. Dans une cour d'école, dans Central Park. « Cette déraison que fut la guerre du Vietnam » rend simplement le propos plus exemplaire : « On apprend à des gamins de dix-neuf ans à tuer, on les expédie au bout du monde (autrement dit sur une autre planète), on les plonge dans des conditions extrêmes, on les force à s'identifier à leurs armes automatiques, à se battre pour leur vie dans un monde moralement ambigu, car *Casualties* est un conte moral sur la corruption de



Dans le viseur de Brian De Palma (ci-contre) le soldat Don Harvey et sa victime, Thuy Thu Le (ci-dessus).

foncièrement timide. Champion de l'angoisse, il allie sexe et violence, « ajoutez : avec une jubilation malsaine », dit-il en riant. Il lançait jadis : « C'est beau, la violence. » Il rectifie aujourd'hui : « C'est très cinématographique, la violence. » Et précise : « Le cinéma est le véhicule par excellence des émotions fortes. » Ses films pouvaient être rejetés, on était bien obligé d'en admirer la virtuosité technique et le sens du visuel.

A partir des *Incorruptibles*, De Palma change et s'adjoint des auteurs dramatiques éprouvés : David Mamet, David Rabe. « J'ai eu envie de faire des films mus moins par un dessin visuel que par le caractère des personnages et les situations dramatiques dans lesquelles ils se trouvent plongés. Il paraissait donc logique que je m'adresse à des auteurs dramatiques. » (Prochaine étape de son évolution : l'adaptation d'une œuvre littéraire « reconnue », le *Bûcher aux vanités* de Tom Wolfe.)

Rabe et Mamet ont eu avec De Palma ce que l'on appelle pratiquement des « divergences artistiques ». « Lorsque l'on travaille avec des auteurs de ce calibre, il est impossible d'apporter la moindre modification à leur travail sans les consulter, ou si ladite modification n'est pas dans le droit fil de ce qu'ils ont écrit, ça les dérange. Terriblement. Désolé, mais c'est moi le metteur en scène. »

Le « nouveau » De Palma met pourtant son baroque en sourdine et évite soigneusement la réduction presque hallucinatoire de la guerre (pas de Wagner sur les hélicoptères). La violence, plus intérieure, explique les libertés prises par le réalisateur (et son scénariste).

Dans le livre, le sergent Meserve annonce d'entrée son intention de tuer l'adolescente puis d'en faire disparaître le cadavre. Dans le film, il n'est pas question de meurtre, on n'envisage qu'« un petit rock'n'roll de campagne ».

« Le meurtre, conforme au livre, procède d'une certaine logique terrifiante : ils ne veulent pas être pris avec elle. Il me paraissait plus convainquant sur un

l'individu et de la société. Le chapitre du Vietnam est loin d'être clos. »

Alors que le tiers du livre est consacré à la cour martiale, De Palma n'y consacre que quelques minutes. Il n'indique pas non plus ce qu'il advient par la suite : il voulait finir sur une note plus sereine, « une forme d'espoir », a-t-il déclaré à la presse américaine. « L'amère ironie de la réalité aurait été insupportable. » Les quatre hommes furent condamnés (dont l'un à perpétuité), mais, après de multiples recours en appel, les sentences furent considérablement réduites. Aucun n'aura fait plus de cinq ans de prison.

Le vrai « Eriksson » a lu le scénario, en a signé le décharge, mais il a refusé de rencontrer De Palma ou ses acteurs. Il vit aujourd'hui dans le Midwest sous une identité d'emprunt. On ignore ce que sont devenus les autres — ce qui doit être un enfer pour Eriksson. « S'ils n'ont pas refait surface dans les années 70, dit Brian De Palma, je ne pense pas qu'ils le feront en 1990. » (S'inspirant officiellement de l'affaire, les *Visiteurs*, le film d'Ella Kazan (1972), traite précisément de ce cas de figure. L'acteur principal en est... James Woods.)

S'il tempête contre la réticence des studios américains à traiter du Vietnam, De Palma reconnaît cependant que les films sur le sujet parviennent peu ou prou à voir le jour. En francophile convaincu et cinéphile nourri en partie par la nouvelle vague, il s'étonne que le cinéma français privilégie la deuxième guerre mondiale et l'Occupation « pour examiner ses problèmes de conscience » et qu'exceptés les films de Pierre Schoenderffer (*la 317^e Section*) la guerre d'Indochine (ou d'Algérie) soit passée sous silence.

« Les Français sont pourtant si enclins au film politique ! La France a souffert autant que nous de l'Indochine. C'est même en aidant la France à y rétablir son autorité après la seconde guerre mondiale que nous avons fini par prendre notre place... »

HENRI BÉHAR.

SOTHEBY'S
FOUNDED 1784

VENTES DE GENÈVE NOVEMBRE 1989

Paire de rafraîchissoirs
Jean-Baptiste de Lenoir
Paris 1735,
sera vendue à Genève
le 15 novembre 1989.
Estimation :
2 / 3 000 000 FF.

Les personnes désireuses d'obtenir des estimations en vue de ces ventes peuvent rencontrer nos spécialistes sur rendez-vous :

Argentier Européenne - Miniatures - Boîtes en Or - Objets Russes
à Paris, lundi 4 et mardi 5 septembre

Montres et Montres-Bracelets
à Paris,
mercredi 6 et jeudi 7 septembre

Bijoux
à Paris et Monaco,
jeudi 7 et vendredi 8 septembre

Veillez contacter : Sotheby's,
3, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 66 40 60
Sporting d'Hiver, Monte-Carlo (Monaco). Tél. : 93 30 88 80

CINÉMA

« LE MAHABHARATA » DE PETER BROOK PRÉSENTÉ A LA MOSTRA DE VENISE

La grande histoire de l'homme

Comment « le Mahabharata », légende très lointaine et plus ancienne encore, est devenu un triomphal spectacle français qui a parcouru bien des pays puis s'est installé sur les écrans du monde, grands et petits.

Il était une fois un roi aveugle. Il prit pour épouse une belle jeune fille qui, pour marquer son amour et sa soumission, passa le reste de ses jours les yeux bandés. Ce qui ne l'empêcha pas de mettre cinq fils au monde. L'histoire se passe en Inde, dans les temps légendaires. Elle est racontée par un vieil homme au sourire sage à un adolescent très beau. Au fur et à mesure de l'évocation apparaissent des personnages étranges dans un décor labyrinthique dont on entrevoit un mur lézardé, et dont, à la lueur de bougies innombrables, on devine les grands espaces nocturnes.

L'histoire est celle d'un combat immense, auquel les dieux prennent une part active, entre deux familles, les Pandavas et les Kauravas, et qui s'achève dans une apocalypse. Un combat à ce point immense que son récit est quinze fois plus long que la Bible. On aura reconnu le Mahabharata, jamais entièrement traduit dans une langue étrangère à l'Inde. Les visionnaires qui ont voulu s'attaquer à cette tâche en sont morts ou bien ont dû abandonner.

Par hasard, Jean-Claude Carrière et Peter Brook en ont entendu parler. Pendant dix ans, ils ont travaillé une adaptation théâtrale. Et ils l'ont fait d'abord connaître en France sous la forme d'un spectacle créé au Festival d'Avignon, en 1985, et pour lequel a été aménagée la carrière Callet. Il a été évidemment repris aux Bouffes-du-Nord. Et n'a cessé d'être joué dans le monde entier, en français et en anglais, pendant trois ans. Les représentations auraient pu continuer, mais le spectacle est financièrement trop lourd.

Il n'est pourtant pas trop tard pour entendre la merveilleuse histoire du Mahabharata. Elle a été filmée par Peter Brook, qui est aussi un homme de cinéma : *Marat-Sade*, *le Roi Lear* d'après deux de ses principaux spectacles, et puis *Moderato Cantabile*, *Sa Majesté des mouches*, *Rencontre avec des hommes remarquables*, qui sont des œuvres originales.

A la fin des représentations du Mahabharata, Peter Brook et Jean-Claude Carrière reprennent entièrement leur adaptation pour en faire le scénario de trois émissions pour la télévision : durée globale, six heures.

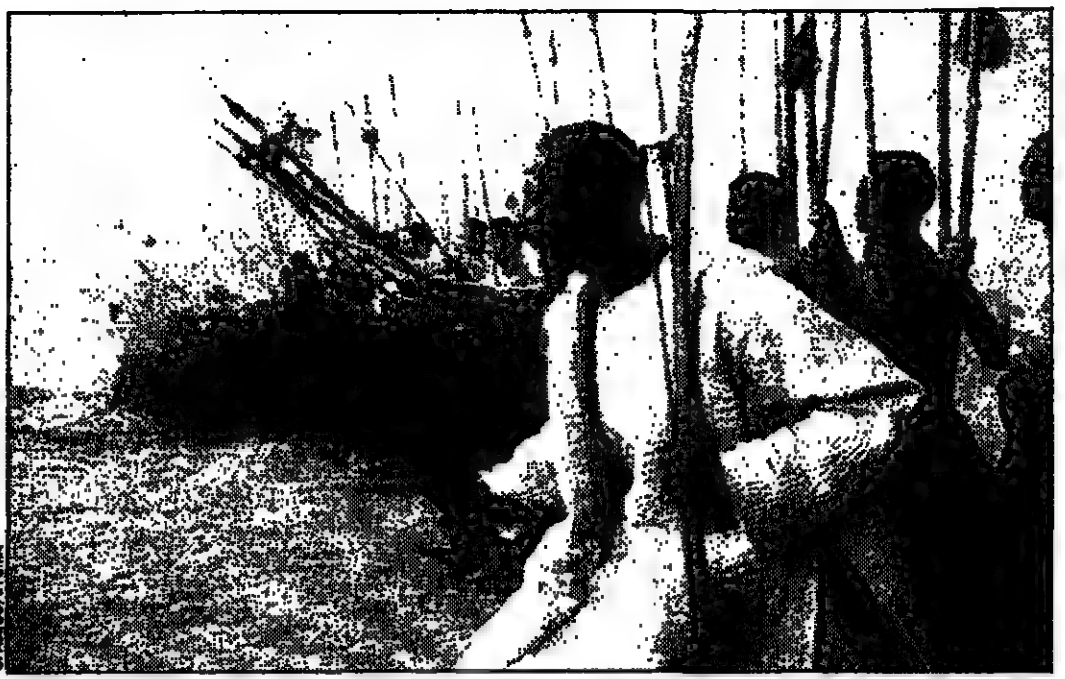
D'abord, ils partent à la recherche de studios et de paysages qui leur conviennent. Ils ne trouvent rien. Or la date du tournage - septembre 1988 - approche. Le directeur de la photo William Lubtchansky leur présente un ami, Michel Propper, associé à parité avec deux Américains de Los Angeles, dans une société de production appelée 3^e Etage.

Michel Propper conduit Jean-Claude Carrière et Peter Brook dans les anciens studios de Joinville. L'un des talents de Peter Brook est de savoir détecter ce que l'on peut appeler la magie des lieux, cette sorte de vie secrète qui permet de donner une réalité aux fictions les plus fantasmagoriques. Il est séduit par ces bâtiments dont les rides racontent la gloire, les émotions, la jeunesse du cinéma. Chloé Obolensky, scénographe habituelle de Peter Brook, y construit un décor à transformations où se croisent les souvenirs de la carrière Callet - parois arides, sols sableux - et le somptueux délabrement des Bouffes-du-Nord.

Le financement atteint alors 3 millions de dollars, grâce à Channel Four, dont l'un des responsables, Michael Kustow, est un passionné de théâtre ; à la Brooklyn Academy de musique à New-York, où le spectacle a triomphé ; à Reiner Moritz, enfin, de la RMA, qui a commencé à vendre la série avant même qu'elle ait commencé d'exister. La télévision indienne fournit les costumes - quatre mille pièces - fabriqués par une équipe anglaise. Le producteur et le lieu de tournage étant français, le CNC accorde également une aide.

Trois millions de dollars, c'est beaucoup pour une série télévisée, celle-ci exige davantage encore. Le budget s'élève d'abord à 4 millions et bientôt à 6 millions de dollars. Cherchant une chaîne de télévision susceptible de s'y intéresser - un producteur se doit de rêver - Michel Propper rencontre René Bonnel, responsable des programmes de cinéma de Canal Plus. Celui-ci ne s'engage que sur le principe d'un film, au maximum de trois heures. Peter Brook commence par dire que c'est impossible sans déformer l'esprit de son travail. Mais les défis ne lui déplaisent pas. Il accepte de revoir scénario et montage. Le tournage dure douze semaines et trois jours, sans dépasser la continuité à la télévision néerlandaise, avec suffisamment d'audience et d'indices de satisfaction pour que la chaîne achète les droits d'un second passage.

Les Vénitiens de la Mostra seront les premiers à voir la version courte - deux heures cinquante minutes - présentée en ouverture hors compétition avant de partir pour les Festivals de Toronto et de New-York. Toute l'histoire y est : naissance des héros,



L'histoire s'achève sur une terrible bataille.

années de lutte et de trahison où tous les coups sont permis, guerre finale qui s'achève sur un monde dévasté d'où les héros repartiront vers un monde chimérique. « La mort ne peut rien contre l'éternité. »

En cinéma, Peter Brook crée avec la même rigueur qu'au théâtre des images frappantes. D'autant plus frappantes qu'elles sont dépouillées, essentielles. Belles, ici, comme des peintures primitives. Apparemment simples, comme ces superbes bandes dessinées antiques dont le temps a conservé la netteté du trait et patiné les couleurs éclatantes. L'or d'un bijou, d'une broderie éclaire un instant le rouge sombre des larges robes que portent les femmes. Le noir des cheveux dessine de bizarres hiéroglyphes sur l'écran qui semblent investir les yeux agrandis au khôl. La plus grande partie du film se passe dans un crépuscule artificiel, avec des trous d'ombres où dansent les flammes des bougies qui pourraient être des étoiles. Rien n'est réaliste, si ce n'est les objets, les accessoires - tapis, vases - qui ne sont jamais purement décoratifs. Ils définissent l'endroit où se concentre le conflit.

Dans ces décors presque symboliques, presque abstraits, la personne humaine prend une terrible den-

sité. A l'écran comme à la scène, Peter Brook donne aux comédiens la charge principale de l'histoire. C'est sur eux, sur leur présence personnelle, qu'elle se joue. Tous les acteurs du film viennent d'ailleurs du spectacle, mais on les voit comme jamais, de tout près, très souvent en gros plan, et tout change.

Il y a des visages tendus, des regards meurtriers, des sourires, de la douleur et une violence retenue qui explose dans les mots et les voix. Il y a des musiques de suspense et de secrète inquiétude, ou qui annoncent un monde à part. Il y a des scènes de bataille, des chars, des chevaux blancs et d'autres noirs, une forêt faite de roseaux ou de bambou, des rangées de lances, de hauts boucliers rectangulaires sculptés. Ils avancent comme la forêt de Macbeth, encerclent un homme qui tourne et tombe...

C'est toute la merveilleuse histoire du Mahabharata, parlée en anglais - Peter Brook a adapté le texte de Jean-Claude Carrière. Une merveilleuse légende qui passe du lyrisme à la fantaisie la plus enfantine, à une sorte de mélancolie lucide et que traverse une philosophie inexorablement évidente.

C. G.

ENTRETIEN AVEC MICHEL PROPPER

Version courte

avec le metteur en scène et les comédiens. Mais, en France, nous n'avons pas derrière nous les structures des studios. Nous n'avons pas les moyens. Or Peter travaille comme un homme de théâtre, qui peut avancer par à-coups, et n'a jamais fini de modifier, d'améliorer. Au cinéma, c'est impossible. Plus on recule les décisions définitives, plus ça coûte.

« C'est rare au cinéma de décider dix jours avant le tournage qu'on a besoin d'un décor avec douze colonnes. Quand Peter vous a convaincu qu'elles sont indispensables, ce n'est pas du marchandage, mais, enfin, on peut discuter pour savoir s'il en faut vraiment douze ou si huit peuvent suffire. Ou, par exemple, on découvre que la forêt est compliquée à installer et qu'elle coûte cher. On décide qu'il n'y aura pas de forêt, mais un désert. Seulement, sur le tournage, on s'aperçoit qu'on ne peut pas se passer de la forêt, alors, on a les deux. Le travail de producteur n'est pas seulement celui d'un banquier. Sinon, mieux vaut se faire banquier, les chances de gagner sont meilleures. »

« La production a voulu aller à Venise, naturellement avec l'accord de Peter. Venise est un festival pour cinéma d'auteur, important, mais dont l'impact ne dépasse pas l'Europe. A Toronto, c'est déjà un peu plus commercial. New-York est très élitiste, mais c'est le seul moyen d'entrer aux Etats-Unis. Le travail dans un festival dépend des relations précédentes avec les médias. Pour le Mahabharata, nous avons délibérément restreint les reportages. A la fin, nous avons juste organisé une conférence de presse internationale pour les journalistes des pays qui ont acheté la série télévision. Nous n'avons pas voulu dilapider l'information. »

« Je crois fermement qu'un bon film trouve forcément son public. Avec le Mahabharata, je travaille sur la durée. Il va tenir des années. Les gens qui ont envie d'aller le voir iront de toute façon. Le problème est de décider ceux qui ne sont pas sûrs. De toucher

ceux qui, peut-être, ne connaissent pas Brook, qui n'ont pas lu les innombrables papiers parus sur le spectacle. »

« On a beaucoup parlé de quotas d'œuvres européennes. Selon moi, le Mahabharata est une production française, un film idéalement européen. Parlé en anglais, c'est vrai. On n'oublie pas pour autant la pièce de Jean-Claude Carrière. Elle reste la base. Hors de France, elle a d'ailleurs été jouée en anglais. Les Allemands, les Italiens rencontrent les mêmes difficultés. Quand Bertolucci a tourné le *Dernier Empereur*, il a dû le faire en anglais. J'appartiens à la génération qui, je l'espère, va construire l'Europe. Si on veut une industrie cinématographique forte, capable de rivaliser avec les Américains sans pour autant les imiter, et qui puisse pénétrer le marché, on est obligés de tourner en anglais. Je vais bientôt m'occuper du film sur les derniers quinze jours de Fritz Lang en Allemagne, où il est revenu après la guerre. On ne va pas le faire en allemand, juste pour produire un petit film national. Et le fait d'avoir un comédien américain pour interpréter Fritz Lang ne me gêne pas, puisqu'il s'agit d'un bon acteur et que l'histoire est belle. L'économie commande. »

L'économie commande, c'est un fait. Actuellement, à partir d'un certain budget, un film, une émission de télévision doivent être anglophones. Sur ce point, Michel Propper a tristement raison. Mais quand il se demande si ce n'est pas un moyen - ou même le meilleur - de défendre la culture française, qui est une culture d'accueil, on peut en toute sûreté lui répondre qu'il se trompe. Plutôt que de chercher des alibis, mieux vaudrait, sans doute, négocier des accords de sous-titrage et de doublage pour pénétrer le territoire américain.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.



Mais la mort ne peut rien contre l'éternité.

« D'ANS cette version courte, je trouve des dimensions humaines, des relations mère-fils qui sont diluées dans la version longue », dit Michel Propper. Il a trente-trois ans, une bouille ronde, un enthousiasme volubile. Il a donné deux ans de sa vie à ce projet et il ne le regrette pas. « On s'investit tellement dans un travail de production qu'il faut que ce soit avec des gens passionnés. Pendant ces deux ans, j'ai eu un enfant, et je n'ai pas pu accompagner la grossesse de ma femme comme je l'aurais voulu, mais j'ai travaillé avec Peter Brook. J'aimais ses films, en particulier *Sa Majesté des mouches*, mais je ne connaissais pas son théâtre. Je n'avais pas vu le Mahabharata. J'y suis allé pour le marathon de neuf heures, c'était dur. »

« Quand je suis intervenu, la production existait déjà, et, à mon sens, elle avait été mise en place à l'envers. Ils voulaient la série télévisée de six heures, rien d'autre. Elle a été vendue dans le monde entier, très bien, mais, du coup, le film va avoir du mal à trouver son équilibre financier. Rester sur la télé nous

privait d'un public décidé à aller en salle pour quelque chose de moins long, même si trois heures, ce n'est pas standard. La décision était importante pour Peter et moi, parce que cela voulait dire une post-production plus sophistiquée, notamment un travail sur le son. Les jeunes - qui font le public des salles - y prêtent une grande attention. Moi aussi, d'autant que j'ai été ingénieur du son. Le budget a fortement augmenté, mais c'était le seul moyen pour que le film gagne un peu. On perd davantage. »

« J'ai fait un pari de production. Le Mahabharata est le contraire d'un théâtre filmé, pourtant il a été tourné dans un espace proche du théâtre : un studio unique. Au théâtre, Peter Brook est son propre producteur, c'est vrai. Mais il est infiniment rigoureux sur l'argent. Il a des exigences que je dois négocier et que je peux comprendre. Je me revendique cultivé, j'ai une licence d'histoire de l'art. J'aimerais, comme les producteurs hollywoodiens, déléguer la gestion d'un film au jour le jour et me consacrer aux relations

سكتة في الحلق

SÉLECTION

Les films de la rentrée

Il est impossible d'ignorer que *James Jones* et la dernière croisée le 18 octobre. Mais, à l'ombre des superhéros américains, on pourra voir les films primés à Cannes (dont la Palme d'or *Sauvages*, mensonges et vidéo, le 4 octobre) et ceux qui furent sélectionnés à Deauville et à Venise. Avec également le dernier film de Bertrand Tavernier, *La Vie et rien d'autre*.

LE 6 SEPTEMBRE

MYSTERY TRAIN : Le nouveau Jarman est en couleurs, une première pour le cinéaste new-yorkais, qui après la Nouvelle-Orléans de *Down by Law* est allé poser sa caméra à Memphis (Tennessee).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE : Le cinéaste de Philippe Noiret, mais aussi le douzième de Bertrand Tavernier. Une ville (Verdun) et une période (l'immédiate après-guerre mondiale) généralement ignorées par le cinéma français.

LE 13 SEPTEMBRE

BATMAN : Qui ?

LA FILLE DE QUINZE ANS : Après la *Drôlesse*, la *Vie de famille* ou la *Tentation d'Isabelle*, Jacques Doillon poursuit son exploration du no man's land entre enfance et vie adulte.

LE 20 SEPTEMBRE

LE CINÉMA PARADIS : Après *Splendor d'Ettore Scola*, le cinéma poursuit son auto-célébration nostalgique. De Cannes, les festivaliers ont rapporté un souvenir d'été de ce premier film de Giuseppe Tornatore et de Philippe Noiret dans son quatre-vingt-dixième anniversaire.

TOLÉRANCE : Non seulement le réalisateur Pierre-Henry Salfet (dont c'est le premier long métrage) ose encore parler de révolution en cette fin d'année 1989, mais il appelle les comédiens avec Griffith. De l'audace, de l'audace, toujours de l'audace.

LE 27 SEPTEMBRE

THE ABYSS : Pourquoi aller s'enfermer dans une salle de cinéma pour y voir des gens enfermés dans un sous-marin ? On peut faire confiance à

James Cameron (*Alien*, *Terminator*) pour trouver une excellente raison.

I WANT TO GO HOME : un duo improbable : Adolph Green, l'un des plus grands librettistes et scénaristes de la comédie musicale américaine, face à Gérard Depardieu, grand comédien français. Dirigés par Alain Resnais, ils incarnent deux auteurs de bandes dessinées. Le film représentera la France au Festival de Venise.

LE 4 OCTOBRE

COMÉDIE D'ÉTÉ : le retour de Gérard Vigne. Après le Moyen Âge de *Martin Guerre* et la préhistoire d'*Une femme au deux*, le cinéaste français s'installe dans l'été 1914. Maruschka Detmers et Rami Martin s'aiment, mais les seuls abus qu'ils entendent siffler sont les rencontres familiales.

HISTOIRES D'AMÉRIQUE : L'immigration aux États-Unis racontée par des juifs soviétiques et illustrée d'histoires drôles. L'œil à la lumière de l'humour juif. Tourné pour la Sept, ce film de Chantal Akerman sortira finalement en salles.

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO : tout ce qui fait le charme de la vie urbaine contemporaine réuni en un seul film. Wim Wenders, qui est un connaisseur, a d'ailleurs fait en sorte que le premier film de Stephen Soderbergh (qui devient ainsi le plus jeune réalisateur à bénéficier de cet honneur) obtienne la Palme d'or.

LE 11 OCTOBRE

ERIK LE VIKING : sur les traces de Terry Gilliam, son collègue de Monty Python, Terry Jones (le petit Galois qui se travestit tout le temps dans les films du groupe) réalise une grande épopée dans laquelle il sera matériellement démontré que la terre est plate. Avec Mickey Rooney et John Cleese.

LE 18 OCTOBRE

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE : la fin d'une grande solitude : Harrison Ford trouve enfin un autre acteur en face de lui. C'est Sean Connery qui incarne monsieur Jones père et qui insufflé un air juvénile à une série qui fait maintenant partie des meubles du cinéma mondial.

CINÉMA

REPRISES

Brazil

de Terry Gilliam, avec Jonathan Pryce, Robert de Niro, Kim Greist, Michael Palin. Britannique, 1984, copie neuve (2 h 26).

On peut revoir à maintes reprises ce tableau extravagant de notre monde, on y trouvera toujours quelque chose à découvrir, on y retrouvera toujours des occasions de fous rires.

VO : Studio Galand, 9 (43-54-72-77) ; Max Under Panorama, THX, Dolby, 9 (49-24-88-88).

L'Équipée sauvage

de Ludo Berdel, avec Martin Brando, Mary Murphy, Robert Keith, Lee Marvin, Jay C. Flippen. Américain, 1953, noir et blanc (1 h 19).

Brando, sa casquette, son blouson, son air boudeur et le sourire qu'il adresse au fin de course à la gentille serveuse de bar font partie de toute une mythologie, une mythologie pas seulement cinématographique.

VO : Radio Océan, 9 (43-25-19-03) ; Les Trois Balcons, 9 (45-51-10-50).

La Grande Combine

de Billy Wilder, avec Jack Lemmon, Walter Matthau, Ron Rich, Cliff Osmond, Judi West. Américain, 1968, noir et blanc (1 h 05).

Escroquerie à l'assurance et combines en tous genres. Même dans ses films mineurs, Billy Wilder est le plus savamment méchant des cinéastes européens de Hollywood.

VO : Reflex Logos I, hand-capté, 9 (43-54-42-34) ; Sept



« Scarface », le film aux naissances multiples : un mythe cinématographique, celui d'Al Capone ; un genre, le film noir ; un débat, le cinéma encourage-t-il la criminalité ; un gimmick : la pièce de monnaie de George Raft.

Parnassiens, 14* (43-20-32-20).

Haute Pègre

de Ernst Lubitsch, avec Kay Francis, Miriam Hopkins, Herbert Marshall, Charles Ruggles. Américain, 1932, noir et blanc (1 h 26).

Aventures italiennes d'un couple de voleurs mondains, plus doué pour la détection des diamants que pour le bonheur conjugal. Le summum de la comédie sophistiquée, par un maître du genre. Un grand maître.

VO : Action Ecoles, 9 (43-25-72-07).

L'Homme des hautes plaines

de Clint Eastwood, avec Clint Eastwood, Verne Bloom, Marianna Hill.

Mitchell Ryan, Jack King, Stefan Glowacki. Américain, 1972 (1 h 42).

Clint Eastwood arrive et le Western prend des allures de tragédie lyrique. Il tue, il séduit. C'est un grand Clint Eastwood.

VO : Action Rive Gauche, 9 (43-25-44-40).

La Pêche au trésor

de David Miller, avec Harpo Marx, Chico Marx, Groucho Marx, Marilyn Monroe, Mona Maysey, Vera Ellen. Américain, 1949, noir et blanc.

Première apparition - évidemment passée inaperçue à l'époque - de Marilyn, et les Marx pour la dernière fois réunis. Ils vont du loufo-

que au burlesque, dans un raz de marée de fous rires.

VO : Action Christine, 9 (43-25-11-30).

Scarface

de Howard Hawks, avec Paul Hux, George Raft, Anna Dvorak, Karen Morley, Dagmar Persson, C. Henry Gordon. Américain, 1932, noir et blanc (1 h 30).

Le modèle du polar violent : atmosphère glaçonne, meurtres en série, noir et blanc morbide. Amitiés et rivalités entre gangsters machos pour qui les femmes sont des blondes sans importance. Et trahison et vengeance, et George Raft jouant avec une pièce de monnaie qu'il fait sauter dans sa main droite. Un classique.

VO : Action Rive Gauche, 9 (43-25-44-40).

THÉÂTRE

Le Bal de N'Dinga

de Tchicaya U Tamsi, mise en scène de Gabriel Garran, avec Pascal N'Zouli, Christine Siriano, Henri Delmas.

Ce spectacle a déjà visité trois théâtres parisiens et va sur sa 150^e. Il faut absolument voir le *Bal de N'Dinga* pour sa mise en scène d'une liberté de ton et la maîtrise d'un auteur africain, que l'on découvre. Pour la troupe de comédiens d'une rare générosité. Pour une chanson existentielle qui, mine de rien, en dit long sur un continent en révolution. Une promenade drôle et étonnante dans Kinshasa libérée des Belges le 30 juin 1960.

Olympes, 65, rue de Cléry, 9. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-74-47-38. Durée : 1 h 30. De 25 F à 150 F.

La Belle Carole

avec Farid Chopel.

Farid Chopel fait tout passer sur scène à force de charme et de virtuosité physique. Quand il faut bouger, émettre des sons, imiter la parole sans rien dire, il est éloquent, drôle, intuitivement juste. Mais dès qu'il se sert des mots, il devient timide et maladroit. Et lorsque les lumières se rallument, la frustration vient comme si on avait vu un acteur répé-

ter devant sa glace sans jamais arriver jusqu'à la représentation finale (voir photo légendée).

Café de la Gare, 41, rue du Temple, 4*. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 42-78-52-51. Durée : 1 h 30. De 15 F à 100 F.

Comment devenir une mère juive en dix leçons

de Paul Feka, d'après Dan Greenberg, mise en scène de Todd Mason, avec Martine Villalongo, André Valéry, André Bédie, Charles Capozzini, Nathalie Messem.

Le succès de la pièce tient pour une bonne part à la gouaille, la spontanéité inventive de Martine Villalongo. Ni mère, ni juive à la ville, elle se souvient de sa famille, de ses frères et de ses sœurs, et endosse sans arrière-pensées un rôle qu'on croirait écrit pour elle. Comme quoi, entre mère et enfants, c'est toujours la même histoire.

Saint-Georges, 51, rue Saint-Georges, 5*. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-81-05-43. Durée : 2 heures. De 100 F à 200 F.

Marcella

de Clémentine Céliard, mise en scène de Christophe Richeart, avec Clémentine Céliard. Ses quinze enfants partis en vacances, Marcella a trouvé



A PARIS

Farid Chopel rêve d'être un rock-star, un cosmonaute, un clown paranoïaque. De petits songes, brefs et fugaces, faits pour séduire, comme un gamin oncleur qui réussit à faire oublier à ses parents un carnet de notes médiocres. Farid Chopel est le champion des numéros de charme.

de la compagnie et raconte sa vie à un public qui lui donne la réplique entre deux courses dans les coulisses et un verre de citronnade. Faute de texte soutenu et de mise en scène rigoureuse, Marcella est une maman cocoonne un peu transparente. Clémentine Céliard, elle, est parfois irrésistible. Ce n'est déjà pas si mal.

L'Espace européen, 5, rue Blot, 17*. Du lundi au samedi à 20 heures. Tél. : 42-93-69-58. Durée : 1 heure. 90 F et 110 F.

Monsieur Songe

de Robert Pinget, mise en scène de Jacques Sallier, avec Nadia Barentin, Danièle Lebrun, Jacques Boudet et Jacques Sallier.

Deux clowns de la grande espèce, Jacques Sallier et Jacques Boudet, épaillés par deux parfaites comédiennes, Danièle Lebrun et Nadia Barentin, assicotent les mots de l'un de nos auteurs contemporains les plus réjouissants, Robert Pinget. Si la tristesse vous prend, même si elle ne vous a pas pris, qui qu'il en soit, *Monsieur Songe*, est à mourir de rire.

Poche-Montparnasse, 76, bd de Montparnasse, 6*. Du mardi au samedi à 20 h 45, le samedi à 15 heures. Tél. : 46-48-92-97. Durée : 1 h 30. De 100 F à 180 F.

سورة الفاتحة

MUSIQUES

LA RENTRÉE JAZZ 1989

Consensus blues

Martial Solal

Fête de l'humanité, Révo-jazz, du 8 au 10 septembre

Martial Solal en ouverture d'un programme, comme d'habitude, abondant. Révo-jazz accueille également le trio Hamair/Kühn/Jenny-Clark, Petrucci et les saltimbanks de Zhivaro. Soirées artistes et militantes.

Barney Wilen

26 et 27 septembre, à 21 h 30, au Petit Opéra. Tél. : 43-38-01-36.

Dandysme et pureté du son. Dans le genre, on ne fait pas mieux. Barney Wilen est à la fois un « musicien pour musiciens » et le saxophoniste idéal pour qui n'y connaît rien.

Michel Portal-Mino Cinelu

28 septembre, à 20 h 30, salle polyvalente de Torcy, dans le cadre du 30^{ème} Festival de Marne-la-Vallée. De 60 F à 80 F.

Marne-la-Vallée dans une nouvelle édition. Portal dans un nouveau Unit de jeunes, Mino Cinelu (Portal, Miles Davis, Sting, Peter Gabriel, Weather Report, Herbie Hancock, Portal) dans un nouveau voyage. Mais, doux Seigneur, qu'est-ce qu'il vous faut de plus ?

Eric Le Lann

28 septembre, à 21 h 30, au New Morning. Tél. : 45-23-51-41.

On vous aura assez prévenus : Eric Le Lann, un des tout premiers connaisseurs de son instrument (la trompette), une carrière éblouissante et pourtant, comment dire, réservée, est

en train d'inventer une piste inédite. Ce qui arrive tous les dix ans à peu près. Précipitez-vous : ne serait-ce que pour pouvoir faire les intéressants.

Aladar Pego

30 septembre, à 21 heures à Nohaiel (château de la ferme du Buisson). De 80 F à 120 F.

Classique, diplômé, gitan, professeur, jazzman, reconnu, inventeur, médaillé, virtuose, chaleureux, honnête, mythique, quinquagénaire, superbe, Aladar Pego est une légende de la musique européenne. La veuve de Mingus lui a offert une des contre-basses de son mari. C'est dire. En solo absolu (au même programme, Art Farmer et Louis Scialoja). Soirée décisive.

Shepp/McGregor

8 octobre, à 21 heures, à Nohaiel. De 80 F à 120 F.

Le prince de la free-music avec le prince de la liberté sud-africaine. Au même programme, Padovani en quartet. Sans réserves (le Monde du 21 juillet).

Gérard Marais

Paco de Lucía

8 octobre, à 21 heures, à Nohaiel. De 80 F à 120 F.

En première partie, le sextet tonique et sérieux de Marais, guitariste et compositeur. En seconde, Francisco Gomez Sanchez (dit Paco de Lucía, mais qui diable lui a trouvé ce nom ?).



Eric Le Lann.

Braxton/Ornette

18 octobre, à 20 h 30, à l'Opéra-Comique dans le cadre du Festival d'Automne.

Le Festival d'Automne et ses alliés ont passé commande à ces monuments de l'avant-garde en jazz que sont Anthony Braxton et Ornette Coleman. Réponse de ce dernier : une composition intitulée *France, the country that gave the freedom symbol of America*. Un événement.

Wynton Marsalis

Le 24 octobre, à 20 h 30, au Grand Rex. 180 F.

On croit encore intelligent de dire qu'il est académique, ennuyeux, pompeux, inutilement virtuose, vide et prétentieux. Eh bien, ce n'est plus vrai du tout. Et ce sera de moins en moins (si l'on ose dire).

Manfred Elcher

Les 26 et 27 octobre, à 20 h 30, à la Cigale. 60 F.

C'est rare qu'un producteur de disques soit la vedette d'un festival. Mais quand on a les atouts d'ECM dans sa manche, on peut recevoir carte blanche du Festival de Paris : l'amie et Pierre Favre, John Strydom, Jan Garbarek et d'autres au programme.

Keith Jarrett

Le 28 octobre, à 20 h 30, au Théâtre des Champs-Élysées. De 50 F à 210 F.

Nuit bleue pour les âmes fleur bleues. Nuit rose pour les amoureux. Nuit blanche pour les intenses. Nuit noire pour les photographes (la dédicace

du pianiste ne supporte pas - a-t-il vraiment tort ? - les rafales de dédicaces et autres rembobinements sonores). Des goûts et des couleurs on ne discute pas. Quand joue Keith Jarrett, c'est un peu de la mécanique céleste qui s'arrête.

Christian Vander

Le 31 octobre, à 20 h 30, à la Cigale. 110 F.

Vander dans l'exotisme, l'énergie et l'assurance de compositeur. Vander dans ses folies et ses tambours. Vander dans ses œuvres.

Miles Davis

Le 3 novembre, à 20 h 30, au Zénith. 160 F.

Miles Davis au Zénith.

Roy Charles

Le 4 novembre, à 20 h 30, au Zénith. 160 F.

Comme Miles Davis (voir plus haut), il tient encore le devant de la scène. Mais si le trompettiste n'a cessé d'inventer génialement depuis quarante-cinq ans, les orchestres du chanteur ont tendance à stagner. Ses orchestres et sa cérémonie seulement : pas sa voix, intacte, brûlée, bouleversante.

Escoudé/Levallet

Le 5 novembre, à 20 h 30, au Studio 104.

Deux des meilleurs groupes européens (celui du guitariste Christian Escoudé et le Swing Strings System de Didier Levallet) pour clôturer le Festival de Paris.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Dvorak

Tartar

Schubert

Trio D 561

Messiaen

Quatuor pour la fin du temps

Raphaël Clug

Dmitry Sitkovetsky

Marina Sibiu (violon)

Gérard Caussé

Bruno Giuranna (alto)

Aline Maurier

Boris Pergamenschikov

(violoncelles)

Christian Brault (piano)

David Shifrin (clarinette)

Ce nouveau festival consacré à la musique de chambre devait se tenir à Avignon, les élections municipales défilant ce qui avait été décidé, c'est Lyon qui accueillera ces musiciens. Jusqu'au 10 septembre, dix concerts réuniront des chambristes français et étrangers hors pair dans des programmes de haute tenue et permettront aux jeunes musiciens de participer à

des cours d'interprétation, avant de se lancer trop tôt dans une carrière qui, bien souvent, les laisse égarés (parce que mal préparés) en quelques années.

Le 4 septembre, Lyon, Salle Molière, 20 h 30. Tél. : 78-93-29-86.

Beethoven

Sonates n° 13 op. 27, n° 14 op. 27

Beethoven-Liszt

Transcription de la 9^{ème} Symphonie

Joseph Villa (piano)

A Joseph Villa, le redoutable honneur d'ouvrir la dixième édition de Piano aux Jacobins, l'excellent festival tou-

lousain, placé cette année sous le signe de Beethoven et de Liszt (l'un transcrivant les symphonies de l'autre). Si Villa n'est guère connu en France, il est pourtant un formidable pianiste, doué d'une technique parfaite et d'un répertoire original. Son Liszt, son Scriabine lancés avec assurance, joués avec une frénésie contrôlée

devraient être connus du plus grand nombre. Comme celle de son maître Claudio Arrau, la carrière de Joseph Villa n'est peut-être du temps à s'installer, mais son nom brillera quand bien d'autres seront oubliés.

Le 5 septembre, Toulouse, Cloître des Jacobins, 21 heures. Tél. : 61-23-32-00.

SÉLECTION PARIS

Lundi 4 septembre

Wagner

Les Maîtres chanteurs de Nuremberg, ouverture

Weber

Concerto en fa

Debussy

Boris

Bernstein

Dances de West Side Story

Orchestre français des Jeunes, Emmanuel Krivine (direction)

Les orchestres français

pèchent par leur manque

d'homogénéité, de fidélité

(un mot à prendre dans le

sens que lui donnait les ins-

tituteurs à grande blouse

grise lorsqu'ils nous appren-

naient qu'une balance de

Robert de fidèle). La vir-

tuoité individuelle des

musiciens n'est pas à mettre

en cause, leur facilité

d'adaptation non plus, ce

qui leur manque c'est une

conscience plus nette du tra-

vail collectif. L'Orchestre

français des jeunes a été

créé pour former des jeunes

musiciens titulaires de pre-

miers prix à la dure dis-

cipline de l'orchestre. Emma-

nuel Krivine en est depuis

quelques années le patron

attentif et exigeant. Les

concerts qu'il donne avec

eux prouvent le niveau

professionnel atteint par ces

jeunes. Il serait dommage

de manquer ce qui devrait

être l'un des meilleurs

concerts de la rentrée.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. :

45-63-98-73. Invitation à re-

tirer salle Pleyel.

Mardi 5 septembre

Verdi

Requiem

Barbara Zagaranka

(soprano).

Ekléctia Ardam

(mezzo-soprano).

Paulos Raptis (ténor).

Radoslaw Zakowicki (basse).

Chœur et Orchestre de

la Philharmonie de Cracovie,

Krzysztof Penderecki

(direction).

Tubé de la musique reli-

gieuse avec celui de Mozart,

le Requiem de Verdi est

l'une des œuvres les plus

fortes qu'on puisse entendre

au concert. La prière s'y

associe au théâtre en un

ensemble harmonieusement

terrifiant. C'est aussi l'une

des œuvres les plus difficiles

à interpréter qui soient. Et

depuis quarante ans, Arturo

Toscanini tient la dragée

haute à tous les chefs qui

ont pris le chemin des stu-

dios d'enregistrement.

Krzysztof Penderecki est sur-

tout connu comme compo-

siteur ; un compositeur qui ne

donne pas dans le sentiment

délirant, l'écrit ; sa musi-

que est violente, fulgurante.

Ce Requiem devrait lui aller

comme un gant. (Le 2 sep-

tembre, le même concert est

donné, au Festival de La

Chaise-Dieu.)

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. :

48-04-58-01. De 50 F à 150 F.

La Chaise-Dieu

Berlioz

Harold en Italie

Dvorak

Symphonie n° 8

Youri Bashmet (alto).

Orchestre philharmonique de

Cracovie,

Gilbert Levine (direction).

On n'attend finalement pas

si souvent Harold en Italie

de Berlioz au concert. Man-

que d'artistes de haut

niveau ? La raison serait

plutôt à rechercher dans le

manque d'effet que produit

ce cheminement poétique

sur le public. Une musique

si délicate, élégante et intel-

ligente qu'elle ne souffre pas

l'absence de répétitions.

La tradition française (s'il en

existe vraiment une) d'interprétation berliozienne

privilégie l'inspiration du

moment, la fougue, alors

qu'il faudrait d'abord

comme Mozart ou Haydn :

avec précision, finesse.

Youri Bashmet, co-équipier

favori de Sviatoslav Richter,

sait très précisément ce que

ces mots veulent dire. Et

comme il a une grande auto-

rité, la Philharmonie de

Cracovie devrait le suivre

dans ses options. (Le lende-

main soir, le même orches-

tre placé sous la direction du

même chef donne la Passion

selon saint Luc, de Pendere-

cki).

Le 30, Abbaye, 21 h 15.

Tél. : 71-00-01-16. De 45 F à

390 F.

Brahms

Scherzo de la Sonate FAE

Mozart

Sonate KV 464

Janacek

Sonate

Schumann

Sonate n° 2

Gérard Poulet (violin),

Karl Engel (piano).

Nous l'avons écrit et récrit :

Gérard Poulet est l'un des

grands maîtres contempo-

rains du violon et assuré-

ment le plus grand des violo-

nistes français. Avec le

pianiste suisse Karl Engel, il

donne un admirable pro-

gramme au Festival de

Besançon. Une sorte d'art et

d'illustration du violon poé-

tique. A ne pas manquer.

Le 1^{er} septembre, Grand Kar-

seal, 20 h 30. Tél. : 81-81-

52-90. De 55 F à 100 F.

La Chaise-Dieu

Berlioz

Harold en Italie

Dvorak

Symphonie n° 8

Youri Bashmet (alto).

Orchestre philharmonique de

Cracovie,

Gilbert Levine (direction).

On n'attend finalement pas

si souvent Harold en Italie

de Berlioz au concert. Man-

que d'artistes de haut

niveau ? La raison serait

plutôt à rechercher dans le

manque d'effet que produit

ce cheminement poétique

sur le public. Une musique

si délicate, élégante et intel-

ligente qu'elle ne souffre pas

l'absence de répétitions.

La tradition française (s'il en

existe vraiment une) d'interprétation berliozienne

privilégie l'inspiration du

moment, la fougue, alors

qu'il faudrait d'abord

comme Mozart ou Haydn :

avec précision, finesse.

Youri Bashmet, co-équipier

favori de Sviatoslav Richter,

sait très précisément ce que

ces mots veulent dire. Et

comme il a une grande auto-

rité, la Philharmonie de

Cracovie devrait le suivre

dans ses options. (Le lende-

main soir, le même orches-

tre placé sous la direction du

même chef donne la Passion

selon saint Luc, de Pendere-

cki).

Le 30, Abbaye, 21 h 15.

ARTS

SÉLECTION

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (dû vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Richard Artachwager

Après l'exercice de divers métiers, cet ancien élève d'André Ozenfant, à New York, décide de réaliser quelques meubles « sur le mode constructiviste ». De là à concevoir des sculptures-mobilier, il n'y avait qu'un pas, que l'artiste franchit, combinant rigueur et ironie.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, rue de Châteaufort, Paris, 6. Tél : 43-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 17 septembre.

Egypte - Egypte

Art pharaonique, copte ou islamique, vingt-cinq chefs-d'œuvre de la civilisation égyptienne viennent visiter l'Institut du monde arabe, suite d'actualité, 23, quai Saint-Bernard, Paris, 6. Tél : 40-51-36-38. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 22 h. Jusqu'au 30 mars. 36 F.

Jean Fautrier

En plus de cent cinquante peintures accompagnées de dessins, de gravures et de la quasi-totalité des sculptures, un juste hommage à l'auteur des *Otages*, qu'il est bon de revoir à travers son œuvre « noire » de l'entre-deux-guerres.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 16. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 24 septembre. 15 F.

Histoires de musée

De Jean-Michel Albéro à Jean-Luc Vilmouth, en passant par Boltanski, Combes, Lavin, Sarkis et Toroni, 23 artistes proposent, à tous les étages du Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, des œuvres conçues en regard des collections, des salles, du bâtiment. C'est l'occasion de revisiter l'histoire de l'art du Petit-Wilson en passant de retrouver son architecture d'origine, où la *Danse* de Matisse restaurée est désormais présentée au mieux, où les collections historiques ont été réintégrées.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 16. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.

Wifredo Lam

Venues de Cuba, une trentaine de peintures de celui dont les surréalistes admiraient la puissance symbolique et le sens de la magie, et dont Picasso avait dit à Pierre Loeb, à propos de son primitivisme : « Il a le droit, lui ! Il EST nègre ! ».

Musée de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris, 6. Tél : 40-22-67-80. Tous les jours sauf lundi de 11 h à 19 h 30. Jusqu'au 23 septembre.

« La Traversée de Paris »

Quatre siècles de l'histoire de la capitale avec un casque sur les oreilles à la mode Chloé-Chloé. Il ne faut rater sous aucun prétexte l'émouvant documentaire de Romain Goupil *Je ne me souviens pas*, qui retrace, images médées à l'appui,

quelques grandes journées de la capitale à la façon de ce qui se passe au *Je me souviens* de Georges Perec.

Grande Arche, la Défense, 92200. Tél : 40-90-05-18. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 19 h 30, vendredi de 10 h 30 à 22 h 30. Réservations au 48-78-75-00. Jusqu'au 31 décembre. 48 F.

Le cabinet des curiosités de la bibliothèque Sainte-Genève

Voir notre photo légendée. Bibliothèque Sainte-Genève, 10 place du Parthéon, Paris, 6. Tél : 43-28-61-00. Tous les jours sauf dimanche de 14 h à 18 h. À partir du 18 septembre et jusqu'au 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Journées portes ouvertes dimanche 17 de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 septembre 1989.

Les Envoies de Jacques Lartigue

Pris par un luthier émévillé qui volait sur les ailes du temps, quatre-vingt-cinq clichés retraçant les débuts de l'aviation.

Grand Palais, galerie nationale, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Scaboway, Paris, 8. Tous les jours sauf mardi et mercredi de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 décembre. 12 F.

Métal, Hommes et Dieux

Comment les hommes, depuis 6000 ans, ont magnifié le métal, cuivre, or, argent, bronze. Une exposition composée de pièces nées provenant d'une douzaine de grands musées et trésors de cathédrales.

Jardin des Plantes, galerie de minéralogie, 38, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris, 6. Tél : 40-38-54-32. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h, samedi, dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 janvier. 25 F (comprend l'ensemble des expositions).

Or et Couleur

Pâtisserie opulente ou pauvre baguette de bois clair, grand ou même démesuré, le cadre tient le second rôle nécessaire de toutes les expositions. Cette fois-ci, il est en haut de l'affiche.

Musée d'Orsay, quai d'Austerlitz, France, place Henri-de-Montbaillet, Paris, 7. Tél : 40-48-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, dimanche de 9 h à 18 h, jeudi de 9 h à 21 h 45. Fermé le lundi. Jusqu'au 24 septembre. 23 F (billet d'accès au musée).

Traffic d'influences

Le savant et célèbre collectionneur de monnaies grecques Joseph Pelletier rangeait ses trésors dans deux splendides armoires au décor inspiré de l'Extrême-Orient. Les voici restaurées et présentées entourées d'objets, pour donner une idée de l'influence de la Chine dans le goût français des dix-septième et dix-huitième siècles.

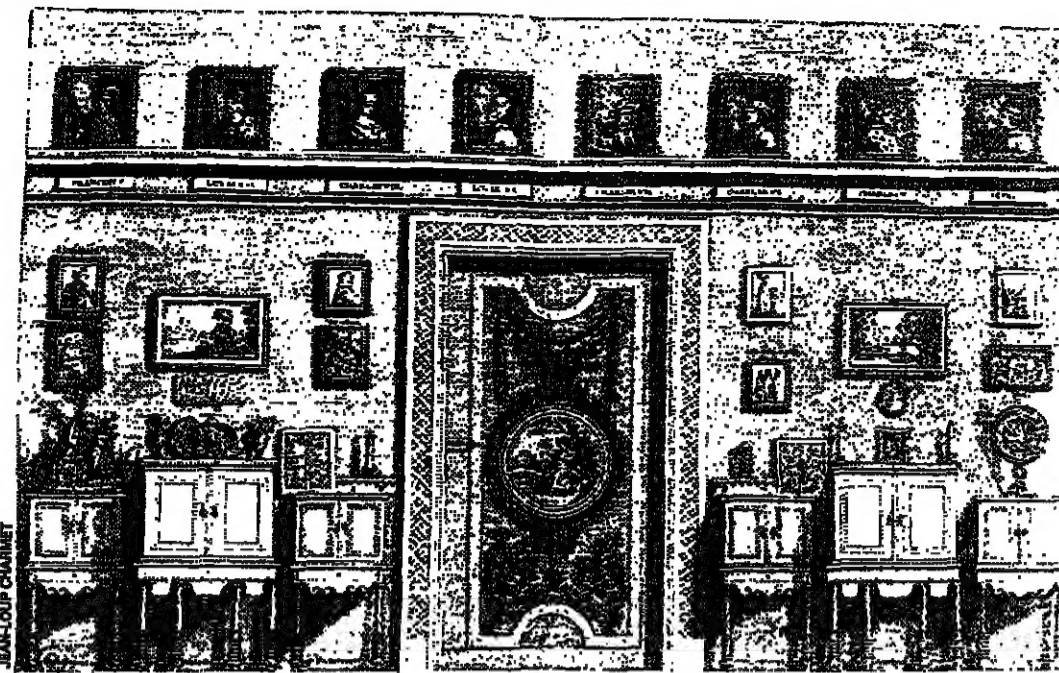
Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 55, rue de Richelieu, Paris, 2. Tél : 47-03-83-30. Tous les jours de 13 h à 17 h. Jusqu'au 12 novembre. 20 F.

RÉGIONS

Le Cateau-Cambrésis

Mattise

Branches de grenadier, de pêcher, de citronnier, de carotte, jonquilles, tulipes, capucines, feuilles de chêne, de cinéraire, de vigne... Mattise aimait les fleurs. Ses appartements nippés en



JEAN-LOUIS CHAMET

étaient pleins. Et il les dessinait de son trait incomparable.

Musée Mattise, palais Fénélon, 55600. Tél : 27-84-13-15. De 10 heures à 12 heures de dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 30 septembre.

Colmar

Hartung

Une exposition consacrée aux années de jeunesse du peintre, à sa découverte, au début des années 20, des maîtres du passé tels Rembrandt, Hals et Goya, qu'il interprète librement dans le même temps qu'il entreprend ses premières recherches abstraites.

Musée d'Unterlinden, 1, place d'Unterlinden, 68000. Tél : 89-42-89-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre.

La mémoire des siècles

Tout près du musée d'Unterlinden, l'église des Dominicains abrite la *Vierge au buisson doré* de Martin Schongauer, et, pour quelques temps, les plus beaux manuscrits, les plus précieux incunables de la plume du Rhin : au total deux cents ouvrages, parmi lesquels des codes et évangélistes du Moyen Âge, sont présentés. Ainsi qu'un aperçu de toutes les formes d'écriture depuis mille ans, jusqu'aux imprimantes laser.

Eglise des Dominicains, 68000. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 novembre.

Deoules

Couronnes du monde

Du diadème de Toutankhamon à la couronne portée par Charles I^{er} d'Autriche en 1916, près de deux cents œuvres-chefs d'or, d'argent et de pierres précieuses racontent l'histoire de la couronne, parure sacrée, insigne d'un pouvoir religieux ou politique. Une exposition autonome, non sans humour, comme la plus révolutionnaire du Biscornet.

Centre culturel, abbaye de Deoules, 21, rue de l'Église, 28224. Tél : 98-28-94-33. De 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Lyon

Verso l'arte povera

Un regard sur l'avant-garde italienne des années 60, juste avant que l'on parle d'« art pauvre » à propos des œuvres de Mario Merz, Pio

toletto, Boetti, Koneffis et bien d'autres.

Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échanges de Perrache, 4^e niveau, 69001. Tél : 78-42-27-39. De 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Dan Flavin

Prêtées par le grand collectionneur italien d'art contemporain Giuseppe Panza, les œuvres au néon de Flavin emplissent tous les étages du musée. L'effet est garanti, car cet Américain sait fort bien manipuler la couleur-lumière.

Musée d'art contemporain, 1, rue du Président-Edouard-Herriot, 69001. Tél : 78-30-50-56. De 12 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 5 septembre.

Marseille

Edward Hopper

En une trentaine de tableaux accompagnés d'aquarelles, de dessins, de gravures, un très grand peintre américain de l'entre-deux-guerres, réaliste si l'on veut, mais certainement pas aussi régionaliste qu'on a pu le dire.

Musée Cantini, 19, rue Grignon, 13006. Tél : 91-64-77-76. De 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 24 septembre.

Meymac

Markus Lüpertz

Une rétrospective, la première en France de cet artiste allemand, plus classique qu'on ne le croit. Près de quatre-vingts tableaux et une dizaine de sculptures de 1964 à aujourd'hui sont exposés sous un titre qui intrigue : « Le Dithyrambe, et après ».

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, place du Bâcher, 19250. Tél : 56-96-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures.

Nancy

Les cires habillées nancéiennes

De cire et d'étoffe, des images de dévotion un peu précieuses et mondaines, que les amateurs d'art populaire négligent souvent, leur préférant les ex-votos plus rustiques.

Chapelle des Cordeliers, Grande-Rue, Nancy. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 24 septembre.

Nantes

Soulages

Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus monumentale, de plus en plus noire. Cette rétrospective, qui a déjà été présentée à Kassel et à Valence, coïncide avec l'ouverture des salles d'art contemporain du Musée des beaux-arts de Nantes, désor-

Rochevour

Aloïse

C'est une des plus grandes figures de l'art brut. Inter-née en 1918 dans un hôpital psychiatrique près de Lausanne, où elle vécut jusqu'à sa mort, Aloïse Corbuz, dite Aloïse, y réalisa pendant plus de quarante ans une œuvre graphique et littéraire profondément singulière, aux riches couleurs, et pleine d'images d'amour.

Musée départemental d'art contemporain, château de Rochevour, 87600. De 14 heures à 18 heures en septembre, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures en août. Fermé le mardi. Jusqu'au 24 septembre.

Saint-Etienne

Long et Nauman

Collection Panza, suite (voir Lyon). Cette fois il s'agit de grandes pièces de Richard Long et de Bruce Nauman, cercles de pierres évoquant des rituels préhistoriques de l'un, corridors de choc engendrant le malaise de l'autre. Soit deux orientations fondamentalement différentes de l'art des années 70.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél : 77-83-55-58. De 10 heures à 18 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Strasbourg

Les bâtisseurs de cathédrales

Si beaucoup de livres ont été consacrés à la construction des cathédrales, aucune exposition n'avait encore tenté de regrouper le matériel expliquant leur conception et leur réalisation, si ce n'est, peut-être, sous forme de documents photographiques. La grande exposition qui s'ouvre à Strasbourg réunit des colonnades montrant les chantiers, des outils de maçon et de tailleur de

Pierre, et surtout plus de quarante dessins d'architecture du treizième au quizième siècle. Provenant de toute l'Europe, ces dessins ont parfois trois ou quatre mètres de haut.

Ancienne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél : 88-32-48-86. De 11 heures à 18 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Du 2 septembre au 28 novembre.

Thouars

Oïron à nouveau

Extraits d'une énorme collection publique rarement exposée, celle du Fonds national d'art contemporain, les œuvres de seize artistes (Bertrand, Bouillon, Coignat, Cragg, Grand, Rinke...) se partagent pour plusieurs mois les pièces d'un très beau château du dix-septième siècle, dont la restauration est en cours. A découvrir absolument.

Château d'Oïron (12 kilomètres de Thouars), 79100. Tél : 49-98-57-42. De 9 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 octobre.

Tours

Panamarenko

L'artiste, un rêveur déguisé en scientifique, est l'auteur de belles machines allées. A Tours, il présente notamment le dernier « moteur » qu'il a conçu pour son *Voyage aux étoiles*.

Centre de création contemporaine, rue Racine, 37000. Tél : 47-66-50-00. De 14 heures à 19 h 30. Fermé le lundi. Jusqu'au 25 septembre.

La sélection Arts a été établie par : Geneviève Breuerette, Philippe Dagen, Bénédicte Mathieu, Patrick Rogiers.

CHAILLOT 89/90

LAPIN-CHASSEUR, MACHA MAKEIEFF, JÉRÔME DESCHAMPS
7 SEPTEMBRE - 6 OCTOBRE

HORACE, CORNEILLE, HEINER MÜLLER, BRIGITTE JAUQUES
4 OCTOBRE - 11 NOVEMBRE

LORENZACCIO, MUSSET, JOSÉ-MARIA FLOTATS
18 ET 19 OCTOBRE

LE MISANTHROPE, MOLIERE, JOSÉ-MARIA FLOTATS
21 ET 22 OCTOBRE

LE BOURGEOIS GENTILHOMME, MOLIERE, JÉRÔME SAVARY
8 NOVEMBRE - 31 DÉCEMBRE

LE FIDELLE, LARIVEY, JEAN-MARIE VILLÉGIÉ
6 DÉCEMBRE - 27 JANVIER

MACBETH, SHAKESPEARE, MATTHIAS LANGHOFF
8 FÉVRIER - 17 MARS

LE MALADE IMAGINAIRE, MOLIERE, HANS PETER CLOOS
14 FÉVRIER - 24 MARS

ZAZOU, JÉRÔME SAVARY
24 AVRIL - 30 JUIN

ELVIS, SERGE VALETTI, CHARLES TORDJMAN
17 MAI - 30 JUIN

THÉÂTRE DES ENFANTS-MARIONNETTES
DANSE - CONCERTS - CINÉMA - APÉRITIFS CONCERTS

ABONNEMENTS 3 SPECTACLES OU PLUS
ABONNEMENTS PROVINCE 2 SPECTACLES OU PLUS

RENSEIGNEMENTS/LOCATION 47 27 81 15

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT, 1 PLACE DU TROCADERO, 75116 PARIS

JE DÉSIÈRE RECEVOIR GRATUITEMENT LA BROCHURE CHAILLOT 89/90

NOM

ADRESSE

A RENVoyer AU T.N.C. 1 PLACE DU TROCADERO, 75116 PARIS

France Inter

Δ2

هذا هو الأصل

ANNIVERSAIRE

1792, LA BATAILLE DE VALMY

La grande parade

Comment célébrer une bataille sans tomber dans la reconstitution à grand spectacle ? Patrick Bouchain a inventé une promenade-spectacle-méditation à travers bois et champs. Avec char à bœufs et hélicoptères de combat...

Il pleuvait fort en Champagne le 20 septembre 1792. Il pleuvait si fort que les boulets lancés par les canons du duc de Brunswick, qui s'employait à envahir la France et rétablir l'autorité de Louis XVI, s'enfonçaient dans les flaques et la boue sans exploser. Cette bienheureuse circonstance sauva la vie de nombreux volontaires de l'armée commandée par Dumouriez, aida à la victoire de Valmy et permit donc à Goethe, qui se trouvait là, de prononcer une phrase à la Malraux : « De ce lieu et de ce jour, date une ère nouvelle dans l'histoire du monde. » (1) Que la phrase ait été véritablement prononcée ce soir-là, au coin d'un champ trempé, est cependant douteux, le poète ayant été le seul témoin de son illumination prophétique.

Elle n'en figure pas moins dans tous les dictionnaires et dans le dossier de presse de « Naissance d'une Nation », cérémonie commémorative de la bataille. Comment n'y figurerait-elle pas d'ailleurs puisque c'est bien de fêter une « ère nouvelle » qu'il s'agit, être conquérante et républicaine ? Le lendemain du combat, le 21 septembre 1792, la République fut déclarée à Paris, République née de la canonnade, et Valmy devint légende. Voilà pourquoi, à l'initiative du ministère de la défense, auront lieu du 16 au 24 septembre, sur le champ de bataille, de martiales cérémonies. Le cent quatre-vingt-dix-septième anniversaire de Valmy doit être glorieux, spectaculaire et symbolique.

Soit. Le principe arrêté reste la grande difficulté : comment faire, que faire ? Un défilé militaire ? On aurait protesté contre ce 14 Juillet-bis transporté dans la Marne. Une reconstitution ? On y a songé. Déguisés les uns en Prussiens fatigués, les autres en volontaires déguenillés et enthousiastes, les conscrits auraient fait assurément merveille. Mais l'affaire était malcommode : il fallait des costumes, des canons d'époque et, pour faire vrai, des arènes et de la brume. Autre danger : les fastes de la République auraient ressemblé au tournage d'un téléfilm et leur dignité aurait pâti de l'ambiguïté. Dernier argument, définitif celui-ci, lancé par Jean-Pierre Chevènement : une reconstitution, aujourd'hui, c'est « ringard ». « Il vaut mieux du moderne », a ajouté le ministre, qui s'est déclaré convaincu qu'il faut être de son temps.

LE MOULIN DE VALMY EST UN FAUX. EH OUI !

Pas de bicorne donc, pas de canonnade aux fumigènes. Alors quoi ? Le paysage de Valmy n'a pas de ces beautés naturelles qui attirent le regard. Du plateau où était posté Kellermann, on ne voit que le village en contrebas — une église, quelques fermes, — une voie ferrée sacrilège dans sa tranchée, plusieurs petits bois peu épais et d'immenses étendues labourées. Rien de touristique. Les monuments que le dix-neuvième siècle n'a pas manqué de déposer de-ci de-là ne suffisent pas à égayer l'endroit, en dépit de leur variété. On dénombre une statue en bronze de Kellermann le sabre en main — avec socle de pierre et canons aux angles — inaugurée en 1892, deux monuments offerts par les républicains sud-américains en mémoire de Bolívar et de Miranda et une chapelle funéraire de brique rouge façon coron à parements de faïence bleu azur façon salle de bains. Cet intéressant édifice perpétue le souvenir de la princesse de



La bataille de Valmy vue par Jean-Baptiste Manzeisse (1784-1844).

Ginetti, « arrière-petite-fille du général Kellermann et bienfaitrice de la commune », précise une plaque.

Il y a bien encore le moulin de Valmy, le plus célèbre moulin de France après celui de Daudet. Mais le moulin de Valmy est un faux. Et un faux qui a l'air faux. Le vrai, ou ce qu'il en restait, avait été classé monument historique, mais la foudre y a mis le feu et il a brûlé. Il a fallu bâtir promptement un nouveau moulin en planches, dont les ailes ne peuvent pas tourner, un moulin qu'aucun boulet jamais ne frôla, un simulacre de moulin, chef-d'œuvre du post-moderne.

N'ayant donc ni curiosités naturelles ni monuments dont tirer parti, un fantôme de monument comme décor et pour directive de mêler « moderne » et symbolique, Patrick Bouchain, l'organisateur des fastes, a eu deux idées. Puisqu'on ne ferait pas manœuvrer de soldats, on ferait manœuvrer les spectateurs. Et puisqu'il fallait renouveler le genre commémoratif, on inviterait des artistes contemporains. Résultat : une promenade à surprises d'un stand symbolique à un autre, chacun étant l'œuvre de l'un des quatre paysagistes-décorateurs français invités, Sarkis, Buren, Leccia et Vilmoth, avec la participation musicale de René Koering et celle du théâtre équestre Zingaro. Il en coûtera 15 millions de francs, 10 à la charge de la défense, 5 à celle de la culture. A visiter le chantier, à écouter les explications que Patrick Bouchain donnait à Jean-Pierre Chevènement et Jack Lang venus le 21 août inspecter les travaux, une évidence s'impose : il y aura du spectacle dans les labours.

Le visiteur des représentations publiques, qui sera bien avisé de se chauffer en conséquence — des tennis,

pas des escarpins, et des cuissardes, s'il pleut... — devra parcourir à pied un kilomètre et demi, de l'orée d'un petit bois jusqu'au triste faux moulin. Premier épisode : la traversée du bois, qui serait l'un des rares éléments du paysage de 1792 demeuré intact. Jusqu'au mois de juillet, ce bosquet n'était traversé que de sentiers. Grâce aux efforts d'un régiment du génie, il est muni désormais d'un chemin à la mesure des colonnes de commémorateurs qui doivent s'y presser — colonnes de huit cents personnes, promet-on. Avec un talent qui a provoqué l'enthousiasme du ministre, les sappeurs ont tracé une route sinueuse entre les chênes et les anémones et l'ont recouverte des plus blancs des gravillons qui se puissent voir. C'est admirablement fait. Anglais presque.

Le long de cette voie, le sculpteur Sarkis a imaginé de disposer douze « autels » célébrant douze batailles où, comme à Valmy, le droit et la justice ont triomphé du mal. On ne sait pas encore quelles seront ces batailles, ni quel air auront ces « autels », ni quelle musique ils diffuseront, car ce seront des « autels » sonores. Sarkis, qui craint avec raison les orages de fin août, ne les disposera qu'un dernier instant.

CE SERA BEAU COMME AU VIETNAM

Il y a un risque cependant à laisser circuler une escouade de spectateurs seuls dans ce bois. Il se trouvera des sportifs pour changer la promenade en cross-country, des rêveurs pour s'égarer dans les buissons et des enfants pour traîner à l'arrière, toutes irrégularités nuisibles à l'ordonnance de la colonne.

Afin de les prévenir et de déterminer une allure d'ensemble, on a inventé de placer en tête, avec interdiction de le dépasser, non pas un guide ou un peloton de légionnaires, mais un char en bois. Un vrai char comme il n'y en a plus dans nos campagnes, tiré par deux bœufs bien rustiques, deux bœufs comme dans le poème « J'ai deux grands bœufs dans mon étable... ». Ces bestiaux vont naturellement à un pas très lent. Ils iront d'autant plus lentement, ces nobles symboles de la vie champêtre, que, dans la charrette, il y aura des cloches. Pourquoi des cloches ? Peut-être en hommage aux cloches de Valmy qui sonnèrent durant la bataille pour donner du cœur au ventre aux Français. Quant aux retardataires, que les bœufs auraient semés, il y aura en queue de procession des véhicules électriques — non pollués — pour les aider. C'est ce que dans le Tour de France on désomme la voiture-balai.

Précédée par le tandem bovin, suivie par les voitures à piles, la colonne sortira enfin du bois et se trouvera sur le plateau. Et là que verra-t-elle ? Rien. C'est le trait de génie de Daniel Buren, auquel ce deuxième épisode a été confié. Puisqu'il y a un panorama, l'homme du Palais-Royal le masque. Sur des poteaux, artistiquement ripolinés et plantés par les sappeurs, il tend des hectomètres de tissu dessinant un couloir de plein air. Dans l'étoffe, de temps à autre, une fenêtre est découpée, qui permet d'apercevoir le

clocher du village et les collines. « Combien de fenêtres ? », a demandé Jean-Pierre Chevènement, que l'idée d'un labyrinthe de drap avait rendu songeur. « Au moins quinze », a répondu l'artiste, et le ministre a été réconforté.

S'étant donc pressée aux bords de Daniel Buren et accumulée entre les parois de toile — Dieu fasse que le vent modère son souffle, sinon... — la procession sera conduite par une sorte d'entonnoir inversé jusque devant un long rideau rouge de théâtre. Elle s'arrêtera. Le rideau se lèvera. Féerie : sur la route, devant la foule stupéfaite et ravie, passeront au galop une centaine de chevaux fournis et dressés par le théâtre Zingaro. Le vacarme des sabots sur le macadam sera martial et entraînant. De l'autre côté de la route, une fois le torrent des cavaliers passé, un détachement de la garde républicaine exécutera promptement un carrousel.

Puis les cavaliers se retireront, la foule avancera sur l'herbe et elle découvrira les deux dernières attractions : le grand manège et la grande roue. Le manège est organisé par Ange Leccia à l'aide de vingt hélicoptères de combat. Leccia, qui a sans doute vu Apocalypse now et Rambo III, a voulu que les hélicoptères s'élèvent au-dessus du bois où se cachait l'avant-garde prussienne. Il y aura des fumigènes, des fusées, des pétards dans les buissons. Ce sera beau comme au Vietnam, on espère.

Le 16 septembre, en présence de François Mitterrand, ce théâtre céleste pyrotechnique sera complété d'un concert composé par René Koering en associant fanfares militaires et ordinateurs de Xenakis, et suivi par la présentation solennelle des drapeaux de tous les régiments français ayant combattu à Valmy. Le président de la République inscrira le nom de la bataille sur les étendards.

Les jours de représentation « ordinaire », le ballet des hélicoptères fera office de bouquet final. Cette vrombissante parade finie, les spectateurs ébahis pourront atteindre le moulin, qui sera flanqué de quatre tables d'orientation et d'une grande roue foraine, une vraie, de trente-cinq mètres de haut, réquisitionnée par Jean-Luc Vilmoth pour symboliser la liesse populaire. « Elle sera plus petite que celle des Tuileries », a précisé Jack Lang. On ne sait pas d'ailleurs si elle pourra fonctionner.

Sur le chemin du retour, les huit cents spectateurs traverseront le campement de la garde républicaine, campement « à l'ancienne », avec maréchal-ferrant et fours à pain de campagne. Ils pourront même manger le pain et une soupe aux choux.

PHILIPPE DAGEN.

(1) Richard Heffron fera revivre ce moment historique — et bien d'autres ! — dans les *Années terribles*, deuxième partie du film *La Révolution française* (sortie le 22 novembre). La première partie, *Les Années ténébreuses*, tournée par Robert Enrico sortira le 25 octobre.



Goethe à Valmy : « Vite ! une petite phrase. »